

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA RESPONSABILITÉ
DES
AGENTS DE CHANGE

NOTAMMENT EN MATIÈRE DES
TRANSFERTS DE RENTES SUR L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi 6 février 1914, à 3 heures

PAR

René LINGUIN

Président : M. AMBROISE COLIN, Professeur
Assesseurs { *MM. MASSIGLI, Professeur*
 { *BERNARD, Professeur*

PARIS
JURIS-CLASSEURS
18, RUE SÉGUIER, 18

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA RESPONSABILITÉ
DES
AGENTS DE CHANGE

NOTAMMENT EN MATIÈRE DES
TRANSFERTS DE RENTES SUR L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi 6 février 1914, à 3 heures

PAR

René LINGUIN



Président : M. AMBROISE COLIN, Professeur
Assesseurs { *MM. MASSIGLI, Professeur*
BERNARD, Professeur

PARIS
JURIS - CLASSEURS
18, RUE SÉGUIER, 18

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA RESPONSABILITÉ
DES
AGENTS DE CHANGE
NOTAMMENT EN MATIÈRE DES
TRANSFERTS DE RENTES SUR L'ÉTAT

INTRODUCTION

LE TRANSFERT EN GÉNÉRAL.
THÉORIE DU TRANSFERT

Le transfert, dans sa notion la plus large, consiste : soit dans la transmission de propriété d'un titre nominatif par la substitution, sur les registres de l'État ou d'une société, du nom d'un titulaire nouveau à celui du titulaire actuellement inscrit ; soit, sans porter atteinte au droit de propriété, dans les modifications de l'état civil et des qualités du titulaire du titre.

D'après la nature et l'importance de ces modifications, on distingue le transfert réel, le transfert de forme, appelé encore transfert d'ordre ou mutation, et enfin le transfert de garantie.

Le transfert réel s'effectue par la remise à l'établissement débiteur du titre et d'une déclaration signée par le propriétaire, aux termes de laquelle celui-ci requiert l'annulation de son titre et l'établissement d'un autre titre au nom d'un nouveau titulaire.

Depuis le décret du 7 octobre 1890 prescrivant aux agents de change de ne se livrer entre eux que des titres au porteur (art. 47), le transfert réel n'a lieu que :

1^o Dans les transmissions faites directement d'acheteur à vendeur, sans négociation nécessitant l'intermédiaire d'un agent de change ;

2^o Dans celles qui ont pour objet des rentes sur l'État ou des titres d'établissement n'admettant pas la forme au porteur (Banque de France, Crédit Foncier, la plupart des compagnies d'assurance, la Société Générale, etc) ;

3^o Quand il s'agit d'actions non entièrement libérées qui, aux termes de la loi (1), ne peuvent pas être au porteur.

L'article 47 précité du décret de 1890 interdit aux agents, *uniquement entre eux*, la livraison de titres autres que des titres au porteur. Aussi rien ne s'oppose à ce que l'agent de change, ayant en même temps des clients acheteurs et vendeurs de titres de même espèce, ne procède par voie de transfert réel.

1. Loi du 24 juillet 1867, article 3, et loi du 1^{er} août 1893, article 2.

L'opération se réalise alors comme si la transmission s'était faite de vendeur à acheteur et sans intermédiaire.

Le transfert de forme, appelé aussi transfert d'ordre, est celui qui est exécuté en vertu d'un acte juridique faisant mutation, autre qu'une vente, et qui consiste en une modification apportée à l'immatricule d'un titre, soit que ce titre reste au nom du même titulaire avec changement dans son état, dans sa capacité ou faculté de disposition, soit qu'il passe au nom d'un nouveau titulaire, ayant cause du premier.

C'est au moyen d'un transfert de forme qu'un mineur devenu majeur, une fille devenue femme mariée, une femme mariée devenue veuve ou divorcée, font porter leur nouvelle qualité dans l'immatricule du titre, que l'héritier, le donataire, le légataire font inscrire le titre en leur nom.

Ce transfert s'opère par la remise au Trésor ou à l'établissement débiteur du titre accompagné des pièces justifiant la nouvelle qualité ou le droit des demandeurs.

Dans la pratique, l'expression « transfert de forme » est peu usitée. Quand il s'agit de rentes sur l'État français, on dit plutôt « mutation » pour désigner cette opération ; et « transfert d'ordre » quand il est question des actions et des obligations des sociétés.

L'expression « transfert d'ordre » a cependant un

autre sens. Elle sert à désigner le procédé auquel ont recours depuis longtemps (1) les agents de change pour conserver le secret des négociations qu'ils doivent faire. Dans ce cas, le vendeur signe un transfert au nom de son agent qui en signe un autre au nom de son collègue acheteur. Ce dernier remplit ensuite les formalités requises pour réaliser le transfert définitif au nom de son client. Ainsi le vendeur et l'acheteur ne se connaissent pas.

C'est sous la dénomination de « transfert d'ordre » que le décret du 7 octobre 1890 a désigné le transfert signé par l'agent vendeur au profit de l'agent acheteur.

Ce transfert ne donne pas lieu à des droits d'enregistrement. Depuis le décret du 7 octobre 1890 prescrivant, dans son article 7, aux agents de ne se livrer que des titres au porteur, on n'emploie guère le transfert d'ordre. On n'y recourt que dans les cas où le transfert réel est nécessaire ; pendant dix jours il a alors un caractère provisoire ; et à l'expiration de ce délai, l'agent qui n'a pas fait connaître le nom de son client, est considéré comme ayant opéré pour son propre compte.

Nous devons mentionner ici la conversion qui, au point de vue de la capacité, est assimilée à la vente.

1. Il est déjà prescrit par une décision de la Chambre syndicale des agents de change de Paris du 28 avril 1828.

La conversion est une opération entraînant changement de nature d'un titre qui de nominatif est mis au porteur ou réciproquement. Seule la conversion d'un titre nominatif en titre au porteur rentre dans le cadre de notre étude. Les titres au porteur étant négociables par simple tradition, la conversion d'un titre nominatif en titre au porteur demande la même capacité qu'une aliénation. Cette conversion est analogue au transfert réel en matière de responsabilité.

Le transfert de garantie n'est que la réalisation d'un gage. Nous ne l'indiquons qu'à titre d'indication: il ne touche pas à notre sujet.

Quel que soit le procédé de transfert employé, du moment que la propriété du titre qui donne lieu au transfert passe à un nouveau propriétaire, nous devons examiner les règles qui président à cette transmission.

Le droit transmis est une créance, en tout cas un droit personnel. Comme tous les droits de ce genre, il se transmet entre les parties par simple consentement (1). Vis-à-vis des tiers, ainsi que le remarque M. Wahl (2), il est difficile d'admettre que cette transmission puisse être réalisée sans une publicité, au moins fictive.

L'idée vient naturellement d'assimiler le transfert

1. Cassation, 20 mai 1889, 3 arrêts. S. et P. 92.1.390 et la note.

2. Paris, 21 février 1896. S. 98.22. 89 et la note.

des titres nominatifs à la signification ou à l'acceptation des cessions de créances, auxquelles est subordonnée l'efficacité de ces cessions à l'égard des tiers (art. 1690 du C. civ.).

Dans cette manière de voir (1), le transfert ne serait que la suite de la transmission de propriété. Il n'interviendrait qu'après cette transmission et constituerait une mesure de publicité. Dès lors, la cession ne serait valable qu'autant qu'elle serait régulière et effectuée par un titulaire du droit pleinement capable.

La formalité du transfert prescrite par la loi du 24 août 1793 pour les rentes sur l'État et l'article 36 § 2 (Code de com.) pour les titres des sociétés devait apparaître, dans ce système, comme un mode de publicité analogue et équivalent à celui qui est organisé par l'article 1690 pour les créances.

Cette solution était tellement naturelle que c'est celle qui fut d'abord adoptée par la jurisprudence et par la majorité des auteurs.

Ainsi on lit, dans un arrêt de Paris du 25 janvier 1825, intervenu à l'occasion d'un transfert de rentes appartenant à un individu pourvu d'un conseil judiciaire et dont nous aurons à reparler :

1. Labbé, note sous Cassation, 17 décembre 1873. S. 74. 1. 409 ; P. 74. 1057. — Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, 2^e éd., n^{os} 602 et suiv. *Journal des Sociétés*, 1882, p. 378. — Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. II, n^o 605.

« Que le transfert opéré par le Trésor à la réquisition d'un porteur de rentes équivaut à la reconnaissance du débiteur d'une rente constituée, de la signification à lui faite par son créancier de la cession de sa rente à un tiers. »

Dans ce système (1), si le cessionnaire, au profit de qui était effectué le transfert, avait acquis *à non domino*, il pouvait se voir intenter une action par le véritable propriétaire illégitimement dépouillé; s'il avait acquis d'un incapable, il pouvait être actionné en nullité par l'incapable ou par ses représentants.

La cession, ainsi entendue, constitue un *mode d'acquérir dérivé*, et la créance cédée est acquise par le cessionnaire, *cum sua causa*, c'est-à-dire avec toutes ses qualités bonnes ou mauvaises. Le débiteur cédé peut opposer au cessionnaire toutes les exceptions qu'il avait contre le cédant. Il faut, à notre avis, excepter la compensation en considérant le transfert comme une acceptation de cession et non comme une signification.

Cette théorie longtemps soutenue (2) n'est pas celle qui a triomphé finalement en jurisprudence. On décide aujourd'hui d'une manière constante, et qui

1. Cassation, 23 juillet 1833. S. 33. 1. 679 — Paris, 16 juin 1842. S. 42. 2. 361. — Paris, 25 mars 1891. S. 92. 2. 129.

2. Voir la critique de cette théorie dans la note de M. Wahl sous l'arrêt précité de Paris, 21 février 1896.

paraît définitive, que l'inscription du titulaire sur le grand livre ou sur ceux de l'établissement débiteur constitue, de façon absolue et à l'égard de tous, la preuve complète de son droit. Pour combattre cette preuve, il faut un commencement de preuve par écrit. Cette argumentation repose, en ce qui concerne les rentes sur l'État, sur l'article 6 de la loi du 24 août 1793. « Attendu, porte un arrêt de la Cour de cassation (1), qu'aux termes de la loi du 24 août 1793 l'inscription d'une rente sur le grand livre est une preuve écrite et complète du droit de propriété de celui au profit de qui elle a été faite. »

Un arrêt de cassation du 13 novembre 1867 (2) donne la même solution pour les valeurs autres que la rente :

Le transfert des valeurs industrielles, porte cet arrêt, qu'il ait lieu à titre gratuit ou onéreux, forme, par la seule substitution sur les registres de la compagnie du nom du cessionnaire à celui du cédant, preuve écrite et complète du droit de propriété de celui au profit duquel a été faite l'inscription, ainsi que du dessaisissement du cédant : au moment où la mutation a été opérée, il a perdu toute espèce de droit sur les valeurs cédées.

Le transfert qui s'opère par l'inscription d'un

1. Cassation, 24 juillet 1844. S. 44. I. 588.

2. S. 67. I. 423.

nouveau titulaire sur les registres de la société industrielle est une preuve écrite et complète du droit de propriété du nouveau titulaire : *il y a, à cet égard, assimilation complète entre les actions et les obligations financières ou industrielles et les inscriptions de rente sur le grand livre.*

Pour toutes ces valeurs, les principes généraux spécialement consacrés par la loi, en ce qui concerne les rentes sur l'État, doivent protéger contre toute revendication celui dont le nom est inscrit sur les livres et les registres.

L'inscription faisant preuve complète de son droit, la jurisprudence refuse contre lui toute action en nullité ou en revendication, mais, en revanche, lui donne une action en responsabilité contre l'établissement débiteur.

« Attendu, dit la Cour de Paris (1), que l'inscription sur les registres des obligations de la compagnie constituant, pour ceux qui y sont dénommés, le titre de propriété de leur créance contre ladite compagnie, il ne saurait appartenir à celle-ci de porter atteinte à cette propriété, en opérant le transfert de cette inscription au nom d'une autre personne qui le lui réclame, s'il ne lui était justifié d'une transmission régulière et valable au profit de cette dernière.

1. Paris, 17 mars 1881. *Journal des Sociétés*, 1881, p. 547 et Cassation, 20 juin 1876. S. 77.1.4504.

» Que, par un transfert indûment accompli, *la compagnie se mettrait en faute* à l'égard du précédent titulaire et engagerait envers lui sa responsabilité à raison du préjudice qu'elle lui aurait occasionné. »

Le système de la jurisprudence paraît reposer uniquement sur un texte spécial aux rentes sur l'État : la loi du 24 août 1793, qu'on étend d'ailleurs à tous les titres sans exception, même à ceux émis par les sociétés et les villes, auxquels ce texte ne s'applique certainement pas.

Nous nous abstiendrons de rechercher si la base sur laquelle repose cette jurisprudence est solide et si l'article 6 de la loi du 24 août 1793 qui sert à la fonder a toute la portée qu'on lui attribue. Nous ne suivrons pas la doctrine cherchant à justifier cette jurisprudence. Les théories sont extrêmement nombreuses, chaque auteur ayant la sienne.

La jurisprudence que nous venons d'indiquer étant admise et tenue pour certaine, il en résulte que l'acquéreur de bonne foi d'un titre nominatif a la certitude, après le transfert, de n'être pas inquiété par le *verus dominus* ou par l'incapable illégalement dépossédé.

Mais comme, d'autre part, l'ancien propriétaire est définitivement dépouillé, il était nécessaire de lui donner un recours, quand il l'a été injustement ou illégalement.

La jurisprudence, dans ce cas, lui permet de revendiquer contre l'établissement débiteur l'application des principes de la responsabilité délictuelle. En d'autres termes, l'établissement qui a procédé au transfert répond de l'identité et de la capacité de l'aliénateur s'il n'a pas procédé sur ce point avec assez de soins à un examen suffisamment approfondi (1).

En somme, ainsi qu'on n'a pas manqué de le constater (2), ce système de l'acte de transfert est inspiré de celui « des livres fonciers des pays germaniques », où la propriété de l'acquéreur résulte de l'inscription sur le registre, à la suite d'un acte d'investiture, où les justifications de propriété de capacité et autres se font à un fonctionnaire qui y est préposé et où la cession se constate au moyen d'une modification de l'inscription faite par ce fonctionnaire, sous sa responsabilité, ce qui met l'acquéreur à l'abri de toute revendication de la part des précédents propriétaires.

Ainsi, le mécanisme du transfert s'analyse en une réquisition de l'aliénateur et, s'il y échet, en une radiation de son inscription entraînant la libération de l'établissement débiteur. Le nouveau créancier, pourvu qu'il soit de bonne foi, reçoit un titre inattaquable, et l'ancien s'il a été illégalement dépossédé,

1 et 2. Lévy-Ullmann, *Essai sur les titres nominatifs*, n° 17.

aura une action en responsabilité contre l'établissement qui a fait le transfert, mais avec la charge de démontrer la faute de cet établissement. Ce sont les conditions, la nature et l'étendue de cette responsabilité que nous voulons étudier en ce qui concerne le transfert des rentes sur l'État. Non seulement, comme nous l'avons vu, les conséquences du transfert admises par la jurisprudence ont été empruntées à la législation édictée pour les rentes, mais encore toute une série de lois est intervenue à cet égard, notamment pour partager la responsabilité entre l'État et les agents de change, dans des conditions qui sont parfois difficiles à établir.

Dans une première partie nous reproduirons et commenterons les documents et les textes relatifs à la responsabilité des agents de change en matière de transfert de rentes sur l'État.

Dans une deuxième partie, en nous basant sur la jurisprudence et sur la doctrine qui a eu rarement l'occasion d'émettre une opinion, nous essayerons de déterminer la responsabilité respective du Trésor et des agents de change. Nous en fixerons l'étendue, la nature et la durée.

PREMIÈRE PARTIE

PHASES DIVERSES

PAR LESQUELLES A PASSÉ LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT
EN MATIÈRE DES TRANSFERTS DE RENTES ET TEXTES QUI
L'ÉTABLISSSENT.

CHAPITRE PREMIER

DE 1793 A PRAIRIAL AN X

La loi fondamentale en la matière est la loi des 15, 16, 17 et 24 août 1793. Elle ordonne la formation d'un *grand livre* pour inscrire et consolider la Dette publique non viagère, la remise et « annulation » des anciens titres de créance, sous peine de déchéances..., la liquidation des annuités et des effets au porteur ; le remboursement ou l'inscription de la Dette sur le grand livre.

Nous y trouvons les principes de la matière et nous avons déjà vu l'article 6, aux termes duquel *le Grand Livre de la Dette publique sera le titre unique et fondamental de tous les créanciers de la*

République, dont la jurisprudence a fait l'application en lui donnant la portée que nous savons (1).

Tout le monde (1) s'accorde à reconnaître que tous ces expressions, le législateur n'avait d'autre but que d'écarter tous les anciens registres et tous les anciens titres constatant les dettes de l'État. Cambon le dit expressément dans son rapport. Il exprime la crainte de voir venir les corporations supprimées et détruites ou les porteurs des titres délivrés par l'ancien régime réclamer leurs titres de créances contre l'État ; et il ajoute :

« C'est de ces idées chimériques que s'alimente la superstition monarchique ; détruisons donc tout ce qui peut lui servir d'aliment ; que l'inscription sur le Grand Livre soit le tombeau des anciens contrats et le titre unique et fondamental de tous les créanciers ; que la dette contractée par le despotisme ne puisse plus être distinguée de celle qui a été contractée depuis la Révolution et je défie à Monseigneur le despotisme, s'il ressuscite de reconnaître son ancienne dette lorsqu'elle sera confondue avec la nouvelle.

» Cette opération faite, vous verrez le capitaliste qui désire un roi parce qu'il a un roi pour débiteur et qu'il craint de perdre sa créance si son débiteur n'est pas rétabli, désirer la République qui sera devenue

1. Voyez *supra*.

sa débitrice, parce qu'il craindra de perdre son capital en la perdant. »

Il résulte évidemment de cette citation que le but poursuivi par les auteurs de cette mesure n'avait aucun caractère financier, qu'il était purement politique. Il s'agissait exclusivement de fusionner, en un titre unique, toutes les créances qui existaient sur l'État, de mettre les titulaires et porteurs dans l'impossibilité de distinguer celles qui étaient nées sous l'ancien régime ou sous le nouveau. On espérait ainsi, d'abord, désarmer ceux qui ne faisaient de l'opposition à la Révolution que par intérêt, dans la crainte de la voir renier les engagements de la Royauté, et ensuite on comptait intéresser ces créanciers au maintien du nouveau régime devenu leur débiteur.

« Republicanisez la dette, lit-on un peu plus loin dans le rapport précité, et tous les créanciers de la nation seront républicains. »

Quel que soit le but poursuivi par le législateur en rédigeant ce texte, nous devons nous incliner devant l'interprétation et la portée que lui donne la jurisprudence et que nous avons établie.

Voici maintenant l'économie du régime adopté en 1793.

1. Note de M. Tissier sous Paris, 25 mars 1891. S. et P. 92.2, 129 et les renvois de Wahl sous Paris, 21 février 1896 précité.

On devait réunir et inscrire sur ce Grand Livre toutes les dettes de la nation passées en revue par le rapporteur.

Cela fait, le Grand Livre devant constituer le titre unique et fondamental de tous les créanciers, il fut décidé pour leur sûreté qu'on établirait deux copies : l'une qui serait déposée aux Archives de la Trésorerie, l'autre qui resterait aux mains du payeur principal de la dette publique.

Aux yeux du rapporteur, toutes ces prescriptions sont destinées à rassurer les créanciers qu'on peut encore chercher à intimider en dénaturant les intentions du législateur et en publiant des craintes chimeriques sur le sort du Grand Livre et des deux copies.

Pour prévenir même les méfiances qu'on pourrait avoir, on décida de délivrer à chaque créancier un extrait de son inscription sur le Grand Livre, certifié par le payeur principal de la dette publique.

Cet extrait ne pouvait être délivré que contre la remise des anciens titres de créance qui devait avoir lieu dans un délai déterminé et à des fonctionnaires désignés (1).

1. Art. 113. — Aucun créancier ne pourra retirer l'extrait de son inscription sur le Grand Livre s'il n'a préalablement remis ses titres actuels de créance...

Art. 115. — L'extrait d'inscription... ne pourra être délivré au

Ces extraits créés, il était formellement et expressément entendu (art. 161) « *qu'on pouvait disposer de tous les objets compris dans le Grand Livre comme des créances mobilières (sic)* ».

L'article 112 indique les formalités qu'auront à remplir les créanciers non grevés d'oppositions qui voudront disposer ou aliéner. Ils devront faire une déclaration, suivant un modèle annexé à la loi, devant un juge de paix ou un notaire, qu'ils entendent qu'un tel soit inscrit en leurs lieu et place, pour partie ou totalité de la dette publique dont ils sont propriétaires sur le Grand Livre.

Aux termes de l'article 163, si le créancier est une femme mariée, la déclaration sera faite conjointement par elle et son mari.

Cette déclaration devait être enregistrée (art. 164). Elle était ensuite produite au liquidateur de la Trésorerie nationale qui la vérifiait, ainsi que l'extrait de l'inscription du ci-devant propriétaire et délivrait un certificat de propriété. D'après ce certificat, le payeur principal de la Dette publique faisait créditer le nouveau propriétaire et débiter l'ancien de partie ou de la totalité des objets cédés (art. 165).

propriétaire que d'après le certificat du directeur général de la liquidation ou du liquidateur de la trésorerie.

Art. 116. — Le directeur général de la liquidation, le liquidateur de la trésorerie nationale ne pourront remettre leur certificat qu'après avoir vérifié et s'être fait remettre les titres justificatifs de la propriété.

Si le transfert avait lieu en vertu d'un jugement, celui-ci devait être enregistré (art. 170)

Il était produit au liquidateur de la Trésorerie et devait indiquer les noms et prénoms du ci-devant propriétaire et de celui au profit de qui il était rendu (art. 169).

Dans les deux cas, le nouveau propriétaire ne pouvait obtenir la délivrance d'un extrait de son inscription sur le Grand Livre qu'en représentant un certificat *d'individualité* délivré par un notaire ou par un juge de paix (art. 168 et 171).

Pour les mutations par décès, les héritiers légitimes et autres ayants droit devaient fournir au liquidateur de la Trésorerie nationale les pièces nécessaires pour constater leurs droits et qualités. Après cette justification, le liquidateur leur délivrait un certificat de propriété et le payeur principal de la Dette publique les faisait ensuite créditer, comme nous venons de le voir pour les autres mutations (art. 172).

Ce certificat, destiné au payeur, devait constater qu'*après avoir vérifié les titres de propriété*, un tel était inscrit pour telle somme sur le Grand Livre et qu'il avait le droit de percevoir le paiement depuis telle époque (art. 176).

Les mutations devaient être faites chaque jour sur la copie du Grand Livre de la Dette publique confiée au payeur principal, et rapportées *chaque mois* sur

celle qui était déposée aux Archives de la Trésorerie nationale (art. 177).

En outre, chaque année, pendant les mois d'octobre, novembre et décembre, il ne pouvait être fait d'inscription sur le Grand Livre. Ce dernier quartier, suivant l'expression de l'époque, était consacré à la transcription sur le Grand Livre de la Dette publique déposé aux Archives nationales, des mutations ayant eu lieu dans l'année, et à la confection des feuilles de paiement annuel (art. 178). Enfin, le liquidateur de la Trésorerie nationale était expressément déclaré par l'article 182, relatif à la comptabilité de cet agent, *responsable des transferts ou mutations par lui vérifiés*. Il devait tenir un registre *ad hoc* et y porter le *précis des pièces à lui fournies*. Ces pièces devaient être numérotées et classées par ordre des numéros. On notait les numéros des folios de ce registre sur le Grand Livre.

Il était naturel que cet agent fût déclaré formellement responsable, puisque nous avons vu qu'aux termes de l'article 165, on devait lui justifier de tous les transferts et mutations et qu'il ne devait délivrer le certificat de propriété exigé, qu'après *vérification* de la déclaration enregistrée et de l'extrait de l'inscription du ci-devant propriétaire.

Telles sont les dispositions contenues dans la loi de 1793 sur le point qui nous occupe. On peut les résumer ainsi : dans les articles que nous venons

soit de reproduire, soit d'analyser, le législateur confirme simplement vis-à-vis du Trésor les obligations qui, de droit commun, pèsent sur le débiteur. Le Trésor est en effet débiteur des titulaires des rentes. En opérant le transfert, il se libère vis-à-vis de ses anciens créanciers et devient débiteur d'un créancier nouveau. Cette nouvelle créance remplace celle du précédent, irrévocablement supprimée. Or, sous peine de n'être pas valablement libéré, un débiteur ne peut payer qu'entre les mains d'un créancier capable. Si ce dernier est incapable, le débiteur reste obligé envers lui. s'il a payé, il doit payer une seconde fois ; s'il a, comme dans le transfert, supprimé, éteint, radié indûment la créance, il est tenu au moins délictuellement. Il doit indemniser le créancier du dommage causé par sa faute (art. 1382 du Code civil).

Le transfert accompli dans des circonstances irrégulières, (et à cette époque il n'y a pas lieu de distinguer, comme on le fera après le décret de prairial an X entre les différentes sortes d'irrégularités) supprime la créance du titulaire primitif de l'inscription de rente et investit définitivement le cessionnaire au profit de qui est effectué le transfert. — Dans ces conditions, comme tout débiteur, le Trésor est tenu de réparer le préjudice causé, à moins d'en être exonéré par une disposition législative spéciale. — Il n'en est pas ainsi, et nous avons vu que les

articles 165 et 182 déclaraient, à diverses reprises, le liquidateur de la Trésorerie expressément responsable : 1° des transferts et mutations qu'il certifiait, 2° des transferts et mutations dont on devait lui justifier et dont il devait conserver les pièces justificatives après les avoir numérotées.

Il est bien entendu que toute cette responsabilité pesait également sur le Trésor du fait de son agent. On ne trouve même, dans la législation spéciale analysée plus haut, aucune indication tendant à rejeter une part de cette responsabilité sur les juges de paix ou sur les notaires qui intervenaient, soit pour établir le certificat d'individualité, soit pour certifier la déclaration de transfert.

C'est l'agent du Trésor, ou pour mieux dire le Trésor, qui est responsable du transfert vis-à-vis des titulaires de l'inscription. C'est à lui de procéder à des vérifications assez minutieuses pour déjouer les fraudes ou de recourir contre les auteurs de ces fraudes pour leur faire partager sa responsabilité.

La responsabilité du transfert, dans cet état de droit, pèse tellement sur le Trésor, que nous voyons le législateur prendre une série de mesures, non pas pour se décharger, mais pour obtenir des garanties suffisantes, notamment au point de vue de l'identité des vendeurs.

Ainsi la loi du 14 ventôse an III, dans son article 2 fait une obligation au vendeur, pour obtenir le

transfert de ses rentes, de présenter à l'agent du Trésor un certificat de résidence qui doit établir son identité.

On se procurait difficilement cette pièce. Cette exigence discrédita beaucoup la Dette publique auprès des capitalistes.

Aux termes des articles 23, 26, 30, 33, 34 et 35 de la loi du 25 brumaire an III pour obtenir ce certificat, il fallait recruter trois témoins domiciliés dans la commune où exerçaient les officiers publics chargés de le délivrer.

Cette pièce devait faire connaître le lieu de résidence, et spécialement la maison où demeurait le certifié. Elle devait contenir en outre ses nom, prénoms, profession et signalement. L'intéressé et les attestants la signaient ensuite, ainsi que le registre sur lequel elle était inscrite.

Le certificat ne pouvait enfin être délivré qu'après avoir été publié et affiché pendant plusieurs jours (le nombre a varié) à la porte de la maison commune (1).

Les maires, les officiers municipaux et tous les membres des conseils généraux ou des assemblées générales des sections étaient garants des faits relatifs au domicile et à la résidence des certifiants.

1. Il fallait en outre qu'il fût visé par le directeur du district et soumis à l'enregistrement dans la décade du visa.

Les témoins, qui, dans les certificats de résidence, avaient attesté des faits inexacts, étaient condamnés à six ans de prison (six ans de gêne).

Ils étaient en outre responsables, sur tous leurs biens, des pertes que leurs fausses déclarations avaient occasionnées à la République.

Les agents nationaux et les directoires de district étaient tenus, sous leur responsabilité, de dénoncer aux accusateurs publics des tribunaux criminels, dès qu'ils en avaient connaissance, les fraudes et les faux relatifs aux certificats de résidence. On tenait à procéder sans délai contre les prévenus.

Les frais d'expédition et de délivrance de ces certificats de résidence étaient à la charge du certifié. Il était payé 10 sols pour le certificat et 15 sols pour l'enregistrement.

Nous avons étudié un peu longuement ces formalités, aujourd'hui sans objet, parce qu'elles prouvent de façon absolue que le Trésor se considérait, sans aucun conteste et sans aucune limitation, responsable de toutes les irrégularités qui pouvaient se produire à l'occasion des transferts qu'il faisait.

Elles prouvent aussi qu'il cherchait à se garantir contre cette responsabilité, et, enfin, elles montrent la complication à laquelle on arrivait.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les rentes fussent dépréciées par des exigences aussi multiples et aussi rigoureuses. Nous trouvons là l'esprit du fonction-

naire français, redoutant de faire face personnellement à une responsabilité et multipliant les mesures les plus compliquées, vis-à-vis du public, pour éviter cette responsabilité.

Malgré tout, « ce chef-d'œuvre de l'esprit bureaucratique » n'aboutit qu'à déprécier la rente. On dut y renoncer.

Ce fut le but avoué de la loi du 28 floréal an VII :

« Considérant, lisons-nous dans son préambule, qu'il importe au crédit de l'État de faciliter les transferts des inscriptions au Grand Livre de la Dette publique, en les dégageant des formalités qui tendent à déprécier cette propriété... »

Désormais, les formalités seront simplifiées.

L'article 2 de la loi crée à la Trésorerie nationale des registres dont il fixe le modèle et qui serviront de minutes aux transferts et mutations de propriété de la Dette publique.

C'est donc au bureau chargé de recevoir les transferts que devra se présenter directement le vendeur pour y faire sa déclaration.

Il remettra l'extrait d'inscription à transférer ; la signature sera biffée en sa présence et on lui donnera un reçu, dit bulletin de remise. Il signera lui-même, ou son fondé de pouvoir le fera pour lui, la minute du transfert sur le registre nouveau créé à cet effet.

Deux jours après, avec le reçu précédemment

remis, on pourra retirer l'extrait de la nouvelle inscription. Cette pièce sera délivrée, sur le champ, au porteur du reçu ou du bulletin qui en donnera décharge en marge de la minute de transfert.

Quant aux mutations, pour en obtenir le nouvel extrait d'inscription, il suffira de rapporter l'ancien et de produire un certificat de propriété ou un acte de notoriété contenant : 1° ses nom, prénoms et domicile ; 2° la qualité en vertu de laquelle on procède ; 3° si on est possesseur, l'indication de sa part dans la rente ; 4° l'époque de la jouissance.

Ce certificat dûment légalisé sera délivré par différentes personnes suivant les cas :

a) Par le notaire détenteur de la minute, lorsqu'il y aura eu inventaire ou partage ou transmission gratuite, ou par acte public, à titre entre vifs ou par testament ;

b) Par le juge de paix du domicile du décédé, sur l'attestation de deux citoyens, lorsqu'il n'existera aucun desdits actes en forme authentique ;

c) Par le greffier dépositaire de la minute, si la mutation s'est opérée par jugement ;

d) Par les magistrats autorisés par les lois du pays pour les successions ouvertes à l'étranger. Le certificat devra être alors légalisé par l'agent de la République française.

Telles sont les nouvelles manières de procéder. Le texte de l'article 8 de la loi de floréal porte en outre

que « toutes dispositions d'autres lois contraires à la présente sont abrogées ».

Il résulte que, sauf les certificats exigés pour les mutations, aucune autre pièce n'est demandée pour les transferts ; ni le certificat de résidence minutieux et rigoureux de l'an III ; ni même les certificats d'individualité et les déclarations de transfert établis par d'autres agents que ceux du Trésor, prescrits par la loi de 1793. Désormais, ces agents du Trésor interviennent seuls avec le vendeur.

Évidemment, si celui-ci ne se présente pas en personne, il faudra une pièce établissant le mandat, mais c'est tout.

Peut-on conclure de ces simplifications, de cette absence d'intermédiaires entre les porteurs et les agents du Trésor, à l'irresponsabilité de ces agents ?

Poser la question est, d'après nous, la résoudre. En 1793, en l'an III, on avait pris des précautions exagérées pour éviter les fraudes dans les transferts dont les agents du Trésor étaient à plusieurs reprises, et très expressément, déclarés responsables. On s'aperçoit ensuite que ces mesures prises sont une cause de dépréciation de la rente, et on estime, qu'il y a lieu, pour remédier, de s'en départir. L'État pense avoir encore plus d'avantages à courir le risque des fraudes possibles qu'à maintenir des mesures de protection trouvées excessives par les porteurs.

On les supprime donc. En résulte-t-il que leur dis-

parition entraîne aussi celle de la responsabilité précédemment affirmée si clairement et si catégoriquement ?

Cette responsabilité est-elle comprise dans les dispositions des lois antérieures, abrogées par notre texte, parce que contraires à son principe ? Qui oserait le soutenir ? Quel but poursuivait la nouvelle loi ? empêcher la dépréciation de la rente en augmentant le crédit de l'État, améliorer la position des rentiers en simplifiant les formalités des transferts.

Or, ce but peut être atteint sans rien changer aux règles édictées en 1793 relativement à la responsabilité de l'État. En outre, par suite de la seule intervention, dans les transferts proprement dits, des agents de l'État, nous devons nous placer en face d'une alternative : ou supprimer toute responsabilité, même celle du Trésor, ou la maintenir sans restriction et sans partage, dans des limites plus étendues encore qu'en 1793.

Il est certain que cette seconde hypothèse est la seule imposée par les textes et par l'intention du législateur. Les textes relatifs à la responsabilité de l'État, nous l'avons vu, subsistent toujours en présence de la formule d'abrogation restrictive précitée. Il eut été directement contraire au but proposé de décharger le Trésor de toute responsabilité, à raison des transferts.

La garantie dont le Trésor eut été dégrevé n'aurait

plus pesé sur personne. La situation des rentiers, améliorée au point de vue des formalités, aurait été gravement compromise par l'absence de responsabilité et de toute garantie. Et, en enlevant un recours au titulaire d'une rente dépouillé frauduleusement, on aurait porté une atteinte encore plus sérieuse au crédit de l'État.

En matière de transferts, il paraît donc indiscutable qu'à partir de la loi de floréal an VII la responsabilité entière de toute irrégularité pèse désormais et ne peut plus peser sur le Trésor.

Mais cette loi inaugure, en matière de « mutations », une pratique que nous verrons étendre en l'an X aux transferts eux-mêmes. Nous avons vu, pour les mutations par décès ou pour celles qui sont opérées en vertu de jugements, que certains officiers publics doivent délivrer des certificats. Évidemment, pour le contenu de ces pièces, la responsabilité du Trésor est atténuée et celle des officiers publics, chargés de les délivrer, substituée à la sienne.

Après la loi de floréal, personne ne garantit plus à l'agent des transferts l'authenticité de la signature du vendeur, ni son identité. C'est à lui à s'en assurer par ses propres moyens.

En tout cas, c'est sur lui et sur son commettant que pèse toute responsabilité à ces deux points de vue. Il arriva ce qui fatalement devait arriver. Les voleurs d'inscriptions nominatives de rentes,

se faisant passer pour les véritables propriétaires, donnèrent, chez les notaires des environs de Paris, les procurations nécessaires pour vendre et transférer à leur nom les titres ainsi acquis. La lecture, dans les recueils judiciaires, du compte rendu de ces procès est particulièrement édifiante, et montre les condamnations encourues de ce chef par le Trésor ; aussi, allons-nous le voir dans le chapitre suivant chercher des garanties d'un autre côté (1).

1. Cornée, *Du transfert des titres nominatifs*, p. 123. — D. *Jurisp. gén.* V^o Trésor public, chap. II. n^o 1221 en note cite un arrêt de la Cour de Paris du 19 mai 1806 consacrant la responsabilité du Trésor.

CHAPITRE II

L'ARRÊTÉ DE PRAIRIAL AN X

ET LE DÉCRET DU 13 THERMIDOR AN XIII

La situation créée par la loi de l'an VII, si elle était commode pour les rentiers et avantageuse pour le crédit de l'État, n'en était pas moins intenable pour le Trésor. On profita de la première occasion pour y porter remède. Cette occasion se présenta lors de la promulgation de l'arrêté du 27 prairial an X, pris en exécution de la loi du 28 ventôse an IX. Cette loi créait les agents de change. L'arrêté fixait les conditions dans lesquelles ils devaient exercer.

Art. 15. — « A compter de la publication du présent arrêté, les transferts d'inscriptions sur le Grand Livre de la Dette Publique seront faits au Trésor public en présence d'un agent de change de la Bourse de Paris, qui certifiera *l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites.*

Art. 16. — Cet agent de change sera, par le seul effet de sa certification, responsable de la validité desdits transferts en ce qui concerne l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites. Cette garantie ne pourra avoir lieu que pendant cinq années à partir de la déclaration du transfert. »

En somme, on revient au système de 1793 pour faire attester l'identité du propriétaire et l'exactitude de sa signature. Il n'y a de différences que sur des points de détails : à l'identité du propriétaire et à la vérité de sa signature, on ajoute celle des pièces produites. Les agents certificateurs ne sont plus ni les juges de paix, ni les notaires, ils ont fait place aux agents de change et tout se passe au Trésor.

Les nouveaux garants présentent beaucoup plus de surface au point de vue de la responsabilité que ceux qui étaient chargés des certifications en 1793.

Ils ne sont plus disséminés sur tout le territoire. Ils assistent à l'opération.

En somme on a essayé de parer aux inconvénients graves de l'application de la loi de l'an VII, sans revenir toutefois sur les facilités qu'elle avait données aux rentiers. Ce serait cependant une erreur (1) de prétendre qu'on a eu en vue uniquement la commodité des rentiers.

1. Elle a été commise par l'auteur de l'exposé des motifs de la loi de 1909.

L'arrêté leur a occasionné une gêne, un embarras qu'ils ne connaissaient pas auparavant, tout en suscitant des frais très élevés (1).

Avant l'arrêté, le crédi-rentier se présentait seul au préposé aux transferts pour faire sa déclaration ; maintenant il lui faut le concours d'un agent de change et payer un courtage pour obtenir sa légalisation.

D'ailleurs, le but poursuivi est inconnu puisqu'on ne possède pas le rapport du ministre de l'Intérieur qui accompagnait le projet de cet arrêté, devenu celui du 27 prairial an X. Ce document a disparu.

Tous ces points établis nous devons, avant d'aller plus loin, exposer la situation respective du Trésor et des agents de change au point de vue qui nous occupe après l'arrêté de l'an X.

Par la loi de l'an VII, avons-nous dit, toute la responsabilité du transfert pesait certainement sur le Trésor, puisque seul il procédait à l'opération à l'exclusion de tous autres agents ou officiers publics.

Par l'arrêté de l'an X une certaine responsabilité est attribuée à l'agent de change dont l'intermédiaire est prescrit et en présence de qui doit être effectué le transfert.

Or, la responsabilité du nouvel intervenant est

1. Bézard-Falgas, *De la responsabilité de l'agent de change certificateur*, nos 14-15 et 17.

déterminée limitativement par le texte qui l'établit. Des textes de cette nature ne peuvent admettre d'autre interprétation. Dans cette mesure, l'État se trouve déchargé, mais dans cette mesure seulement ; pour le surplus il reste dans la situation où l'avaient placé la législation de 1793 et de l'an VII.

Toute la question revient donc à déterminer l'étendue de la responsabilité mise ainsi à la charge des agents de change, étant entendu que l'État sera responsable dans toute la mesure où les agents ne le seront pas.

Le texte porte « identité du propriétaire, vérité de sa signature et des pièces produites ». Les deux premières énonciations sont bien nettes et bien précises. Elles rendent l'agent certainement responsable de l'identité du vendeur, d'une part et, d'autre part, du fait qu'il a bien signé la demande de transfert. Jusqu'ici point de difficulté sérieuse. Mais que faut-il entendre par « vérité des pièces produites » ? Pour bien s'en rendre compte, il faut voir comment les choses se passent.

Les intéressés se présentent au Trésor accompagnés d'un agent de change en présence de qui doivent se donner les signatures. Quel est le rôle respectif de chacune des personnes présentes ? A la demande du vendeur, quel est l'agent qui procédera au transfert ? L'agent de change ou l'agent du Trésor ? Il ne saurait y avoir de doute à cet égard. Le trans-

fert s'accomplira comme précédemment, c'est-à-dire par les soins des employés du Trésor. L'article 5 de l'arrêté de prairial porte expressément « que les transferts d'inscription sur le Grand Livre de la Dette publique seront faits au Trésor public en présence d'un agent de change de la Bourse de Paris qui certifiera ».

Le rôle respectif des personnes présentes à l'opération est ainsi nettement défini et précisé. Puisqu'on ne change rien, c'est donc que le transfert se fera comme avant par les agents du Trésor.

C'est donc à eux qu'il appartient d'examiner et de décider, sous leur responsabilité, s'il y a lieu d'y procéder et quelles sont les pièces à produire ; le nombre et la nature de ces pièces dépendant de l'état et de la capacité du vendeur.

En ce qui concerne la vérité de ces pièces, c'est à l'agent présent au transfert à en assumer la responsabilité.

Qu'on ne prétende pas que l'obligation de l'agent ne se borne pas à certifier *l'identité physique* du titulaire de la rente et qu'il doit encore faire connaître sa personnalité juridique. Il devrait alors déclarer que l'individu, au nom de qui il se présente, est bien celui dont le nom est porté sur l'inscription, et faire connaître, en outre, si cet individu ne se trouve pas dans un état d'incapacité. L'agent de change, a-t-on dit, doit connaître ses clients et son

devoir est de ne faire opérer un transfert et de ne négocier une rente que sur l'ordre d'un titulaire capable. On a soutenu aussi qu'il est difficile au Trésor de s'assurer qu'un titulaire n'est pas interdit ou n'a pas été pourvu d'un conseil judiciaire.

Toutes ces considérations sont sans valeur en présence de la nécessité où on se trouve de donner une interprétation restrictive au texte qui établit la responsabilité des agents de change.

Quand on parle de l'identité d'un individu, il ne s'agit pas de sa capacité. Il ne faut pas oublier que c'est le Trésor qui est débiteur, qu'il s'agit d'une obligation existant entre lui et le titulaire de la rente. Tous les faits qui modifient sa situation vis-à-vis de son créancier l'intéressent, mais n'intéressent que lui.

Admettons un instant que l'agent de change soit tenu de faire connaître si le titulaire de la rente est majeur, interdit ou pourvu d'un conseil judiciaire, et, s'il s'agit d'une femme, si elle est mariée, veuve ou divorcée. Ces déclarations faites qui décidera quelles sont les pièces à produire pour que la libération du débiteur soit valable et définitive ? Sera-ce le débiteur lui-même, ou un tiers étranger à la dette dont la présence n'est exigée que pour assister le vendeur ? Sous peine de paradoxe, il faut bien décider que cette attribution appartient à celui dont va se régler

la situation, c'est à lui que doit incomber le rôle essentiel et prépondérant.

On peut alors analyser ainsi la situation :

Le transfert est une opération effectuée par les agents du Trésor et sous leur responsabilité ; mais certaines déclarations du titulaire de l'inscription sont certifiées par un agent de change qui joue, en quelque sorte, un rôle de témoin. Telle nous paraît être la situation créée par l'arrêté de prairial.

Peu après l'arrêté de l'an X, cependant intervint, le décret du 13 thermidor an XIII intitulé « décret relatif aux déclarations de transfert des 5 o/o consolidés ». Cet acte vient simplifier l'opération du transfert en décidant que la propriété et la jouissance de l'inscription seront transférées à l'acquéreur, à la date de la déclaration, et par la seule signature du vendeur apposée sur le registre établi par la loi de l'an VII.

Il prescrivit, pour constater la déclaration de transfert et le dépôt de l'ancien extrait d'inscription, la délivrance d'un bulletin en autant d'expéditions qu'il y aura d'acquéreurs désignés dans l'acte de transfert.

Ce bulletin servira, en outre, aux acquéreurs à payer, sur simple présentation, les inscriptions transférées, ainsi qu'à obtenir la délivrance du nouvel extrait d'inscription, la décharge devant être don-

née désormais au dos de cette pièce et non plus sur le registre des déclarations de transfert.

Nous ne pouvons mieux faire, après avoir donné l'analyse des dispositions contenues dans cet acte, que de reproduire *in extenso*, le rapport à la suite duquel ce décret a été pris.

On pourra ainsi se rendre compte des motifs qui l'ont inspiré, et de la doctrine adoptée à cette époque par le ministère des Finances, en ce qui concerne la responsabilité de l'État à l'occasion des transferts.

Nous reproduisons le texte du décret à la suite du rapport.

ARCHIVES NATIONALES

SECTION MODERNE. — A. F. 173. PLAQUETTE. 1079, PIÈCE, 96.

Au décret impérial du 13 thermidor an XIII, n° 39, est annexé le rapport suivant.

Ministère du Trésor public, douze thermidor an treize
Rapport à Sa Majesté Impériale

Sire,

La loi du 28 floréal an sept, qui a ordonné l'établissement près le directeur du Grand Livre, d'un registre destiné à recevoir les déclarations de transfert des cinq pour cent consolidés a introduit dans la négociation de ces effets un changement remarquable et donne lieu en ce moment, de la part des agents de change, à des réclamations qui méritent de fixer l'attention du gouvernement; avant de les soumettre à Votre Majesté, je crois devoir lui faire connaître les formes qui s'observaient antérieurement pour la vente des inscriptions.

L'acte de cession, ou vente passé en brevet devant notaire, était rapporté au Trésor public avec l'extrait d'inscription et déposé sur récépissé dans les bureaux du liquidateur chargé de l'examen de tous les actes translatifs de propriété des rentes inscrites au Grand Livre ; vérification faite de cet acte de vente et des pièces accessoires, l'extrait d'inscription était, par cet agent, transmis avec un certificat constatant le droit de l'acquéreur au directeur du Grand Livre qui opérait alors le transfert au profit de ce dernier, c'est-à-dire qu'il le créditait du montant de l'inscription vendue après en avoir débité le compte du vendeur.

L'extrait de cette nouvelle inscription, transmis ensuite au liquidateur, était par lui remis à l'ancien propriétaire porteur du récépissé ou bulletin de dépôt, et c'était alors seulement que ce dernier pouvait recevoir le prix de vente des mains de l'acquéreur à qui la remise de son extrait d'inscription tenait lieu de quittance.

Votre Majesté peut remarquer par cet exposé qu'il s'écoulait nécessairement un intervalle assez considérable entre la vente et le paiement, et ce retard dans la consommation des marchés exposait le vendeur à des embarras et même à des pertes considérables en cas de faillite de la part de l'acquéreur, événement dont il y a beaucoup d'exemples en l'an V et qui avaient leur source dans la cupidité de spéculateurs insolubles que l'espérance de la hausse engageait à des marchés qu'ils étaient dans l'impossibilité de réaliser lorsque le cours à l'époque du paiement les leur rendait désavantageux.

La loi du 28 floréal an VII en centralisant dans les mains du directeur du Grand Livre toutes les opérations relatives à la vente des inscriptions a permis d'y apporter une célérité qui semblait devoir suffire pour faire disparaître tous les abus dont on s'était plaint jusqu'à cette époque, mais on a été plus loin,

La loi du 28 floréal an VII ayant ordonné (art. 4) que l'extrait de la nouvelle inscription serait remis à l'acheteur porteur du bulletin, on a tiré de cette disposition l'induction que le paiement devait suivre immédiatement la signature de l'acte de transfert ; en conséquence les agents de change ont établi par un règlement approuvé en l'an X par le préfet de Police que l'acquéreur serait tenu de payer sur la présentation du bulletin de dépôt constatant cette signature ; il est cependant vrai de dire que cette forme de paiement expose l'acquéreur à quelques dangers, d'une part la jurisprudence adoptée au Trésor public sur cette matière a toujours été de ne considérer l'opération du

transfert comme réellement consommée et l'acquéreur saisi que par le crédit à son compte de la rente vendue et le débit du compte du vendeur. En effet, on a eu des exemples d'empêchements survenus dans l'intervalle de la signature à la passation des écritures ; d'un autre côté, le bulletin expédié par le bureau des déclarations de transfert n'étant pas revêtu de la signature du directeur du Grand Livre et n'étant à proprement parler qu'une promesse simple et conditionnelle du titre.

L'acquéreur semble ne pouvoir payer avec sécurité sur une pièce de cette nature.

Cependant, malgré toutes les observations qui j'ai cru devoir faire aux agents de change à cet égard, l'usage a prévalu, il s'y est même joint, dès le principe, une pratique plus irrégulière dans sa forme et infiniment plus dangereuse dans ses effets ; et c'est la cause principale des réclamations qu'ils élèvent aujourd'hui.

Une seule inscription se trouve souvent transférée par le même acte à plusieurs individus et il est d'usage de ne donner qu'un seul bulletin pour chaque déclaration de transfert. Ce mode a été établi autant pour simplifier le travail que parce que la loi exigeant que le reçu des extraits d'inscription soit mis en marge du registre. On a voulu éviter la multiplicité des décharges qui, outre la perte du temps qu'elles entraînent et les entraves qu'elles mettent aux opérations du bureau des transferts, auraient surchargé le registre d'une foule de signatures, ce bulletin unique ne pouvant donc, dans le cas de division, être remis.

Aux différents acquéreurs, l'agent de change vendeur en fait *autant de copies* qu'il est nécessaire et c'est sur chacune de ces copies signées de lui qu'il reçoit le payement des différentes coupures. Cet usage, adopté par les agents de change de payer sur des copies de bulletin, usage qui existait, même avant la loi du 28 floréal an VII, mais seulement d'une manière facultative, a donné lieu, il y a quelques temps, à un délit dont plusieurs d'entre eux ont été victimes.

Le nommé Johannot, alors agent de change lui-même, a, sur des copies de bulletins supposés, reçu de trois de ses collègues des sommes considérables dont le total s'élève à 76.000 francs et s'est ensuite soustrait par la fuite à l'action de la justice.

C'est cet exemple d'un délit qui peut se renouveler et contre lequel les agents de change n'ont aucun moyen de se prémunir qui a motivé de leur part des réclamations qui font l'objet du présent rapport ; en rappelant tous les abus qui peuvent résulter du mode actuel de payement et après avoir observé, entre autre

chose, que le moyen proposé de ne payer que sur la remise de l'extrait d'inscription a l'inconvénient de paralyser la circulation des fonds ; puisque le prix de la vente est toujours prêt dans la main de l'acquéreur au moment de la négociation *et que, d'un autre côté, le vendeur, aussitôt qu'il a signé l'acte de transfert est dépouillé de sa chose et pressé autant par le besoin que par défiance d'en recevoir le prix ; et qu'enfin un plus long délai dans la consommation des marchés pourrait nuire au crédit des 5 o/o consolidés, ils demandent :*

1° Que la valeur du bulletin comme titre définitif soit reconnue par le Trésor public,

2° Qu'il soit délivré autant de bulletins qu'il y a de coupures de l'inscription transférée, 3° que ces bulletins soient revêtus d'une forme authentique.

J'observerai à Votre Majesté que la réclamation élevée par les agents de change me paraît entièrement fondée et je pense qu'on ne peut les laisser sous le poids d'un règlement qui, faute d'être en harmonie avec les formes et les principes, compromet à chaque instant leur sûreté ; mais je ne vois que deux moyens de satisfaire à l'objet de leur demande :

Où il faut reconnaître que la vente est consommée par la signature de l'acte de transfert et expédier alors autant de bulletins qu'il y a de coupures, où il faut *changer le règlement de la Bourse* et décider que l'acquéreur ne paiera que sur la remise du nouvel extrait d'inscription.

Le premier moyen paraît plus conforme au désir des agents de change et des capitalistes et a l'avantage d'augmenter l'activité des négociations ; *il est d'ailleurs facile à la direction du Grand Livre de s'assurer avant de recevoir les signatures du vendeur qu'il n'existe aucun empêchement légal au transfert de l'inscription vendue.*

Cependant ce moyen ne peut être adopté qu'en abrogeant une des dispositions de l'article 4 de la loi du 28 floréal an vii qui porte que la décharge constatant la délivrance du nouvel extrait d'inscription sera mise par l'acquéreur en marge de la minute du transfert ; en effet, l'obligation de recevoir cette décharge sur le registre même des déclarations nuit singulièrement au travail et rendrait la mesure absolument impraticable, le nombre des coupures d'une inscription s'élevant quelquefois au-dessus de cinquante.

Quant à la troisième demande des agents de change relative à l'authenticité du bulletin, cette pièce est revêtue de deux

signatures, *celle du commis vérificateur* et du chef de bureau des déclarations de transferts et elle doit rester trop peu de jours en circulation pour qu'il paraisse nécessaire de lui donner un autre caractère d'authenticité.

C'est d'après ces diverses considérations, Sire, que je crois devoir proposer à Votre Majesté, l'adoption de la mesure développée dans le projet de décret ci-joint, la seule qui me paraisse *propre à concilier* dans la négociation des fonds publics *l'intérêt des vendeurs et des acheteurs et à assurer la tranquillité des agents sans compromettre la garantie du Trésor public.*

BARBÉ-MARBOIS

DÉCRET DU 13 THERMIDOR AN XIII

(Dette publique)

INSCRIPTION DE RENTE

Décret relatif aux déclarations de transfert des 5 o/o consolidés

Article premier. — A l'avenir, la déclaration de transfert des 5 o/o consolidés sur le registre établi à cet effet près le directeur du Grand Livre, conformément à la loi du 28 floréal an VII, *saisira l'acquéreur de la propriété* et jouissance de l'inscription transférée, et ce, par la seule signature du vendeur.

Toute opposition postérieure à cette déclaration sera considérée comme non avenue.

Art. 2. — Pour constater cette déclaration et le dépôt de l'ancien extrait d'inscription, il sera expédié au vendeur autant de bulletins qu'il y aura d'acquéreurs désignés dans l'acte de transfert.

Art. 3. — Les paiements des inscriptions transférées pourront être valablement effectués par les acquéreurs sur la présentation de ces bulletins.

Art. 4. — Lors du retrait par l'acquéreur du nouvel extrait d'inscription, la décharge donnée par lui sera remise au dos du bulletin et non sur le registre des déclarations de transferts.

On voit, qu'à cette date, sans aucun doute, c'est par la direction du Grand Livre que le transfert est opéré.

Le ministre ne dit-il pas expressément qu'« il est d'ailleurs facile à la direction du Grand Livre de s'assurer, avant de recevoir les signatures du vendeur, qu'il n'existe aucun empêchement légal au transfert de l'inscription vendue » !

Après les certifications de l'agent de change, quels autres empêchements légaux pourraient bien exister en dehors des cas d'incapacité ?

Habemus reum confitentem, pourrions-nous presque dire.

A cette date, encore une fois, et nous insistons à dessein, il est bien établi, et tout le monde est d'accord sur ce point, que le transfert est l'œuvre du Trésor ; que c'est uniquement de la convention passée entre le Trésor et le rentier, en présence de l'agent de change, que résulte la dépossession du titulaire et l'investiture de l'acquéreur.

On nous objectera peut-être, qu'aux termes du décret de l'an XIII, la seule signature du vendeur est suffisante, et que cette déclaration de transfert sur le registre tenu à cet effet par le directeur du Grand Livre saisit l'acquéreur de la propriété et de la jouissance de l'inscription aliénée.

Mais, dirons-nous, il résulte du rapport que nous avons reproduit, que c'est uniquement pour des

raisons de commodité pratique qu'on en a ainsi décidé (1).

D'ailleurs, l'objection n'existe pas depuis que le vendeur ne se transporte plus au Trésor pour y signer le registre. La déclaration de transfert est signée actuellement dans les bureaux de l'agent de change et portée par ses soins au Trésor. Il est évident que la dépossession de l'ancien titulaire et l'investiture du nouveau ne peut se produire que quand le Trésor en a connaissance et quand il juge cette déclaration régulière. Dans la pratique, on dit que le transfert « a passé » pour indiquer cette acceptation d'un dossier régulier par le Trésor.

Il nous reste à rechercher si cette situation a été modifiée par des textes postérieurs.

1. Voir H. Minard, *Du Titre nominatif*, n° 190 et suiv.

CHAPITRE III

LES RENTES DÉPARTEMENTALES ET LES DIVERSES ORDONNANCES ET DÉCRETS SUR LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

L'exposé des motifs de la loi du 14 avril 1819, qui a créé les rentes départementales, indique l'intention du législateur d'assimiler, au point de vue des transferts, ces nouvelles rentes aux inscriptions directes.

« Les inscriptions départementales, dit ce texte, pourront être transférées et payées dans les départements comme les inscriptions directes le sont à Paris ; et chaque receveur général fera chez lui le même office que fait au Trésor le directeur du Grand Livre, celui des transferts et le payeur de la Dette publique. »

Cette intention est d'ailleurs expressément consacrée par le texte de la loi. L'article 4 porte, en effet : « Ces titres équivaudront aux inscriptions délivrées par le directeur du Grand Livre. Ils seront transférables dans les départements comme les inscriptions

le sont à Paris et pourront à la volonté des parties être échangés contre des inscriptions ordinaires. »

Les formalités de transfert et de mutations des inscriptions départementales sont réglées par l'article 2 de l'ordonnance rendue à la même date que la loi et assurant son exécution.

Aux termes de l'article 6 de cette ordonnance, la vente des rentes représentées par les inscriptions départementales doit s'opérer par l'accomplissement de deux formalités :

1° Un émargement sur le livre auxiliaire, à l'article correspondant à la rente vendue ;

2° Et une déclaration de transfert sur un registre tenu par le receveur général.

Cet émargement et cette déclaration doivent être signés par le propriétaire de la rente ou par un fondé de pouvoirs, muni d'une procuration spéciale. Ils doivent être assistés d'un agent de change, ou à son défaut, d'un notaire qui certifiera l'individualité des parties, la vérité de leurs signatures et celle des pièces produites, conformément à l'article 15 de l'arrêté du 27 prairial an X.

L'article 7 de l'ordonnance renvoie expressément à la loi du 28 floréal an VII pour l'établissement du certificat de propriété, dont la production est exigée pour les mutations autres que les ventes.

L'émargement prescrit par l'article 6 devra, dans ce cas, être signé du porteur des pièces produites et

énoncer le nom du certificat de propriété et le nom de l'officier qui l'aura délivré.

Entre les rentes départementales et les inscriptions directes au Grand Livre, nous ne trouvons, au point de vue des transferts, qu'une seule différence. La certification pourra se faire par un notaire à défaut d'agent de change. Mais on a soin de noter, en renvoyant expressément à l'article 15 de l'arrêté du 27 prairial, que leur responsabilité est la même et porte sur les mêmes points.

Quant à celle du Trésor et de ses agents, elle est fixée par l'article 8 de la loi qui s'exprime ainsi :

« Les receveurs généraux sont, sans préjudice de la garantie du Trésor, personnellement responsables envers les particuliers des inscriptions, transferts, mutations, paiements et compensations, qui devront être opérés par ces comptables en exécution de la présente loi. »

On ne peut rien désirer de plus net et de plus clair pour établir, sans contestation possible, la responsabilité à la fois du Trésor et de ses agents, dans toute la mesure où elle n'incombe pas aux agents chargés des certifications. En d'autres termes, telle se partage entre les receveurs généraux et les agents de change ou notaires, de la même manière qu'entre les agents du Trésor à Paris et les agents de change, quand l'opération a eu lieu à Paris. On pourrait, il est vrai, objecter que l'ordonnance du 14 avril 1819

n'a pas pu modifier les règles de la responsabilité établies par une loi. Nous répondrons que cette ordonnance a été prise en exécution d'une loi du même jour qui avait implicitement adopté les formes établies par les lois antérieures pour les transferts du Grand Livre. Elle avait donc, par le fait même, partagé la responsabilité comme nous l'avons indiqué plus haut.

Le rapprochement des motifs, dont est précédée l'ordonnance du 29 avril 1831, avec les dispositions contenues dans son article 9, fournit un autre argument en faveur de la responsabilité du Trésor.

Cette ordonnance a eu pour but d'autoriser les propriétaires des rentes nominatives sur le Grand Livre à réclamer leur conversion en rentes au porteur. Pour justifier cette mesure, l'ordonnance rapporte que des demandes ont été adressées à plusieurs époques par un grand nombre de rentiers et de capitalistes pour que la négociation des rentes fût affranchie des formes qui entraînent les justifications d'individualité et de propriété exigées par le Trésor pour chaque transfert.

Elle autorisait donc la conversion des rentes nominatives en rentes au porteur. Mais l'article 9 excepte toutes les « inscriptions appartenant à des incapables ou affectées de restrictions à la faculté d'aliéner ».

Le Trésor est bien considéré comme responsable

de ces incapacités puisque l'article 9 dit que :

« La conversion de rentes nominatives en rentes au porteur ne sera pas admise par le Trésor public ». Suit l'énumération de toutes les incapacités qui mettront obstacle à la conversion de ces rentes, qui sont notamment les constitutions dotales, la minorité, l'absence de « toutes les causes légales quelconques d'immobilisation ».

Ainsi qu'on l'a fait remarquer (1), la rédaction de ce texte, aux termes duquel *le Trésor n'admettra pas*, exprime bien la doctrine de la responsabilité du Trésor et du Trésor seul, en matière de capacité.

Pour être fondé à opposer un pareil refus, il faudra bien que le Trésor procède aux vérifications nécessaires à ce point de vue.

Si l'agent de change était responsable de l'irrégularité du transfert provenant de l'incapacité du rentier, c'est à lui, semble-t-il, que l'interdiction aurait dû être faite.

C'est la même doctrine que nous trouvons exposée, en des termes semblables, dans l'ordonnance du 31 mai 1838 et le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique.

L'article 71 de l'ordonnance de 1838 porte qu'aucun transfert ne peut être effectué « sans que l'agent

1. Bézard-Falgas, *op. cit.*

comptable des transferts et mutations n'ait admis, sous sa responsabilité, les titres de la partie.,. »

Aux termes de l'article 73, la Cour des comptes ne doit prononcer la libération des agents comptables qu'après avoir reconnu, notamment, que les inscriptions ont eu lieu sur pièces régulières.

En outre, l'article 173 dit que : « L'identité des personnes, la vérification des pièces et les qualités et les droits à la propriété sont certifiés, *sous leur responsabilité*, par les officiers publics que les lois ont désignés à cet effet. »

Pris à la lettre, ce texte serait de nature à constituer un argument en faveur de l'opinion contraire à celle que nous avons vu exprimer par tous les textes analysés plus haut. N'oublions pas que son contenu est pris dans une ordonnance et ne saurait modifier les lois antérieures. Il n'a d'ailleurs jamais été invoqué dans la thèse opposée à la nôtre.

« Il est certain que ce texte, dit M. Bézard-Falgas, conçu en termes peut-être trop généraux, a voulu viser, à la fois, la vérification d'identité dont les agents de change sont responsables en cas de transfert, et les certificats de propriété délivrés par les notaires en cas de mutations. Il constitue un simple renvoi à la législation en vigueur sur la matière. »

Le décret de 1862, dans ses articles 200 et 205, reproduit à très peu de chose près les articles 171 et

174 de l'ordonnance de 1838. Il n'y a que de très légères variantes.

L'article 200 règle les conditions dans lesquelles doivent être opérés les transferts.

« L'agent comptable des transferts et mutations rédige, d'après les déclarations des parties, certifiées par les officiers publics compétents, ou sur le vu des pièces justificatives du droit, les certificats de transferts et de mutations qui doivent servir de base à l'inscription sur le Grand Livre ; il est chargé de remettre les extraits d'inscription aux intéressés, après en avoir reconnu la régularité.

Il rend compte de ses opérations à la Cour des comptes. »

L'article 205 établit : « Que l'identité des personnes, la vérité des pièces, les qualités et les droits à la propriété, sont certifiés par les officiers publics que les lois ont désignés à cet effet ».

Donc en 1838, c'est sous sa responsabilité que l'agent des transferts procède à l'opération, le texte le déclare expressément. En 1862, ces mots « sous sa responsabilité » ont disparu.

En 1838, il est question de l'identité des parties et de la vérification des pièces.

En 1862 le mot « vérification » ne figure plus dans le texte. Il est remplacé par le terme « vérité ».

On peut dire que cette dernière expression est exactement celle de l'arrêté de l'an X. A cet égard,

la substitution des termes peut être considérée comme étant sans grande importance.

Pareille explication n'existe pas pour les mots « sous sa responsabilité » de l'article 171 de l'ordonnance de 1838, supprimés en 1862.

Le rapprochement de cette suppression d'une part, de la substitution de l'autre, permet bien de conclure qu'elles ont eu lieu avec intention et non pas fortuitement. Et cette conclusion ne surprend pas quand on connaît la doctrine du Trésor en ce qui concerne sa responsabilité et celle de ses agents, doctrine que nous trouverons exprimée un peu plus loin dans la lettre adressée en 1851 par le ministre des Finances au syndic des agents de change de Paris.

Peu importe, à notre avis, l'intention des rédacteurs de 1862. Nous répéterons ici ce que nous avons dit des ordonnances de 1831 et de 1819 : la nature de l'acte dans lequel se trouvent ces termes fait qu'ils sont sans portée au point de vue du droit établi par le législateur.

D'après M. Bézard-Falgas (1), quelle que soit l'interprétation et la portée qu'on donne à ce texte, il faut convenir qu'il n'a pas trait à la responsabilité de l'agent de change et que par suite il ne saurait innover sur ce point.

Dans une dissertation parue en 1866 (2) dans le

1. *Op. cit.*, n° 49.

2. N°s des 14-17 et 21 mars.

Journal du Notariat, sous la signature de M. Alphonse Lefèvre, avocat au Conseil d'État, ces différences sont expliquées de la manière suivante.

M. Lefèvre prétend que les articles 174 de l'ordonnance du 31 mai 1838 et 205 du décret de 1862 ont été inspirés par la loi du 28 floréal an VII et par l'arrêté de prairial an X ; cela résulterait des renvois indiqués ; or la loi du 28 floréal an VII n'obligeait l'agent de change à aucune certification. Ce ne peut donc être que dans l'arrêté de prairial que se trouvent les points qu'il doit certifier, et nous savons que cet arrêté les limite à l'identité des vendeurs et à la vérité de leur signature.

M. Lefèvre explique la différence de rédaction des articles 174 de l'ordonnance et 205 du décret par l'intervention d'un arrêt du Conseil d'État statuant au contentieux (1).

Cet arrêt a revendiqué pour l'administration seule le droit d'apprécier les pièces produites par les parties à l'appui de leurs demandes de transfert et qui leur servent à établir leur capacité d'aliénation. La Cour de cassation (2) dans un arrêt du 26 mars 1900 a adopté cette manière de voir.

Après 1862 nous ne trouvons plus aucune disposition, législative ou réglementaire concernant notre

1. Arrêt du 17 juillet 1840. S. 43. 2.600.

2. D. 1911. I. 489.

matière jusqu'aux décrets du 12 juillet 1883 et 10 juin 1884 et à la loi du 20 juin 1885.

Ces actes sont exactement conçus et libellés dans un esprit identique à celui des actes que nous avons examinés depuis le commencement de ce travail.

Un décret du 27 juin 1883 avait déjà prescrit la fermeture du livre des rentes 5 o/o et l'ouverture d'un nouveau livre pour les fonds 4, 5 o/o et portait règlement d'administration publique pour la transcription, l'inscription et la délivrance des titres du nouveau fonds.

Le décret du 12 juillet 1883, qui nous intéresse particulièrement, réglemente les transferts des inscriptions nominatives du nouveau fonds 4 1/2 o/o dans les départements.

Le décret du 10 juin 1884 est relatif aux transferts des inscriptions nouvelles du fonds 3 o/o, amortissable dans les départements.

Ces deux décrets, en des termes identiques, habilitent les agents de change près les bourses départementales, pourvues de parquet, à certifier les transferts des inscriptions du nouveau 4 1/2 o/o et du 3 o/o amortissable. Il faudra que ces rentes soient assignées payables à la trésorerie générale du département où ils exercent et que ces transferts aient pour objet la délivrance d'autres inscriptions nominatives.

A cet effet, dans l'un et l'autre cas les agents de

change doivent établir une déclaration et un certificat de transfert qui seront revêtus de la signature du vendeur ou de son fondé de pouvoir spécial, et cette signature ils la certifieront.

En ce qui concerne les responsabilités du transfert, voici les termes qui les établissent dans les deux actes en question.

ART. 3. — Les transferts seront signés après vérification par le trésorier général, agissant en qualité d'agent comptable des transferts. Le comptable justifiera à ce titre de sa gestion à la Cour des comptes.

En premier lieu, en admettant que ces textes imposent aux agents de province une responsabilité plus étendue qu'à ceux de Paris, ils ne peuvent en aucune façon s'étendre à ces derniers qui restent toujours soumis au régime déjà exposé.

En outre, même limitée aux agents de change de province, la question s'est posée de savoir si des décrets, actes du pouvoir exécutif, pouvaient régulièrement étendre à ces agents des prérogatives et des responsabilités que l'arrêté de prairial an X avait édictées par les seuls agents de change parisiens. On est d'accord pour répondre affirmativement. Le premier décret a été rendu en exécution de l'article 11 de la loi du 27 avril 1883 et le second en exécution de l'article 4 de la loi du 11 juin 1878. Or, s'il est admis que ces décrets rendus en vertu des lois précitées aient pu assimiler, pour les préroga-

tives et pour la responsabilité, les agents de change de province à ceux de Paris, la question devient tout autre quand il s'agit de savoir s'ils ont pu aggraver la responsabilité de ces derniers agents. Rien ne permet de prétendre d'après le texte que nous avons cité, qu'il en soit ainsi. Il est toujours question pour l'agent de change de recevoir les déclarations et certificats de transferts et de certifier la signature du vendeur, et pour l'agent du Trésor de signer le transfert après vérification. C'est donc la même division du travail que nous avons vue depuis l'an X et le même partage de responsabilités.

Rien ne permet donc de soutenir qu'il y ait encore quelque chose de changé dans la situation antérieurement exposée et décrite.

Un léger changement dans la forme résulte de la loi du 20 juin 1885. Jusqu'à cette époque la déclaration et le certificat de transfert étaient signés dans les bureaux du Trésor en présence d'un agent de change qui faisait les certifications requises.

Dans un but de simplification, la loi du 20 juin 1885 décida dans son article unique que « les déclarations et les certificats des transferts de rentes sur l'État sont dressés, signés et scellés dans les bureaux de l'agent de change négociateur et déposés ensuite au Trésor. » (1)

1. Cette loi apporte encore une simplification en évitant un déplacement au vendeur.

On ne trouve, dans ce texte, aucun argument pour affirmer qu'une simple modification de forme puisse entraîner, sans un texte exprès, des conséquences aussi graves qu'un déplacement de responsabilité.

Si on soutenait qu'un tel changement de forme devait entraîner la responsabilité totale des agents de change et l'irresponsabilité complète du Trésor, il resterait encore à établir comment on pourrait accommoder à cette interprétation les textes antérieurs que la loi de 1885 n'abroge ni expressément, ni tacitement ; car cette loi n'est nullement inconciliable avec la thèse que nous soutenons.

Pour en finir avec les textes relatifs à notre sujet, mentionnons l'article 76 du décret du 8 octobre 1890, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 20 juin 1885, et les décrets des 20 janvier 1894, 28 mai et 24 décembre 1896.

Le décret de 1890, article 76, porte que « les agents de change délivrent les certifications exigées pour le transfert des inscriptions au Grand Livre de la Dette publique dans les conditions prévues par l'arrêté des consuls du 27 prairial an X, l'ordonnance royale du 14 avril 1819 et les décrets du 12 juillet 1883 et 10 juin 1884. »

Là encore il ne s'agit donc que de certifications. Quant aux décrets de 1894 et de 1896, ils ne font que

reproduire textuellement les termes des décrets de 1883 et de 1884.

Nous voici donc parvenus à la loi de 1909 dont nous réservons l'étude spéciale. Nous pouvons conclure de tout ce qui précède qu'aucun texte n'est venu modifier les règles de la matière telles qu'elles ont été posées par les actes fondamentaux qui sont la loi du 24 août 1793 et l'arrêté du 27 prairial an X. D'après ces textes, les agents de change de Paris ou de province, intervenant dans un transfert de rentes, sont responsables de l'identité des parties, de la vérité de leurs signatures et des pièces produites. Quant aux autres points et en particulier la capacité du vendeur, la responsabilité en incombe au Trésor dont les agents doivent procéder aux vérifications nécessaires. Cela est conforme au droit commun de la matière.

Pour compléter cet exposé, il nous faut examiner l'interprétation donnée par la jurisprudence d'abord, par la doctrine ensuite. Nous ferons connaître enfin l'opinion qui prévaut à cet égard dans les bureaux du Trésor.

DEUXIÈME PARTIE

RESPONSABILITÉ DU TRÉSOR

ET DES AGENTS DE CHANGE EN MATIÈRE DE TRANSFERTS
D'APRÈS LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE

De l'exposé et de l'étude des textes, il résulte que la responsabilité des transferts se partage entre le Trésor et les agents de change, dans une mesure susceptible de varier d'après l'interprétation de ces textes. Nous verrons qu'en pratique la question s'est posée de telle sorte que sa solution dépend de la théorie admise sur la nature juridique du transfert. Suivant les points de vue, on décidera que la responsabilité pèsera soit sur les participants Trésor et agent, soit sur les parties, cédant et cessionnaire.

Après avoir dégagé l'interprétation admise sur ce point et fait ressortir les conséquences qui en découlent, nous exposerons la doctrine qui paraît prévaloir dans les bureaux du Trésor.

Nous indiquerons ensuite la portée d'application pratique de la première solution, celle qui est la plus

généralement admise ; l'étendue de la responsabilité des agents de change étant ainsi déterminée, nous en rechercherons la nature.

Il ne nous restera plus qu'à procéder à une courte étude de la loi de 1909 pour savoir si elle a apporté des modifications à cette interprétation et, dans l'affirmative, les déterminer.

TITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

OPINION DE LA JURISPRUDENCE ET DE LA DOCTRINE

Dès 1823, les tribunaux furent appelés à se prononcer sur la question de la responsabilité des agents de change et du Trésor dans les conditions suivantes.

En 1819, un sieur Debussy, pourvu d'un conseil judiciaire, vendit une rente sur l'État par l'intermédiaire d'un agent de Paris, M. Vandermarcq. — Le 1^{er} avril 1823, le vendeur et son conseil assignaient l'agent de change et le ministre des Finances en nullité de ladite vente, en se basant sur ce que Debussy n'avait pu y procéder valablement sans l'assistance de son conseil.

Ils concluaient à ce que le ministre et l'agent de change fussent condamnés à rétablir la rente ainsi vendue et à en payer les arrérages depuis 1819, date de la vente.

Le Trésor et l'agent répondaient que le transfert

avait été régulier, qu'il avait été effectué sur production de certificats de propriété délivrés par des notaires, constatant que Debussy tenait cette rente de son père en qualité d'héritier et que rien n'indiquait, dans ces pièces, qu'il était pourvu d'un conseil judiciaire.

Debussy mit alors les notaires en cause.

Le 13 avril 1823, jugement du tribunal de la Seine déclarant Debussy mal fondé à l'égard de l'agent Vandermarcq et des notaires, mais condamnant l'agent judiciaire du Trésor à fournir la rente et à payer les arrérages depuis la date de la réclamation.

Sur appel, la Cour de Paris, par arrêt du 24 janvier 1825, mit également les notaires hors de cause, mais, dégageant l'agent judiciaire du Trésor des condamnations prononcées contre lui, faisait peser toute la responsabilité du transfert sur l'agent de change.

Voici les motifs de l'arrêt en ce qui concerne la responsabilité du Trésor :

Considérant que le transfert opéré par le Trésor à la réquisition d'un porteur de rentes équivaut à la reconnaissance du débiteur d'une rente constituée de la signification à lui faite par son créancier de la cession de sa rente à un tiers ; et que ce débiteur, n'ayant pas été porté à l'acte de transfert, ne pourrait être passible de l'incapacité du cédant qu'autant qu'il aurait acquis légalement la connaissance personnelle de cet état et que, dans l'espèce, le Trésor n'a aucun moyen de connaître qu'il eût été donné, à Debussy, un conseil judiciaire ; que les seules obli-

gations imposées au Trésor par la loi du 28 floréal an VII et l'arrêté du 27 prairial an X consistent à se faire assurer, par l'agent de change du vendeur, l'identité de sa personne, lorsque la rente à transférer est inscrite sous son nom et, en outre, à se faire représenter un certificat qui atteste la propriété du vendeur lorsque la rente à transférer ne se trouve pas sous son nom ; que toutes ces formalités ont été exactement remplies par le Trésor et qu'en conséquence on ne peut lui imputer aucune négligence.

Voici maintenant les motifs qui ont trait à la responsabilité de l'agent de change :

En ce qui concerne l'appel du D... contre V... ; considérant qu'en droit c'est à l'acquéreur de tout objet mobilier ou immobilier à s'assurer de la capacité de son vendeur, s'il ne veut pas être exposé aux conséquences qui peuvent résulter de ce défaut de capacité ;

Considérant qu'en matière de rentes sur l'État, les lois ayant interdit à l'acquéreur et au vendeur toute espèce de rapports ensemble, et ayant interposé entre eux des agents de change, par le ministère desquels toutes rentes ou cessions de rentes sur l'État doivent s'effectuer, c'est à ces derniers à prendre, dans l'intérêt de leurs clients, toutes les précautions nécessaires pour assurer la validité de leurs opérations ;

Que si, par l'arrêté du 27 prairial an X, les agents de change ont été seulement astreints à certifier au Trésor l'identité de la personne du vendeur, ces dispositions n'ont été établies à leur égard que dans l'intérêt du Trésor et ne dérogent en aucune manière aux obligations que leur qualité de mandataires publics leur impose par rapport à leurs clients ;

Considérant qu'il est constant en fait que D... a remis son inscription de rente à V... à l'effet de la vendre, que c'était par conséquent à ce dernier à s'assurer de la capacité de son client, et

que c'est par suite de sa négligence que l'acheteur de la rente a été induit en erreur et qu'il a ignoré les restrictions qui avaient été légalement opposées à l'exercice du droit de propriété de D... enfin que V... ne prouve pas que le prix de la vente ait tourné au profit de D...

Nous avons reproduit entièrement ces considérants à raison du point de vue auquel paraît s'être placée la Cour de Paris. Elle a abandonné complètement le point de vue du transfert et la législation spéciale qui le régit. Elle n'envisage simplement que la négociation et le droit commun.

Cette idée ressemble sensiblement à celle de la loi de 1909, en vertu de laquelle le Trésor cherche à rejeter toute la responsabilité de l'opération sur les agents de change. En interprétant cette loi, nous essayerons de réfuter l'argumentation exposée dans les considérants ci-dessus.

L'agent de change dont la Cour avait fait le bouc émissaire, introduisit un pourvoi contre cet arrêt à l'égard de toutes les parties.

Quant à D... il se pourvut contre la décision concernant l'agent du Trésor et contre celle relative aux notaires.

La Chambre des requêtes rejeta le pourvoi de D... contre les notaires et le Trésor, admit celui de l'agent de change et la Chambre civile cassa la décision qui le concernait.

A l'égard de l'agent, la doctrine adoptée par la

Cour de cassation est très nette et très solidement motivée. Il est loin d'en être de même pour le Trésor. Cela tient vraisemblablement à ce que la théorie du transfert n'était pas encore établie à cette époque. Nous savons qu'elle ne l'a été que beaucoup plus tard.

Voici le texte de l'arrêt quant à la responsabilité de l'agent de change :

Considérant, dit la Cour, que la responsabilité des agents de change, comme celle de tous les fonctionnaires et officiers publics, est limitée aux cas, aux seuls cas spécifiés dans les lois qui déterminent la nature et l'étendue de leurs obligations envers le gouvernement et le public ; que d'après l'article 15 de l'arrêté du 27 prairial an X, les agents de change doivent certifier l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature ainsi que celle des pièces produites et que l'article 16 ne les rend responsables que de ces faits ; qu'aucune loi, qu'aucun règlement ne les oblige d'attester la capacité civile de leurs clients, à peine de répondre personnellement des erreurs qu'ils pourraient commettre à ce sujet ; qu'ainsi en imposant cette obligation et cette responsabilité à V... (l'agent de change) qui n'y était pas soumis et en était affranchi par les articles 15 et 16 de l'arrêté du 27 prairial an X, l'arrêt attaqué a violé ces articles.

On ne saurait être plus précis pour poser le principe d'une responsabilité limitée de la part des fonctionnaires et officiers publics vis-à-vis de l'État. Ces principes étant posés, la solution était évidente et, en effet, elle est fort nette.

Pour le Trésor, il n'en est plus de même. Les tribunaux semblent ne pas oser trop combattre ses

principes, et voici les motifs des rejets de pourvoi dirigé contre la décision qui le concerne :

Considérant que la mutation et les transferts opérés par D..., et au profit des acquéreurs de sa rente, l'ont été conformément aux dispositions de la loi du 28 floréal an VII, articles 2, 3, 4 et 7 et de l'arrêté du 27 prairial an X, articles 15 et 17, que les agents du Trésor n'ayant été avertis par aucune des pièces qui leur ont été produites de l'incapacité de D..., on ne peut leur reprocher d'avoir méconnu ce fait, dont ils n'étaient pas obligés de s'enquérir, d'après les lois spéciales de la matière, seules applicables à la cause.

La doctrine de la Cour de cassation arrive aussi à établir que, quand un incapable, à la suite d'un transfert, se trouve dépouillé de sa rente, au mépris de l'incapacité qui pesait sur lui, il n'a de recours contre personne, personne n'étant responsable.

Les agents de change ne le sont pas, leur responsabilité comme celle de tous les officiers ministériels devant être limitée aux seuls cas spécifiés par des textes.

Or, le Trésor n'est pas non plus responsable ; on ne pose pas le principe à son égard, mais nous le connaissons, c'est celui applicable à l'État : irresponsabilité virtuelle à défaut d'un texte spécial établissant la responsabilité. Cependant, il est admis que la responsabilité serait établie s'il y avait faute commise par ses agents.

L'arrêt précité déclare que le Trésor n'étant tenu d'aucune obligation de vérifier spécialement la capacité du vendeur dans un transfert, il n'a commis aucune faute. Nous devons cependant indiquer que, contrairement aux prétentions du Trésor, il résulte de cet arrêt que si l'incapacité du titulaire est indiquée dans les pièces produites, le Trésor est tenu, à à moins de faute dont il aura à répondre, d'exiger les justifications et l'accomplissement de formalités que l'incapacité signalée rend nécessaires. Ainsi, par exemple, le Trésor, averti que le titulaire est une femme mariée, doit exiger, avant de faire le transfert, la production du contrat de mariage ou la justification d'une communauté légale.

Nous pouvons conclure que l'agent de change n'est responsable, dans les termes de la loi, que de l'identité du vendeur, de la vérité de la signature et des pièces produites. Aucun texte ne mettant à la charge du Trésor l'obligation de vérifier la capacité du cédant, il n'est pas tenu de cette vérification. Donc, un incapable, qu'un transfert a dépouillé de sa rente, est sans droit pour recourir contre les auteurs du transfert.

Avant de passer à l'examen des autres décisions intervenues sur la matière, nous ferons deux remarques :

1° La Cour de cassation n'a pas adopté la théorie

de l'arrêt de la Cour de Paris qui identifiait le transfert à la cession de créance.

D'après cette théorie, le transfert équivalait à la reconnaissance par le débiteur d'une rente constituée, venant à la suite de la signification qui lui était faite par son créancier, de la cession de sa rente à un tiers. Ce n'est pas cette théorie, on le sait, qui a prévalu.

2° La Cour de cassation n'a pas non plus adopté le système invoqué devant elle par le Trésor, et dont celui-ci ne paraît pas vouloir se départir, car il semble encore avoir tenté de le faire prévaloir dans la loi de 1909. Il consiste à soutenir que l'aliénation résulte non de la déclaration faite au Trésor et improprement appelée transfert, mais de l'opération faite à la Bourse ou entre les parties.

A la suite de l'arrêt de cassation du 8 août 1827 (1), que nous venons d'étudier, l'affaire fut renvoyée devant la Cour de Rouen qui rendit un arrêt de partage. Les parties transigèrent avant que le procès ne fût terminé.

On trouve (2) depuis 1827 un jugement du tribunal de la Seine du 25 mars 1835 et un arrêt de la Cour de Paris du 23 janvier 1834 qui ont appliqué, en ce qui concerne l'agent de change, la doctrine inaugurée en 1827 par la Cour de cassation.

1. S., 1825-1827. 1. 664.

2. D. *Rép.* V° Trésor, n° 1219.

Nous trouvons la question résolue dans le même sens dans un jugement du tribunal de la Seine du 1^{er} août 1856 (1).

Remarquons que la question ne se posait pas à l'occasion d'un transfert de rentes et que le Trésor n'était pas en cause. Il s'agissait d'actions de la Banque de France, dotales, dont le transfert avait été effectué à la demande du mari.

Au sujet de la responsabilité de l'agent de change, le tribunal a cru devoir faire application, dans l'espèce, des articles de l'arrêté de prairial. Il s'exprime ainsi :

Que vainement, elle (la Banque de France) cherche à s'abriter derrière l'agent de change qui a signé le transfert ; qu'en effet, d'une part la mission de cet agent est de certifier *non pas la capacité du transférant, mais seulement* l'identité du propriétaire, la vérité de la signature et des pièces produites ; qu'on ne peut arbitrairement étendre ses devoirs et sa responsabilité au delà des limites posées par les articles 15 et 16 du décret du 27 prairial an X.

Sur ce point, la solution du tribunal n'a donné lieu, ni à appel, ni à pourvoi.

Voici maintenant la solution donnée sur la responsabilité de la Banque de France :

Attendu que le directeur du comptoir a commis une faute en n'exigeant pas la représentation du contrat de mariage des

1. S. 58. 2. 499. — D. 58. 2. 4.

époux... faute d'autant moins excusable que Caroline Riout avait changé d'état depuis le jour où sous son nom de fille elle avait été inscrite sur les livres du comptoir comme propriétaire de cent actions et du capital déposé ;

Attendu d'ailleurs qu'il avait la connaissance légale des principales dispositions du contrat par la publicité qui en avait été donnée conformément aux prescriptions des articles 67 du Code de commerce et 872 du Code de procédure civile ;

Attendu que les statuts de la Banque de France ne contiennent aucune disposition qui, créant un privilège en sa faveur, l'exonère de la responsabilité édictée par les articles 1382 et 1384 du Code Napoléon.

Qu'enfin les actions ne pouvant être transmises qu'avec le concours et sous le contrôle de la Banque de France, c'est à celle-ci qu'incombe l'obligation de vérifier la capacité civile du titulaire qui se présente pour en opérer la transmission...

Pourvoi (1) basé sur trois moyens dont le second seul nous intéresse.

La Banque y développe la thèse soutenue par le Trésor en 1827.

Elle prétendait que, même alors qu'une clause du contrat de mariage aurait rendu les tiers responsables du défaut d'emploi de la dot, une telle clause ne saurait être opposée à la banque, ou à toute autre société de même nature, pour la rendre res-

1. Même référence.

ponsable des transferts, sans emploi du prix, d'actions appartenant à la femme, cette société ne pouvant être considérée ni comme un débiteur, ni comme un détenteur des actions dotales, mais se bornant à en inscrire le transfert sur ses registres, et la responsabilité ne pouvait dès lors peser que sur l'acquéreur ou sur l'agent de change quand l'opération a eu lieu pour le compte d'un agent de change.

La Banque de France soutenait qu'une société ne pouvait être responsable de l'inscription sur ses registres du transfert d'actions appartenant à un incapable ; qu'elle n'était pas partie au transfert ; qu'elle n'avait aucun droit de contrôle qui lui permit de s'opposer au transfert, dont l'agent de change, par le ministère duquel il s'opérait, ou l'acheteur au profit de qui on le faisait, devaient seuls supporter les conséquences vis-à-vis du vendeur incapable. La Banque ajoutait qu'aux termes de ses statuts la transmission de ses actions s'opérait par le simple transfert, et que le transfert consiste uniquement dans la déclaration du propriétaire ou de son fondé de pouvoirs signée sur les registres et certifiée par un agent de change ; rien dans cette disposition n'obligeant la Banque qui remplit un rôle purement passif de contrôler ou de vérifier la capacité des parties et de s'opposer au transfert s'il était consent par lui incapable (1).

1. La Cour d'appel avait déjà dit incidemment dans son arrêt :

A cette argumentation, la Cour suprême a répondu :

Attendu que pour être libératoire, tout paiement doit être fait à qui a capacité pour recevoir : que ce principe est général et que la Banque de France n'est affranchie de son observation par aucune des dispositions qui la régissent...

La Cour s'attache ensuite à relever les constatations de fait résultant de l'arrêt attaqué et établissant l'inobservation de ce principe.

C'est ainsi qu'une somme de 110.680 fr. 42 a été retirée par J. Thézard, devenu mari de la mineure Caroline Rioult, et remplacée par des actions acquises et inscrites au nom de ladite demoiselle. D'autre part, il résulte aussi de l'arrêt attaqué que J. Thézard, agissant en vertu de la procuration de sa femme, a transféré purement et simplement les actions qui lui appartenaient.

Voici maintenant la conclusion :

Attendu que J. Thézard n'avait pas qualité, soit pour recevoir la somme de 110.680 fr. 42 déposée au Comptoir d'Escompte de Rouen, soit pour transférer purement et simplement les 190 actions inscrites au nom de sa femme et en recevoir le prix, le contrat de mariage des époux Thézard, rédigé conformément aux dernières dispositions du sieur Rioult père, établissant entre les époux le régime dotal, et prescrivant que les actions de la banque et la somme y déposée au nom de Caroline Rioult, mon-

« La Banque, dont l'intervention a été purement passive et qu d'ailleurs n'aurait pu légalement s'opposer à la négociation des actions... »

tant ensemble à 237.680 fr. 42 seront et demeureront ainsi déposées jusqu'à ce qu'elles soient employées en immeubles au nom de la dame Thézard en présence des exécuteurs testamentaires ;

« Attendu que la banque avait été mise à même de connaître et de vérifier les dispositions de ce contrat de mariage qui avait été publié conformément aux articles 68 et 69 du Code de commerce, qu'en admettant que la banque ne connût pas les dispositions de ce contrat de mariage, elle était dans le devoir de se le faire représenter pour constater la portée du changement d'état de Caroline Rioult qui lui était révélé par l'intervention du sieur J. Thézard, son mari, à qui la banque a remis, le 19 juin 1812, les 110.680 fr. 42, et par le transfert qu'il a consenti en vertu de la procuration de sa femme ; qu'en négligeant de le faire elle a commis une faute qui la rend responsable de la perte que cette faute a fait éprouver à la défenderesse. »

Telle est la solution donnée par l'arrêt du 1^{er} février 1859. Nous y trouvons une chose remarquable au point de vue qui nous intéresse. Une société, soumise au droit commun, oppose pour se défendre les mêmes arguments que le Trésor en 1827, et nous voyons la Cour de cassation, tant en ce qui concerne les agents de change que la société auteur du transfert, appliquer la même solution qu'elle avait donné en 1827 pour le Trésor.

Cela est compréhensible, car la question de l'étendue de la responsabilité des agents de change est subsidiaire dès qu'on veut sortir de l'arrêté de prairial. Elle ne peut se poser qu'après avoir tranché une question préalable, celle de la responsabilité du Trésor.

L'agent de change ayant été substitué au Trésor, en totalité ou en partie, suivant l'interprétation donnée à l'arrêté de prairial, il n'y aurait même pas lieu de rechercher si sa responsabilité sort du cadre de l'arrêté précité dès qu'on aurait admis l'irresponsabilité du Trésor. Si cette thèse, partagée d'ailleurs par les autres débiteurs, les sociétés, triomphait, la question serait infiniment simple. En raison des arguments invoqués par le Trésor en 1827 et par une société ressortissant du droit commun en 1859, la solution dépendrait de la doctrine adoptée par la Cour de cassation sur la nature juridique du transfert. Or, actuellement, elle ne s'est pas encore prononcée sur ce point.

En outre, quand elle se sera prononcée, quelle que soit la solution adoptée, il restera une autre question à trancher en ce qui concerne les agents de change. Cette question consistera à régler l'application du texte de prairial, quand il s'agit d'un débiteur autre que le Trésor.

Devant la Cour de cassation, la question n'a pas été soulevée en 1859 (1) pas plus qu'elle ne l'avait été devant la Cour d'appel. Le tribunal de la Seine a

1. *De la certification des transferts de rentes sur l'État par les agents de change*, par Ch. Julliot, p. 22, note 2.

Cet auteur paraît faire une confusion en disant que la Cour de cassation a déclaré l'arrêté de prairial applicable aux actions de la Banque de France. C'est le tribunal de la Seine qui l'a admis, la question n'a pas été soulevée devant la Cour de cassation.

mis l'agent de change hors de cause et la Cour de cassation, ayant déclaré la banque responsable, n'a pas eu à se prononcer.

Le premier point, avons-nous dit, celui de savoir si le débiteur est responsable, dans quelque mesure que ce soit, du transfert, dépend de la nature juridique reconnue à cette opération. Toute la question est là. Le Trésor ne peut soutenir la responsabilité complète des agents de change qu'en s'efforçant d'attribuer au transfert un caractère et une nature différents de ceux que nous verrons la jurisprudence lui reconnaître.

A la date de notre arrêt, nous trouvons deux doctrines en présence.

A. — Le Trésor et les sociétés débitrices considèrent le transfert comme une opération consécutive à la négociation, comme une formalité de publicité.

La transmission du droit est déjà définitivement réalisée entre les parties, quand on s'adresse à eux pour effectuer le transfert. Il est donc analogue à la signification ou à l'acceptation dans la cession de créance, à la transcription effectuée en vertu de la loi du 23 mars 1855.

Le Trésor et les sociétés débitrices se borneraient à inscrire sur leurs registres une opération effectuée sans eux. Ils n'auraient dans ce fait, comme le conservateur des hypothèques, qu'un rôle purement passif. Ils ne pourraient pas refuser d'effectuer le trans-

fert demandé. S'il en était ainsi, il ne saurait être question de responsabilité pour ceux qui ont procédé au transfert. Elle incomberait à l'acquéreur, à moins d'un texte qui la ferait peser dans une mesure déterminée et dans un cas donné, celui du Trésor, sur l'agent de change. Dans les autres cas l'acquéreur seul l'assumerait toute entière. Cette théorie est inspirée du droit commun, en matière d'acquisition et en matière de cession. C'est l'application de notre régime de transmission de propriété, à cette propriété spéciale qu'est une action ou une rente.

B) Par les termes de notre arrêt, nous voyons que ce n'est pas dans ce sens que s'oriente la jurisprudence. Elle part d'un principe tout à fait différent. Laissant de côté la notion de transfert de propriété, elle soutient que l'établissement qui effectue le transfert se libère vis-à-vis du cédant et se reconnaît débiteur vis-à-vis du cessionnaire. Dès lors ce ne sont pas les principes du transfert de propriété qu'elle applique, ce sont ceux du paiement.

Elle est ainsi fondée à dire que pour être libératoire, tout paiement doit être fait à qui est capable de le recevoir. Dès lors, ce n'est pas dans un acte antérieur, accompli en dehors du débiteur, qu'il faut chercher les bases de la responsabilité. Ce n'est pas la convention, les accords intervenus entre les parties, ce que le Trésor appelle la négociation, qui dépouille l'un et investit l'autre du droit, ce sont les

inscriptions faites sur les registres. Il n'y a donc pas, encore une fois à se préoccuper de ce qui a pu se passer avant le transfert et sans le concours de ceux qui doivent y procéder. Il peut y avoir un accord productif d'obligations, mais qui n'est pas, et ne peut pas être la cause extinctive du droit de l'un et faisant naître le droit de l'autre. Cela, le transfert, seul, le réalise.

La Cour de cassation (1) considère que l'inscription sur le Grand Livre ou sur les registres sociaux pour les actions et les obligations forme preuve écrite et complète du droit du titulaire, sans qu'il y ait lieu de rechercher quelles ont été les conditions de la cession. La preuve contraire ne peut être admise outre et contre le contenu de l'inscription à moins de se conformer à l'article 1347 du Code civil, ou d'attaquer le transfert lui-même pour dol ou fraude.

La transmission du droit n'est définitive, tant entré les parties que vis-à-vis des tiers, qu'au moment de l'inscription sur les registres et en vertu de cette inscription. C'est donc son auteur qui est responsable de la régularité de l'extinction du droit en la personne de celui qui en est dépouillé, c'est à

1. Cass., 24 juil. 1844. D. 44. 1. 321. — 16 fév. 1848. S. 48. 1. 67. — 9 juil. 1864. S. 64. 1. 185. — 13 nov. 1867. D. 67. 1. 445. — 17 déc. 1873. D. 73. 1. 145. — 20 juin 1873. D. 77. 1. 378. — 4 juil. 1876. D. 77. 1. 33. — 17 déc. 1903. D. 03. 1. 157. — 10 janv. 1905. S. 1905. 1. 328. — Orléans, 9 juil. 1845. D. 46. 2. 31. — Pau, 6 juil. 1870. S. 72. 2. 270. — Amiens, 11 mai 1877. D. 78. 2. 218.

lui d'examiner si l'ordre, en vertu duquel il passe les écritures requises, a pu être valablement donné par celui de qui il émane.

En somme, comme on l'a dit (1), si, au lieu de se placer au point de vue des règles du paiement comme l'a fait la jurisprudence, on veut se placer au point de vue de celles qui régissent le transfert de propriété, comme le proposaient les défendeurs aux instances de 1827 et de 1859, ce ne sont pas les règles de notre législation qu'il faut suivre, mais celles des livres fonciers des pays germaniques.

L'agent du Trésor, ainsi que celui des sociétés, n'est pas un simple copiste, chargé d'enregistrer les résultats juridiques d'une opération effectuée par les parties seules ; c'est un juge qui prononce, sous sa responsabilité, l'extinction du droit du premier et fait naître celui du second. Ce que les intéressés ont pu convenir en dehors de son intervention est sans effet direct sur l'opération du transfert qui dépend tout entière de l'agent qui y procède. Il pourra naître entre eux des obligations réciproques, encore faudra-t-il que les conditions requises pour leur existence soient par ailleurs remplies, mais elles ne pourront imposer le transfert au débiteur si l'agent juge que les conditions requises pour sa réalisation ne sont pas réunies.

La jurisprudence ne s'est prononcée que pour les.

1. Lévy-Ullmann, *Essai sur les titres nominatifs*, n° 17.

sociétés, n'ayant pas eu à le faire depuis 1827 pour le Trésor, mais elle a tiré ses principes de la loi de 1793 faite spécialement pour le Trésor.

Dans ces conditions, il nous paraît bien difficile d'attribuer au transfert une nature différente selon qu'il est effectué par le Trésor ou par une société. Il serait paradoxal d'établir qu'un transfert de la nature que nous avons indiquée quand il est fait par une société en vertu d'une législation ne régissant que le Trésor, et de soutenir une nature tout autre quand il s'agirait de ce dernier.

Nous devons conclure que la nature du transfert est la même, qu'il soit effectué sur le Grand Livre ou sur les registres sociaux.

C'est donc le Trésor qui traite avec l'ancien titulaire, c'est lui qui le dépossède et investit le nouveau c'est lui qui, dans l'opération, joue le rôle actif, c'est donc lui qui doit en assumer la responsabilité. Des textes seuls en dérogeant au droit commun peuvent le décharger, et uniquement dans les limites qu'ils indiquent. L'agent de change, après avoir fait signer par son client la déclaration de cession et l'avoir certifiée, la dépose au Trésor, comme nous l'avons vu en examinant les textes. Il y joint l'inscription et les pièces justificatives. Que fait alors l'agent proposé aux transferts ?

Il examine le dossier en maître. Les justifications lui paraissent-elles insuffisantes, il en réclame d'autres

et *rebute* le transfert. Si le transfert lui paraît régulier en la forme et au fond, il l'effectue et expédie la nouvelle inscription en remplacement de l'ancienne dont l'extrait est oblitéré.

Toutes les pièces du dossier sont retenues au Trésor pour être soumises à la Cour des comptes qui contrôle en dernière analyse la régularité de l'opération.

Les agents de change croient à leur propre responsabilité et cependant la pratique de leurs services des transferts confirme notre thèse. Jamais une charge n'acceptera une pièce contentieuse qui innoverait dans ses modalités et qui serait cependant suffisante.

Elle répondra au client : « Nous allons en référer au Trésor, nous verrons ce qu'il décidera ». Tant il est vrai que le Trésor doit seul apprécier le contenu des actes établissant la capacité des parties.

On cite d'ailleurs (1) une ordonnance du Conseil d'État du 17 juillet 1843 décidant qu'il appartient à l'administration seule et non aux tribunaux d'apprécier les pièces produites à l'appui des transferts.

Cette solution vise évidemment l'hypothèse dans laquelle le Trésor aurait déclaré insuffisantes les justifications produites, refusé d'effectuer le transfert et où les parties se seraient pourvues devant les

1. Julliot, *op cit.*, p. 42, note 4 et suiv., S. 43. 2. 600.

tribunaux. De la nature reconnue par la jurisprudence aux transferts, celle-ci a conclu à la responsabilité exclusive de ceux qui y procèdent. Elle n'a pas eu encore à se prononcer sur ce point, spécialement en ce qui concerne le Trésor. Mais le texte sur lequel est basée cette solution ayant été rendu pour ce dernier et pour lui seul, il nous semble qu'il n'est pas possible à la jurisprudence d'attribuer aux transferts des rentes une nature différente et d'admettre d'autres règles en ce qui concerne les responsabilités. Il faudrait un texte, et les textes nous les connaissons. Leur étude nous a conduit à une solution identique : responsabilité principale du Trésor atténuée par les dispositions de l'arrêté de prairial.

La thèse ne fait pas de doute pour les sociétés, elle n'en doit pas faire pour le Trésor.

La solution de l'arrêt de 1827 ne vient pas contredire notre opinion ; cet arrêt a été rendu à une époque où la jurisprudence était encore hésitante sur la nature à reconnaître au transfert. Elle tendait alors à l'assimiler au transfert de propriété régi par les règles de droit commun, celles de la cession de créance.

Nous trouvons une preuve de l'exactitude de cette interprétation dans les termes d'un arrêt récent de la Cour de cassation, rendu au sujet de la responsabilité des agents de change et dont nous aurons à reparler.

Attendu, dit la Cour suprême (1), qu'aux termes de l'article 15 de l'arrêté du 27 prairial an X combiné avec l'article unique de la loi du 20 juin 1885, les transferts d'inscription sur le Grand Livre de la Dette publique sont faits par l'intermédiaire d'un agent de change chargé de certifier l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites et que, d'après l'article 16 du même arrêté demeuré en vigueur, l'agent de change est, par le seul effet de sa certification, responsable pendant cinq ans de la validité du transfert en ce qui concerne les points qu'il a certifiés.

Attendu que cette disposition destinée à assurer la sécurité du transfert et à dégager dans la mesure du possible la responsabilité du Trésor intéresse le crédit public...

La responsabilité du Trésor avait besoin d'être dégagée c'est donc qu'elle était engagée. L'examen des textes et des conditions dans lesquels ils sont intervenus nous a bien montré qu'en effet on la considérait ainsi, et c'est bien dans le but indiqué par la Cour suprême que ces textes ont été pris. Ils s'accordent donc avec les conséquences de la nature reconnue au transfert par la jurisprudence.

La même opinion a été exprimée par le Conseil d'État (1). Ayant eu à se prononcer sur le rôle du Trésor dans les transferts et mutations effectués par le ministère des agents de change, il déclare que ce rôle consiste à procéder à l'opération du transfert sur les registres *ad hoc*.

1. Cass., 24 fév. 1903. S. 1903.1.337.

Cons. d'État, 19 mars 1880, D. 81. 3.49.

Cette opération, dit-il, s'opère sur les déclarations des parties certifiées par l'agent de change responsable, aux termes de l'article 16 de l'arrêté de prairial an X, de la validité du transfert en ce qui concerne l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites. Ces dispositions ont eu pour effet de *restreindre la responsabilité* dont était chargé, en vertu de la législation antérieure, le liquidateur de la trésorerie.

En somme, sur le premier point que nous venons d'examiner, qui est responsable en matière de transferts de rentes, » la jurisprudence judiciaire et administrative répondent : Le Trésor et les agents de change, sauf à déterminer la mesure de la responsabilité de chacun.

La grande majorité des auteurs est du même avis (1). On trouve cette manière de voir exprimée par

1. Dalloz, *Jurisp. gén.* V° *Trésor public*, n° 148. — Rolland de Villargues, *des Bourses de Commerce*, n° 261. — Buchère, *Transfert des opérations de Bourse*, n° 877. — Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. IV, n° 947. — Duvert, *Traité du contentieux des transferts*, n° 486. — Bavelier, *des rentes sur l'État*, n° 72. — Nollot, *Bourse du commerce*, n° 534. — De Couder, *Dict.*, V° *Agent de change*, n° 294. — H. Minard, *du titre nominatif*, n° 279 et suivants. — Dalloz, *Répert. gén. de droit. franç.* V° *Agent de change*, n° 581 et *transf.*, n° 271. — Bézard Falgas, *loc. cit.*

Contra : Georges et Bézard, *loc. cit.* — *Manuel des transferts*, p. 352 ; de Bray, *Dette publ.*, n° 306. — Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, n° 133.

une note de M. Wahl sous un arrêt de la Cour de Paris (1).

M. Wahl constate d'abord, comme nous l'avons fait au commencement de ce chapitre, que ce sont les solutions adoptées à propos de la responsabilité de l'établissement débiteur qui commandent celles qu'il faut admettre au sujet de l'agent de change.

Il pose ce point de départ que : « l'agent de change qui a négocié un titre nominatif sur l'ordre, soit d'une personne autre que le propriétaire, soit d'un incapable ou de ses représentants insuffisamment habilités, ne devra encourir aucune responsabilité vis-à-vis du propriétaire véritable ou de l'incapable, ces derniers, en effet, ne pouvant justifier d'aucun préjudice puisqu'ils n'ont pas perdu leurs droits contre l'établissement débiteur ».

La responsabilité de l'agent de change n'a donc à être mise en jeu que dans l'hypothèse où l'incapable ou le propriétaire perdent leurs droits contre l'établissement débiteur. Ils ont, seulement dans certaines hypothèses, une action en dommages-intérêts. M. Wahl cite, parmi ces cas, celui qui est prévu et réglé par l'arrêté de prairial an X.

« Il en résulte notamment, dit-il, que, à supposer que le titulaire dont le titre a été aliéné par un tiers, perde ses droits contre le Trésor, il a une action en

1. Note sous S. 98. 1. 289.

responsabilité contre l'agent de change et cela même si ce dernier est exempt de faute (1) ».

D'après M. Wahl, ce texte ne peut être étendu au cas où les titres aliénés, soit à la requête d'un incapable, soit à celle d'une personne autre que le véritable propriétaire du titre, ne sont pas des rentes sur l'État. Il signale que des difficultés se sont élevées pour les actions de la Banque de France qu'on a voulu parfois — nous en avons vu des exemples — assimiler aux rentes sur l'État, mais déclare que c'est certainement à tort.

Pour les raisons déjà exposées, le Trésor est, d'après M. Wahl, responsable des transferts de rentes effectués soit à la requête d'incapables, soit à celle de non-propriétaires. Mais il y a une action en responsabilité contre l'agent de change dans les conditions que nous exposerons plus tard.

1. *Loc. cit.* et voir en outre : Cass., 11 juill. 1876. S. 76. I. 400 et la note. — Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, t. IV, n° 946. — Buchère, *Des opérations de Bourse*, 3^e éd., n° 253.

CHAPITRE II

OPINION ET PRATIQUE DU TRÉSOR

Tout autre est la doctrine du Trésor, nous l'avons déjà vu se manifester dans l'affaire Debussy. Elle a été posée publiquement en une circonstance que nous devons indiquer en détails.

Le directeur de la dette inscrite prescrivit, le 23 juillet 1851, à l'agent comptable des transferts, de ne plus exiger de justifications à l'appui des qualités prises par l'acquéreur ou des conditions qui modifient le droit de propriété. Ce sont les termes dans lesquels le ministre des Finances rappelle cette décision dans une lettre adressée le 25 septembre 1851 au syndic des agents de change. Le ministre, en répondant à une demande d'explications que lui avait adressée le syndic le 19 août 1851, indique les motifs et la portée de cette décision. Elle n'a jamais été rapportée depuis. La pratique du Trésor ne s'harmonise guère avec cette doctrine. En fait, il procède à toutes vérifications en matière de transfert de rentes, à l'exception des affaires dotales.

Ces motifs invoqués par le ministre consistent d'abord dans les inconvénients de l'usage précédemment suivi par le bureau des transferts. Ces inconvénients étaient signalés, dit-il, dès 1823, dans un rapport du directeur de la Dette inscrite du 9 décembre. Aux termes de ce rapport, cet usage avait été introduit dans la pratique sans nécessité et il n'était fondé sur aucune disposition de la loi ou des règlements.

« Dans aucun temps et sous aucun régime, disait ce rapport, soit dans les quittances de finances, servant de base aux anciens contrats de constitution, soit dans les déclarations reçues par les notaires avant la loi du 28 floréal an VII, on n'avait fait intervenir les acquéreurs, ni exigé d'eux la preuve écrite des qualités qui leur étaient attribuées ou des causes limitatives de la propriété. »

Le ministre ajoute après cette citation d'un rapport administratif dont il a adopté les conclusions que :

La loi du 28 floréal an VII a plutôt fortifié que modifié sur ce point l'ancienne jurisprudence, puisque, ainsi que le Conseil d'État l'a reconnu dans son avis du 2 juillet 1828, elle a été promulguée pour faciliter dans l'intérêt du Trésor les transferts et les mutations des rentes sur l'État et que, dans ce but, elle a substitué aux formalités précédemment, exigées des formalités plus simples dont elle a voulu

assurer la prompte exécution de la part des agents du Trésor au moyen de disposition, par lesquelles elle les a dispensés de vérifier par eux-mêmes les droits et qualités des nouveaux propriétaires et reporté à d'autres la responsabilité de cette vérification.

Cette interprétation de la législation actuelle a été tout nouvellement confirmée par l'avis du Conseil d'État que vous rappelez concernant les contrats de mariage. Il porte que l'intervention du Trésor dans les transferts et mutations est *purement administrative* ; que les lois ne lui imposent à l'égard de ces opérations que *de tenir les registres* destinés à leur servir de minutes sous la condition de se faire rapporter, pour les mutations prévues par l'article 6 de la loi du 28 floréal, le certificat de propriété décrit par cette loi, que la seule responsabilité que le Trésor encoure est celle qui pourrait résulter du non accomplissement des obligations ci-dessus rapportées.

Ces explications ne peuvent laisser aucune incertitude sur le caractère et l'étendue du rôle du Trésor dans l'exécution des transferts.

« Il n'intervient que pour constater les transactions qui s'effectuent à la Bourse et cette constatation s'opère sur les déclarations qu'il reçoit des parties et que certifie *l'agent négociateur*, déclaration qu'il

n'a pas à constater ni à contrôler au fond, mais à exécuter purement et simplement.

» Le bureau des transferts s'était écarté de ces principes, les vérifications auxquelles il se livrait quant aux droits et aux qualités de l'acquéreur le faisaient sortir en quelque sorte du *rôle passif* où il doit se renfermer. Cet usage était doublement dangereux, il pouvait compromettre la sécurité du Trésor, donner aux parties ou à leurs intermédiaires une trompeuse sécurité, j'ai dû le faire cesser. »

Jamais la thèse des bureaux du Trésor n'a été plus clairement exposée. La lettre est signée « Achille Fould », le ministre des Finances de la conversion de 1866 si hasardeuse et si critiquée. On voit que le grand banquier ne redoutait pas plus les initiatives et les responsabilités en matière administrative qu'en matière financière.

Mais comme nous l'avons dit depuis le commencement de cette étude, la thèse de l'irresponsabilité du Trésor a un corollaire nécessaire : l'extension de la responsabilité des agents de change dans toute la mesure où est restreinte celle du Trésor. Nous avons établi qu'il y a une solution inadmissible, celle qui consiste à admettre une responsabilité limitée des agents de change et l'irresponsabilité du Trésor.

Cette solution se dégage de l'arrêt de 1827 et laisse les parties sans recours ; mais elle a été soutenue à une époque où la jurisprudence n'était pas fixée sur

la nature du transfert et où les tribunaux n'osaient encore se prononcer sur la responsabilité de l'État. Les juges administratifs n'avaient pas ouvert la voie, et en outre on ne se rendait pas un compte exact de l'importance que présentait une pareille décision pour les intérêts du Trésor.

Or, déclarer le Trésor irresponsable est presque nécessairement charger l'agent de change, surtout quand on sait que les exigences du ministre des Finances sur la question se complétaient par celle de faire intervenir un agent de change dans tout transfert, quelle que fût sa cause, même dans une simple mutation.

Les agents de change avaient compris le danger et avaient protesté, par l'intermédiaire de leur syndic, contre la mesure prise par le ministre des Finances et dans des termes que nous allons analyser, protestation à laquelle répondait la lettre du ministre dont nous avons déjà parlé.

« Le directeur de la dette inscrite, disait le syndic (1), vient de prendre une mesure qui, si elle est maintenue, donnerait une extension dangereuse à la responsabilité des agents de change en matière de transfert de rentes. Elle aurait pour objet de les rendre responsables de la capacité civile et des qualités appartenant aux propriétaires des rentes ; on se

1. Voir le texte de cette lettre à la page

demande si l'administration est dans son droit pour grever l'agent de change d'une responsabilité aussi lourde, on peut dire aussi compromettante. »

On voit que les intéressés ne s'arrêtent pas à une solution intermédiaire : celle qui priverait le transfert irrégulier de toute sanction, l'irresponsabilité du Trésor étant admise, et dépouillerait de tout recours les parties victimes de ces irrégularités.

Ils admettent immédiatement que l'irresponsabilité du Trésor entraîne, *ipso facto*, la responsabilité des agents de change. Nous verrons d'ailleurs, dans un instant, le ministre exprimer une opinion identique avec une délicieuse ironie.

C'est donc contre cette conséquence que s'élève le syndic. L'analyse de sa lettre va nous indiquer les arguments sur lesquels il s'appuie.

Les lois fondamentales du Grand Livre de la Dette publique, dit-il, prévoient deux sortes de mutations : les unes sont celles dans lesquelles le changement du titulaire est le produit d'une vente ; les autres ne constituent pas des aliénations, mais des changements de qualités chez le propriétaire, soit par l'effet de successions ou de donations, soit par l'effet d'une décision de justice. Pour donner toute sécurité au Trésor et aux intéressés, la loi a prescrit diverses mesures et l'intervention d'agents différents dans les deux cas.

Quand il s'agit d'une vente, ce sont les agents de

change, et l'étendue de leur responsabilité est réglée. Après avoir rappelé les articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial, le syndic ajoute :

« On comprend comment de semblables dispositions se justifient par la nature même et les prérogatives de l'agent de change.

» Du moment où il est exclusivement chargé, avec l'investiture de l'autorité publique, de certifier les ventes, et qu'il exerce, à cet égard, un ministère d'officier public et de notaire commercial, on aperçoit comment il doit connaître le propriétaire, la signature qu'il certifie et les pièces légales qu'il produit à l'appui du transfert.

» C'est sur lui, c'est sur son ministère que repose dans ce cas la bonne foi du commerce et la sécurité du crédit public. Par cela seul que c'est une obligation fort sérieuse, qu'il y a dans cette responsabilité une charge très pesante, il faut bien admettre aussi qu'elle ne peut pas être aggravée sans un texte impératif de la loi et qu'il doit en être dans ce cas comme dans toutes les obligations pénales, qu'il n'est pas permis d'étendre au delà des prescriptions de la loi. »

Dans les autres cas de mutations, ce sont le notaire, le juge de paix ou le greffier qui sont chargés de reconnaître et de certifier les droits, l'officier public le plus apte à les discerner, disent les agents de change.

« Dans toutes les hypothèses de mutations autres qu'un transfert, la loi a spécialement chargé, du certificat de propriété les officiers publics contentieux qui, par leurs études, leur constitution et leur caractère étaient naturellement considérés les plus aptes à discerner les droits dérivant de toutes les mutations étrangères à la vente.

» Dans toutes ces hypothèses, jamais l'agent de change n'est désigné pour certifier la mutation et c'est en connaissance de cause que l'arrêté de prairial n'a pas ajouté ce genre de certification à celui des transferts ; car l'aptitude d'un agent quelque intelligent qu'on le suppose, n'est pas accompagnée des études spéciales qui puissent lui permettre, avec sécurité, pour les tiers comme pour lui-même, de certifier les mutations de cette nature. C'est ce qui a été formellement décidé par la Cour de cassation dans une affaire entre M. Vandermarcq et M. Debussy le 8 avril 1827. »

Voilà pour les situations expressément prévues et réglées par la loi. Il en est d'autres que révèle la pratique et pour lesquelles, faute de règles, il faut chercher, disent les agents, des solutions en harmonie avec la loi. Ce sont les mutations qui intéressent soit les femmes mariées, soit des titulaires frappés d'incapacité par interdiction, nomination de conseil judiciaire ou toute autre cause. « Dans ces hypothèses, la loi semble muette, écrit le syndic, et

on se demande s'il doit y avoir un certificateur responsable.

» Nous répondrons d'abord que s'il y avait absence de législation, il serait impossible de réparer la lacune en grevant l'agent de change d'une responsabilité extra-légale, car, quant à lui, la loi est bien précise et elle ne peut être sujette à aucune extension interprétative et si nous cherchons des analogies, il sera bien certain que l'appréciation d'un contrat de mariage, d'un régime dotal ou d'une séparation de biens ne rentre pas dans les attributions, dans les études spéciales, ni dans les connaissances pratiques d'un agent de change.

» Nous en dirons autant des procédures et des décisions de justice qui concerneraient la capacité des citoyens pour l'étendre ou la restreindre. Si un officier public doit intervenir dans cette appréciation, ce ne peut être l'agent de change, car l'agent de change n'a aucune espèce de qualité pour recevoir, constater et authentifier des déclarations de témoins ou ce qu'on appelle un acte de notoriété.

Nous devons citer encore ce qui suit :

« Une décision du ministre des Finances, rendue le 15 février 1851 sur un avis conforme du Conseil d'État du 7 du même mois, a décidé que la loi du 10 juillet 1850 sur la publication des contrats de mariage n'imposait aucune obligation nouvelle au Trésor relativement aux transferts et mutations de la

Dette publique opérés par des femmes mariées. Cette décision, dans les considérants qui la précèdent, déclare que les lois n'imposent au Trésor d'autres obligations à l'égard des transferts et mutations que de tenir des registres destinés à leur servir de minute sous la condition de faire rapporter le certificat de propriété ou l'acte de notoriété prescrit par l'article 6 de la loi du 27 floréal, an VII.

» Cette décision n'a rien qui nous étonne. Elle paraît conforme à la loi et à l'arrêt susdaté du 8 août 1827, mais il n'en ressort pas directement ni indirectement que les obligations de l'agent de change soient aggravées, puisque le certificat de propriété aussi bien que l'acte de notoriété sont complètement étrangers, comme on l'a dit, à la profession de l'agent de change.

» L'autorité publique devra-t-elle, pour exonérer la responsabilité du Trésor exiger de qui de droit, dans la circonstance des incapables et notamment des femmes mariées, des certificats de propriété ou des actes de notoriété que le Trésor n'aurait pas demandés jusqu'à ce jour ? C'est là une mesure sur laquelle nous n'avons pas à nous prononcer, mais ce qui est incontestable d'après les lois de la matière c'est que l'exigence ne peut être exercée contre l'agent de change qui est sans qualité comme sans pouvoir au point de vue du certificat de propriété et de l'acte de notoriété. »

Et il terminait en demandant au ministre, « au nom de la Chambre syndicale », des instructions pour qu'à l'avenir les inscriptions de rentes puissent être libellées comme par le passé, sur la production des pièces destinées à établir la capacité des parties, sans que les agents de change aient à intervenir autrement que dans les limites fixées par l'arrêté de prairial an X.

En définitive la thèse du syndic ne paraît pas plus large que celle du Trésor. Il paraît admettre l'irresponsabilité de ce dernier pourvu que tout ce dont on le décharge ne retombe pas sur les agents de change et il propose d'autres responsables à sa place.

La thèse de l'arrêt de 1827 nous paraît infiniment préférable et beaucoup plus juridique.

Au lieu du principe de la responsabilité des fonctionnaires publics, limitée aux seuls cas prévus par les textes, sur lequel s'appuie la Cour de cassation, l'auteur de la lettre que nous venons de reproduire admet une responsabilité plus étendue et *déduite par analogie*. Le critérium proposé réside dans l'aptitude plus ou moins grande de ces officiers à discerner les droits. Mais encore une fois il paraît d'accord avec le Trésor pour ne pas mettre en discussion son irresponsabilité.

La réponse du ministre des Finances sur ce point est très nette et présente le plus grand intérêt. Elle contient en germe la loi de 1909, ou plutôt cette loi n'a fait que proclamer la doctrine déjà exposée

dans le rapport précité de 1823 et dans cette lettre du ministre des Finances.

Il déclare donc qu'en réformant une pratique de ses bureaux qu'il jugeait vicieuse il n'avait pas prétendu accroître la responsabilité des agents de change.

Ces agents ont des obligations qui leur sont propres et que le ministre des Finances n'a pas le pouvoir d'étendre ni d'affaiblir. « Je reconnais avec vous qu'aucune disposition ne leur prescrit expressément de vérifier les droits des contractants. La loi qui règle leur ministère se tait sur ce point. Mais cette obligation ne résulte-t-elle pas implicitement de la nature même de leur mandat ? »

Voilà toute la thèse du ministre des Finances.

« On voit en effet, ajoute le ministre, dans l'arrêté de prairial an X, qu'indépendamment du cas de garantie que vous citez concernant l'identité des parties et la vérité des pièces, les agents de change sont responsables (art. 13) de la livraison et du paiement de ce qu'ils ont vendu ou acheté. Cette livraison ou ce paiement s'opère par leur entremise après l'exécution du transfert. Il faut bien alors nécessairement qu'avant de certifier le transfert, ils vérifient les qualités de leurs clients pour s'assurer de leur capacité et savoir s'ils pourront valablement se dessaisir entre leurs mains ; il y a là une obligation naturelle (1) à laquelle nul contractant ne peut

1. Nous dirions aujourd'hui « de droit commun ».

se soustraire, l'agent de change moins que tout autre et j'ai la confiance qu'elle n'est pas négligée. »

Le ministre reconnaissait ensuite qu'il est des espèces contentieuses où l'accomplissement de cette obligation laisse des doutes. Les intéressés pouvaient alors pour s'éclairer recourir soit aux notaires chargés de fournir les certificats nécessaires, soit au Conseil de la Chambre syndicale.

Et il terminait en disant au syndic, non sans ironie : « Vous voyez bien que la mesure contre laquelle vous avez cru devoir protester et qui était indispensable pour régler un point de service intérieur, ne touche en rien aux fonctions des agents de change, que leur position reste la même et qu'ils n'ont ni plus ni moins d'obligations qu'auparavant (1). »

Tout cela revenait à dire que chacun restait sur les positions qu'il venait de faire connaître.

Le grand intérêt que nous trouvons dans la théorie exposée par le ministre, c'est son identité avec le principe qu'on a voulu faire sanctionner par le législateur en 1909. On tend à déduire la responsabilité de l'agent de change en matière des transferts de rentes sur l'État, non pas des dispositions spéciales de la loi sur ce point, mais du droit commun.

L'agent répond de la capacité des parties parce

1. Voir le texte de cette lettre.

que cela se trouve implicitement compris dans son mandat. Indépendamment de la responsabilité spéciale mise à sa charge, il doit, aux termes de l'article 13 du décret de prairial expressément invoqué, répondre de la livraison et du paiement de ce qu'il a vendu ou acheté.

Ce sont les termes de la lettre du ministre des Finances.

C'est donc ici la responsabilité du droit commun qui incombe à l'agent de change pour toutes les opérations auxquelles il participe comme mandataire ou commissionnaire pour vendre. Nous le verrons au titre suivant. Nous sommes loin de la responsabilité encourue en raison des articles 15 et 16. En particulier, pour la livraison et le paiement, elle ne sera plus absolue, il faudra prouver la faute de l'agent. Voici alors la situation : il serait responsable de l'identité, des signatures et de la vérité des pièces de façon absolue pendant cinq ans, c'est-à-dire dans les conditions des articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial ; et, à ce titre, sa responsabilité serait substituée à celle du Trésor, mais comme négociateur, c'est-à-dire en vertu de l'article 13, il ne serait responsable que dans les termes du droit commun, comme il l'est quand il intervient pour un transfert effectué par une société qui examine seule les pièces produites sans le concours de l'agent. Quand il intervient, c'est à l'établissement débiteur à procéder aux vérifica-

tions nécessaires. Quand un transfert a dépouillé un incapable, cet établissement n'échappe à la responsabilité qu'en prouvant qu'aucune faute ne lui est imputable. Ainsi, en particulier, dans le cas où des manœuvres frauduleuses auraient été commises par l'incapable et qu'il aurait été dans l'impossibilité de les découvrir.

Dans un transfert effectué par un débiteur autre que le Trésor, l'agent n'est responsable que si on peut établir une faute contre lui. Il n'y a pas à distinguer les motifs de son intervention, qu'il s'agisse de signatures, d'identité ou de capacité.

Les intéressés ont donc deux répondants : la société, à moins qu'elle prouve qu'elle n'est pas en faute ; l'agent de change, pourvu qu'on établisse sa faute. Voilà le droit commun. Du moment où le Trésor invoque l'article 13, c'est le régime qui lui est applicable. L'agent répondra de la capacité, s'il est en faute et pourvu qu'on établisse sa faute. Hormis ce cas, le seul responsable ne peut être que le Trésor, d'après tout ce que nous avons vu au chapitre précédent.

Et cela malgré l'arrêt de 1827 (1). Et cela aussi

1. Il existe aussi un jugement du 4 mai 1867 (*J. des not.* des 15 mai et 15 juin 1867) dans le même sens. D'après cette décision, le rôle du Trésor se bornerait à recevoir les déclarations d'achat et de vente qui lui sont faites. En dehors des certificats de l'agent de change et des notaires, il n'aurait à se préoccuper d'aucune autre justification.

malgré un certain nombre d'avis du Conseil d'État (1) aux termes desquels il résulterait de la loi du 28 floréal an VII que les agents du Trésor n'ont pas à examiner les titres constitutifs ou translatifs du droit de propriété ; que les titres de cette nature ne doivent pas être soumis à leur appréciation et que ces dispositions exonèrent le ministre des Finances de la responsabilité qui devrait lui incomber en la faisant retomber sur les officiers publics.

On a répondu que le Conseil d'État, n'ayant plus le droit d'interpréter la loi par voie d'autorité, de tels avis, contredits d'ailleurs par d'autres plus récents, dont nous avons parlé au chapitre précédent, n'ont plus que la valeur d'un renseignement administratif.

Enfin la thèse du ministre des Finances a le tort de s'appuyer sur une conception de la nature juridique du transfert qui n'est pas celle que la jurisprudence a fait triompher.

Le transfert, nous le répétons, ne doit pas être assimilé à l'exécution d'une convention relative à la transmission d'une propriété.

Il n'est comparable ni à la tradition, ni à la transcription, ni même aux formalités de l'article 1690 concernant la cession de créance.

1. 23 août 1822, 2 juillet 1828, 7 février 1851, 6 avril 1852 et 7 décembre 1855. Ce dernier approuvé par décret du même mois.

Il est complètement indépendant de la négociation à laquelle a pris part l'agent de change.

Cette négociation étant simplement productive d'obligations, toute l'argumentation du ministre tombe. La négociation est une chose, le transfert en est une autre. Et si la première met en jeu la responsabilité de l'agent, elle ne dégage pas celle du Trésor.

Il peut arriver que le titulaire, propriétaire, puisse figurer dans la première opération. Il s'agit simplement pour lui de s'obliger. Et il ne pourra pas, au contraire, figurer au transfert où il est incapable.

A la négociation, opération productive d'obligations, il appartenait à l'agent de change de constater la capacité du cocontractant ; il appartiendra au Trésor, avant de le dépouiller et d'en investir un nouveau titulaire, de vérifier sa capacité d'aliéner et de répondre de cette vérification que tous les textes lui imposent. Nous considérons donc, contrairement à l'opinion du Trésor, qu'en matière de transfert de rentes sur l'État, la responsabilité spéciale qui pèse sur l'agent de change est limitée aux termes précis du décret de prairial an X. Quant au reste, on ne peut qu'appliquer le droit commun. Nous devons maintenant examiner la nature et les caractères de cette responsabilité.

TITRE II

PORTÉE D'APPLICATION PRATIQUE

DE L'INTERPRÉTATION ADMISE

CHAPITRE PREMIER

ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DE L'AGENT

Même limitée aux termes employés par la loi, la responsabilité des agents de change sera plus ou moins étendue suivant l'interprétation qu'on donnera à ces termes. Les deux premiers chefs de cette responsabilité ont donné lieu à peu de difficultés.

L'identité du propriétaire et la vérité de sa signature se confondent, puisqu'en principe cette dernière doit être apposée en présence de l'agent de change. Il lui appartient de s'assurer de l'identité de ses clients et de connaître leur signature. La question a été posée devant la Cour de Riom (1) dans les circonstances suivantes.

1. 2 déc. 1908. *Le Droit*, 10 déc. 1908.

Un titre de rente acquis pour le service d'une rente viagère incessible et insaisissable avait été vendu par le dépositaire de ce titre, un notaire, qui s'en était approprié le prix avec une fausse procuration rédigée par lui. Le titulaire assigne le débiteur de la rente qui se retourne contre l'agent qui a servi d'intermédiaire au transfert.

Le 2 décembre 1908, la Cour a statué ainsi :

Attendu qu'aux termes de l'article 15 de l'arrêté du 27 prairial an 10, les transferts des rentes sur l'État sont opérés au Trésor public en présence d'un agent de change de Paris, chargé de certifier l'identité du propriétaire, la vérité de la signature et des pièces produites ;

Que l'article 16 dispose que cet agent sera responsable de la validité dudit transfert, en ce qui concerne les points par lui certifiés, par le seul effet de sa certification ; que ce texte est clair et formel, qu'en imposant à l'agent de change l'obligation de certifier la vérité de la signature du propriétaire, il lui impose par cela même l'obligation de s'en assurer ;

Que sa responsabilité est absolue sans qu'aucune faute professionnelle ou de droit commun eût été par lui commise ; que le seul fait de la fausseté de la signature constitue le manquement qui lui sert de base.

Attendu que cette responsabilité s'applique aux procurations authentiques comme à celles sous-seings privés.....

L'identité doit être entendu comme en matière criminelle (C. Inst. crim. art. 518 et 520) dans le sens de reconnaissance de la personne.

Contrairement à ce qu'elle fait pour les notaires,

la loi ne fournit aux agents de change aucun moyen légal de s'assurer de cette identité.

Il ne leur est pas possible de mettre leur responsabilité à couvert en faisant intervenir des témoins certificateurs dans les conditions prévues par la loi du 25 ventôse an XI (1).

Quels sont les éléments de l'identité de la personne ? Le domicile en fait-il partie et une erreur à ce point de vue suffirait-elle à engager la responsabilité de l'agent ?

La question s'est posée, mais dans une espèce où, primée par celle d'identité, elle était sans grande importance. Un titre de rente nominative avait été confié en dépôt, uniquement pour en toucher les arrérages et en verser le montant au propriétaire, par un sieur Bour à un sieur Gazéaud.

Le dépositaire, sans un *pouvoir* de vendre ni de convertir au porteur, avait aliéné ces titres et obtenu le transfert au moyen d'une demande portant une fausse signature qui représentait assez imparfaitement la signature du véritable titulaire. En outre, le domicile indiqué sur le transfert n'était pas et n'avait jamais été, à aucune époque, celui du propriétaire.

L'agent de change fut déclaré responsable, mais comme nous l'avons déjà dit, la fausseté seule de la signature suffisait pour engager sa responsabilité.

1. Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, n° 134.

L'inexactitude du domicile a été retenue par le tribunal, mais à titre de circonstance aggravante, pourrait-on dire, et non pas comme élément de responsabilité.

Les auteurs (1) font une distinction et admettent, en ce qui concerne le domicile, que si l'individualité du rentier, par suite de l'homonymie, n'est pas suffisamment établie par ses nom et prénoms, la mention du domicile sera indispensable parce que constitutive de l'identité.

Dans ce cas, si elle est omise ou inexactement reproduite, l'erreur tombera sous le coup des prescriptions de prairial.

La certification de la vérité des pièces a soulevé des difficultés plus fréquentes et plus sérieuses. A ce point de vue la jurisprudence a profondément varié.

En 1834 (2) la Cour de Paris décidait que « la responsabilité de l'agent était entièrement à couvert, relativement à la vérité de la procuration, lorsque l'expédition, entière ou partielle produite, avait été délivrée par un notaire dans la forme authentique... et qu'en effet l'acte authentique faisant foi de ce qu'il contient, son contenu était légalement vrai pour l'agent de change qui ne saurait être tenu non

1. Bézard-Falgas, *op. cit.*, n° 32.

2. Paris, 25 janvier 1834. S. 34. 2. 81.

plus que le Trésor d'aller vérifier l'expédition sur la minute et qui serait d'ailleurs dans l'impossibilité de le faire, lorsque la minute se trouverait déposée à une grande distance du lieu où se ferait le transfert».

Il résultait que l'agent de change avait à répondre de la forme plutôt que du fond. On ne distinguait pas si la falsification avait pour auteur un autre officier ou un tiers (1).

En 1903, la Cour de cassation est revenue sur sa première manière de voir, et dans des termes si nets, si catégoriques qu'il n'y a pas à hésiter sur sa doctrine, malgré la rigueur des conséquences pratiques qu'elle entraîne. Cet arrêt a une importance capitale.

Il s'agissait, dans cette affaire, d'une vente de titre effectuée par le frère du propriétaire et au moyen d'une fausse procuration. Le propriétaire véritable, ayant actionné l'agent de change, le tribunal de la Seine rendit le 27 janvier 1898 (2) un jugement, confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 20 février 1900, et où nous trouvons les attendus suivants :

Attendu qu'il est manifeste que S... (agent de change), dont l'absolue bonne foi est admise par le défendeur lui-même, n'a commis aucune faute de droit commun...

Attendu que le demandeur, comprenant que son action man-

1. Cass., 18 juillet 1894. D. 95. I. 113.

2. D. 03. I. 561 sous Cassation.

querait de base s'il invoquait une semblable faute, cherche à tirer de l'arrêté de prairial an X le principe d'une responsabilité légale contre S... pour avoir certifié, au moment du transfert, la vérité des pièces produites ; qu'il invoque à cet effet l'article 16 de cet arrêté disposant que l'agent de change est, par le seul effet de sa certification, responsable de la validité des transferts en ce qui concerne l'identité du propriétaire, la vérité de la signature et des pièces produites.

Mais attendu que cette responsabilité inflexible et absolue de l'agent de change, édictée, avec raison du reste, dans l'intérêt public ne peut pas être étendue au delà des termes de la loi ; que, d'après l'arrêté de prairial, c'est la vérité de la pièce produite en elle-même que l'agent de change doit certifier et que, par suite, il se confirme à cette règle lorsqu'il affirme que l'expédition d'un acte notarié présente, dans sa forme intérieure, toutes les conditions prescrites par la loi ; qu'on ne saurait aller plus loin et lui imposer de certifier la vérité de la minute elle-même dont le caractère légal d'authenticité s'impose à tous ; qu'admettre une solution contraire ce serait soumettre l'agent de change à une responsabilité contre laquelle il ne lui serait pas possible de se prémunir ; qu'il est inadmissible que le législateur ait voulu atteindre un pareil résultat si contraire aux principes généraux de notre droit public... attendu dès lors que les actes authentiques reçus par le M. B... (le notaire) faisant foi de ce qui s'y trouvait énoncé et étant légalement vrais pour le Trésor aussi bien que pour l'agent de change, celui-ci n'avait pas à certifier leur vérité, que sa responsabilité est donc entièrement dégagée...

Malgré les termes très catégoriques de cette décision, l'arrêt de la Cour de Paris qui avait adopté les motifs du jugement précité, fut cassé par la Cour suprême le 24 février 1903, pour les motifs suivants :

Attendu qu'aux termes de l'article 15 de l'arrêté du 27 prairial an X, combiné avec l'article unique de la loi du 20 juin 1885, les transferts d'inscription sur le Grand Livre de la Dette publique sont faits par l'intermédiaire d'un agent de change chargé de certifier l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites. Et que, d'après l'article 16 du même arrêté, demeuré en vigueur, l'agent de change est, par le seul effet de sa certification, responsable pendant cinq ans de la validité du transfert en ce qui concerne les points qu'il a certifiés. Attendu que cette disposition, destinée à assurer la sécurité des transferts et à dégager, dans la mesure du possible, la responsabilité du Trésor, intéresse le crédit public ; que le but poursuivi par le législateur en l'édictant et les termes par lui employés dans l'article 16 précité démontrent que la garantie mise à la charge de l'agent de change a un caractère absolu ; que par suite elle peut être invoquée, alors même que la certification a porté sur des actes authentiques, sauf à l'agent de change à exercer tel recours que de droit contre l'officier public qui aurait dressé des actes contenant des mentions fausses ou erronées ; que la loi du 25 ventôse an XI n'a point modifié le principe posé dans l'arrêté du 27 prairial.

Dans son arrêt, la Cour de renvoi (1) a insisté sur l'idée que la responsabilité de l'agent de change, au sujet d'une procuration authentique contenant un faux par supposition de personne, est encourue indépendamment de toute idée de faute professionnelle ou de droit commun. Pour dégager cette responsabilité, il faudrait établir un dol ou une faute lourde de la part du propriétaire des rentes. On s'accorde à reconnaître cette jurisprudence très

1. Rouen, 10 février 1904. *Gaz. des trib.*, 19 août 1904.

rigoureuse : nous examinerons plus loin ses très graves conséquences. Elle prescrit à l'agent de change, non pas seulement de s'assurer de la forme extérieure des actes produits, mais de vérifier avec l'identité des parties, la vérité de la signature des procurations et l'exactitude de leur contenu.

Cette manière de voir, très sévère, nous paraît plus conforme à l'arrêté de prairial que celle que la Cour de Paris a émise en 1834. Dans l'article 16 de cet arrêté, il ne s'agit évidemment pas d'une régularité de forme, d'une exactitude extérieure qui ne laisserait à l'agent aucun rôle, aucune responsabilité. Dans ces mots : la vérité des pièces, on ne fait aucune exception et on ne distingue pas entre les notaires et les autres.

M. Wahl (1) remarque parfaitement que l'espèce n'était pas, en 1834, la même qu'en 1903. Dans la première, l'expédition contenait l'affirmation inexacte et frauduleuse d'un fait constaté par le notaire lui-même. Or, l'acte authentique fait foi vis-à-vis des tiers, jusqu'à inscription de faux, de la vérité des constatations que le notaire affirme avoir faites.

Dans notre espèce, au contraire, le notaire avait reçu une procuration d'une personne, sur la foi d'un acte passé devant un autre notaire ; il attestait l'identité. Il ne s'agissait plus d'un fait passé en sa pré-

1. Note sous Cassation, 24 février 1903. S. 1903.1.337.

sence. Or les faits affirmés par un notaire et qui n'ont pas été, selon l'expression consacrée, perçus *propriis sensibus*, ne font pas foi vis-à-vis des tiers (3). Il en est ainsi de l'identité d'un mandataire, de la capacité des parties. L'identité ne tombe pas sous les sens, c'est une appréciation. « Par conséquent, conclut M. Wahl, à supposer même que le principe de la foi due aux actes authentiques doive avoir pour conséquence d'enlever toute responsabilité à l'agent de change, couvert par les énonciations d'une procuration authentique, cette conséquence ne devait pas être admise dans l'espèce. »

La Cour de cassation s'est placée à un autre point de vue. Elle a émis une théorie applicable aussi bien à l'hypothèse de 1834 que de 1903. Elle déclare non applicable dans la matière la conséquence tirée par la Cour de Paris de la foi due aux actes authentiques.

Et en effet, dit encore M. Wahl, du moment que la responsabilité de l'agent de change n'est pas fondée sur une présomption de faute et constitue une sorte d'assurance où l'agent de change remplit le rôle d'assureur vis-à-vis du propriétaire des titres, il importe peu que la foi due aux actes authentiques ait empêché l'agent de change de discuter les droits du donneur d'ordre. N'ayant pas pu les discuter, l'agent de change n'a pas commis de faute, mais il n'en garde pas moins la qualité d'assureur.

1. Cass. 25 mai 1898, S. et P. 6. 1901. 1. 27.

Cette solution est d'ailleurs unanimement approuvée. Étant donnés les textes, on la considère exacte, malgré sa rigueur.

Une vérification ne portant que sur la régularité extérieure de la procuration n'y ajouterait rien et serait dénuée d'utilité (1), elle pourrait être faite tout aussi bien par un agent du Trésor. La vérification ne constitue une garantie pour le public que si elle engage celui qui s'y livre, dans l'hypothèse où une erreur échapperait à son contrôle. Les risques assumés sont identiques quelle que soit la forme de la procuration ; aussi le courtage est-il toujours le même.

La justification de la solution étant ainsi fournie, il faut voir les conséquences qu'elle entraîne en pratique et comment il sera possible d'y parer. Ne peut-on craindre au moins des lenteurs par suite des précautions que prendra l'agent requis de faire procéder à un transfert en vertu d'une procuration ?

La vérification pourra être une cause de lenteurs, dit M. Guénée. Elle sera parfois difficile, mais jamais impossible. Rien n'empêche l'agent de change chargé de vendre un titre de rente sur l'État de faire comparer, dans l'étude du notaire, l'expédition de la procuration avec la minute, rien ne l'empêche non plus

1. Note de M. Guénée sous Cassation, 24 février 1903. D. 03. 1. 561.

de se mettre en relation avec le mandant pour s'assurer de la réalité de ses ordres ; s'il accorde pleine confiance aux pièces notariées qui lui sont présentées, c'est à ses risques et périls.

Les moyens indiqués sont plus théoriques que pratiques. Il est vrai qu'il reste à l'agent la possibilité d'exercer un recours contre le notaire rédacteur de la procuration. L'arrêt lui reconnaît expressément ce droit, mais sera-t-il toujours efficace ? Il est un cas où un pareil recours ne sera d'aucune utilité parce que le responsable sera insolvable. C'est celui de l'hypothèse de 1834 où le notaire agit de mauvaise foi en vue de s'approprier la somme à provenir de la vente du titre.

Même de bonne foi, il n'encourra de responsabilité que s'il a commis personnellement une faute professionnelle. S'il omettait, par exemple, de se faire fournir les attestations prévues par l'article 11 de la loi du 25 ventôse an XI concernant les noms, l'état et la demeure des parties quand elles ne sont pas connues de lui, ou de les faire attester par deux témoins, dits témoins certificateurs. Mais l'intervention de ces derniers met le notaire à l'abri de toute poursuite, même si une erreur a été commise sur l'individualité des comparants. M. Guénée reconnaît lui-même que le notaire n'est tenu de se faire attester l'identité des comparants que s'il ne les connaît pas. S'il les connaît, ou, ce qui revient au même, s'il

a de justes raisons de croire qu'il les connaît, il n'est pas obligé de se conformer, pour l'attestation de l'identité, aux prescriptions de cet article. D'ailleurs, la question de savoir si le notaire connaît ou non celui qui comparait devant lui, est souverainement tranchée par les juges du fond.

De sorte que le recours de l'agent de change n'est ouvert contre le notaire que s'il a dressé la procuration sans intervention de témoins certificateurs. S'ils sont intervenus en remplissant les conditions prescrites par l'article 11 de la loi du 25 ventôse an XI, c'est contre eux que sera ouvert le recours de l'agent de change. Mais ce recours risquera bien d'être illusoire, ces témoins n'offrant pas toujours une surface suffisante.

L'agent de change pourra logiquement être privé de son recours chaque fois que le notaire aura eu de justes raisons de croire qu'il connaissait son client. Le notaire aura la charge de la preuve. Ce sont les termes de l'arrêt de 1903 qui a fait application de cette théorie.

Pour qu'il en soit ainsi on (1) a indiqué le moyen suivant : « Avant de dresser la procuration, le notaire pourrait se faire attester dans un acte séparé, reçu en minute, l'identité du mandant par deux témoins certificateurs ; il établit ensuite la procuration sans

1. Défrenois, *Repertoire général du notariat*, 1904, n° 13 977.

faire mention des témoins, puisqu'il a dans son étude un acte établissant l'identité du mandant. »

Cette façon de procéder mettra certainement le notaire à l'abri de tout recours puisqu'il pourra établir qu'il a eu de justes raisons de croire qu'il connaissait son client. Mais comme elle privera l'agent de change d'une garantie, il est à prévoir que ce dernier refusera les procurations authentiques dressées sans témoins certificateurs puisque, même dans ce cas, il n'est pas certain d'avoir le notaire comme répondant.

En raison de cette jurisprudence de la Cour de cassation, la meilleure solution serait, semble-t-il, de décider que les agents de change ne pourront refuser dans aucun cas les procurations authentiques. Ils pourront simplement se livrer aux vérifications qu'ils jugeront utiles pour mettre leur responsabilité à couvert.

Il y a évidemment entre la législation du notariat et celle de l'agent de change un défaut d'harmonie que mettait en relief le mémoire en défense de l'agent de change dans l'affaire jugée par la Cour de cassation le 24 février 1903.

Cette jurisprudence conteste aux notaires le pouvoir de conférer l'authenticité absolue aux actes de procuration relatifs à la vente et au transfert des rentes alors que la législation leur confère la mission de délivrer les certificats de propriété à l'aide des-

quels s'opère la mutation des inscriptions en cas de partage de succession ou de communauté, de donation.

Les articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial semblent devoir s'appliquer non seulement aux procurations, à l'occasion desquelles la jurisprudence a eu à se prononcer mais aussi à toutes les pièces qui doivent être produites, telles que actes de l'état civil, certificats de propriété, etc.

Cette solution, nous le reconnaissons, est très dure, mais elle paraît imposée par la décision admise à propos des procurations.

On pourrait peut-être, tourner la difficulté par le procédé suivant.

Les transferts qui doivent s'opérer sur ces pièces (actes de l'état civil, certificats de propriété, délibérations de conseil de famille) etc., peuvent s'analyser en deux transferts successifs : l'un véritable transfert de forme ou mutation, selon l'expression consacrée au Trésor, par lequel le Trésor reconnaît comme titulaire soit l'ancien, avec des modifications dans son état, soit un ayant droit héritier, donataire ou légataire de l'ancien, le second serait un transfert pur et simple. Le dernier seul nécessiterait l'intervention de l'agent de change qui certifierait alors l'identité du nouveau titulaire, la vérité de sa signature et s'il y a lieu de sa procuration.

Dans toute notre étude précédente il n'a été

question que des procurations authentiques. Lorsque la rente est inférieure à 50 francs, une procuration en brevet ou une procuration en sous-seing privé est suffisante (ordonnance 5 mars 1823, art. 1^{er}).

Le décret du 31 mai 1862 autorise notamment l'emploi de procurations sous-seings privés légalisées par les maires pour les négociations d'inscriptions opérées par l'entremise des trésoriers-payeurs généraux.

L'agent de change joue ici le même rôle que dans les cas déjà examinés. Cela a été déclaré par un arrêt de la Chambre des requêtes (1) où il est dit que cette disposition « loin de restreindre ou de modifier les obligations imposées aux agents de change certificateurs, en rend au contraire l'observation plus indispensable. »

En fait, les agents n'admettent que très rarement des procurations sous-seings privés depuis une délibération de la Chambre syndicale du 11 octobre 1875.

Cette délibération fut prise précisément à la suite du jugement rendu par le tribunal civil de Bordeaux. Ce jugement fit l'objet d'un pourvoi qui rejeta l'arrêt ci-dessus rapporté.

Le tribunal de Bordeaux avait déclaré le syndicat des agents de change responsable d'un transfert opéré au moyen d'une procuration sous-seing privé,

1. 11 juill. 1876. S. 76. 1. 400.

légalisée par l'adjoint au maire de Bordeaux et adressée au syndic par le trésorier-payeur général de la Gironde qui avait certifié le bordereau.

Après avoir ainsi déterminé l'étendue de la responsabilité des agents de change, et nous allons en rechercher la nature.

CHAPITRE II

NATURE DE LA RESPONSABILITÉ DES AGENTS DE CHANGE

Pour éviter toute confusion, il est nécessaire de rappeler les divers points déjà acquis.

Nous pensons avoir établi qu'en matière de transfert de rente, en raison de la nature reconnue par la jurisprudence à l'opération, le Trésor est responsable de l'extinction de la dette ancienne, dans les mêmes conditions qu'une société ou un établissement quelconque. Cependant, l'arrêté de prairial, ayant prescrit pour l'exécution du transfert l'intervention d'un agent de change, a déchargé le Trésor d'une partie de cette responsabilité pour la faire peser sur l'agent dans des cas que nous venons de voir et dans des conditions qu'il nous reste à déterminer.

A n'envisager donc que l'intervention de l'agent de change en vue du transfert, la question n'est pas compliquée. Cet officier ministériel est responsable dans les cas et dans les termes établis par les arti-

cles 15 et 16 de l'arrêté de prairial. Mais, en pratique, les choses ne sont pas aussi simples. Généralement, le transfert n'est que l'exécution, le dernier acte, le terme d'une négociation qui a pu se faire sans l'intervention de l'agent de change ou avec son intermédiaire.

Dans le premier cas, les règles de l'arrêté de prairial sont seules applicables, mais dans le second, quelles règles appliquerons-nous ?

Nous devons distinguer trois hypothèses : 1^o l'agent est certificateur ; 2^o l'agent est négociateur ; 3^o l'agent est certificateur et négociateur à la fois.

a) Quand l'agent est uniquement certificateur, c'est-à-dire quand il n'intervient que pour le transfert, il doit être soumis aux prescriptions de la législation spéciale aux transferts des rentes sur l'État.

b) Quand l'agent n'est qu'un négociateur, ce qui est extrêmement difficile à supposer, c'est-à-dire quand il n'intervient que dans l'opération antérieure au transfert et en vertu de laquelle il est effectué, sa responsabilité est certainement régie par les règles du droit commun. Elle est, comme le constate un arrêt d'Agen, du 25 mai 1903 (D. 1904. 2. 130) celle d'un mandataire salarié. Il doit donc répondre de ses fraudes, fautes, omissions ou négligences. Il appartient bien entendu au demandeur d'établir la faute, dans les conditions des articles 1382 et suivants du Code civil.

La situation est encore ici très nette et très simple, mais, nous le répétons, ce cas est heureusement hypothétique et d'aucune portée pratique.

c) La question devient compliquée quand l'agent est à la fois certificateur du transfert et négociateur pour le contrat intervenu entre les parties et servant de cause au transfert.

Dans ce cas, la qualité de l'agent est double et les règles qui doivent prévaloir sont, croyons-nous, celles du droit commun. Dans tous les cas où la Jurisprudence a admis la responsabilité basée sur l'article 1382 du Code civil et non sur l'arrêté de prairial, nous nous sommes trouvé en présence d'agents négociateurs-certificateurs. On peut conclure que c'est en tant que négociateurs qu'ils ont été déclarés responsables des fautes touchant la capacité des vendeurs.

La responsabilité de l'agent de change peut suivre soit les règles du droit commun, soit les règles spéciales de l'arrêté de prairial. Nous allons rechercher ces derniers.

Les décisions sont unanimes à reconnaître à cette responsabilité un caractère absolu et indépendant de toute idée de faute.

Attendu, dit un jugement du tribunal de la Seine du 10 janvier 1906 (1), que la disposition de l'article 16 de l'arrêté de

1. *Journ. du not.*, 1906, p. 434.

prairial an X constitue une sorte de forfait légal imposé à l'agent de change dans un intérêt d'ordre public ; que, d'une part, elle astreint l'agent à une garantie absolue en matière de transfert en ce qui touche l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites, alors même qu'aucune faute ne lui serait imputable ; que, d'autre part, en compensation de cette obligation rigoureuse et exorbitante du droit commun, elle limite à cinq années la durée de cette garantie et l'exonère à l'expiration de ce délai de toute responsabilité, quelle qu'elle soit.

La Cour de Paris n'est pas moins affirmative à cet égard dans son arrêt du 13 décembre 1907 (1).

Considérant... qu'au surplus la prescription quinquennale de l'article 16 de l'arrêté du 27 prairial an X ne comporte ni exception, ni réserve et est acquise à l'agent de change cinq ans après la déclaration de transfert quelle que soit la date à laquelle le propriétaire du titre de rente a eu connaissance de la fraude commise à son préjudice.

Nous lisons encore dans un jugement du tribunal de la Seine en date du 7 décembre 1901 (2) :

« Que l'arrêté de prairial an X qui est le code de la matière fixe les conditions dans lesquelles cette responsabilité naît et s'éteint ; qu'il en donne la mesure et l'étendue ; qu'édicte dans l'intérêt des propriétaires de rentes sur l'État qui se lie à l'intérêt du Trésor public, il impose à l'agent l'obligation de certifier exactement l'identité du propriétaire du titre, la

1. *Gaz. Pal.*, 1908. I. 512.

2. *Trib. Seine*, 7 septembre 1901, *Gaz. Trib.*, 11 janvier 1902.

sincérité de sa signature et de toutes autres pièces produites ; que son article 16 dispose formellement que l'agent sera par le seul fait de sa certification responsable de la validité du transfert ; qu'il n'est point nécessaire qu'une faute spéciale soit relevée à sa charge, pas plus qu'il ne peut être admis lui-même à faire valoir des moyens qui tendraient à atténuer sa responsabilité et à en restreindre les effets ;

« Que par compensation à cette responsabilité rigoureuse et exorbitante du droit commun et pour ne pas laisser les agents de change trop longtemps sous le coup d'une garantie dont le poids, eu égard aux opinions multiples et rapides auxquelles ils se livrent risquait de gravement compromettre leur crédit et partant le crédit public, l'arrêté de prairial a pris soin d'en limiter la durée au laps de cinq années du jour du transfert... »

Nous pourrions multiplier ces citations (1). Toutes établissent avec la plus grande certitude que, d'après l'arrêt de prairial, la responsabilité de l'agent de change est absolue et indépendante de toute faute. L'agent ne peut même faire valoir des moyens qui

1. Cass., 11 juill. 1876. S. 76. I. 400. — Cass., 27 nov. 1900. S. 01. I. 113. — Cass., 24 déc. 1903, précité. — Paris, 3 juillet 1903. *Le Droit*, 7 août 1903. — Rouen, 10 fév. 1904, précité. — Trib. Seine. 9 déc. 1904. *Journ. des not.*, 1906, p. 553. — Riom, 2 déc. 1908, précité.

tendraient à l'atténuer et à restreindre les effets. Elle se prescrit par cinq ans. Elle constitue donc une espèce de forfait légal imposé dans un intérêt d'ordre public (1).

Nous avons vu, il est vrai, que les agents ont un recours dans les termes du droit commun contre les auteurs des pièces fausses qu'ils ont certifiées. Ce recours pourra notamment être exercé contre les officiers ministériels de qui émanent ces pièces, pourvu que l'agent n'ait commis lui-même ni faute, ni imprudence (2). Il est responsable vis-à-vis du Trésor, mais encore vis-à-vis de l'ancien titulaire de la rente transférée, à moins de prouver contre ce dernier quelque vol ou une faute lourde (3). C'est ce que déclare expressément un arrêt de Rouen du 10 février 1904, rendu sur renvoi : « Dit et jugé que la responsabilité découlant pour l'agent de change des articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial an X est inflexible et absolue ; que sans qu'aucune faute professionnelle ou de droit commun ait été commise par l'agent de change, le seul fait de la non identité ou de la fausseté de la signature ou des pièces produites constitue le manquement qui lui sert de base ; que lesdits articles sont applicables aux transferts

1. Trib. Seine, 20 janv. 1906 et Paris, 13 déc. 1907 précités.

2. Trib. Seine, 20 août 1884. *Journ. des val. mob.*, 1885, p. 463.

— Deloison, *Tr. des val. mob.*, n° 134 *in fine*, p. 118.

3. Paris, 25 janvier 1833. S. 33. 2. 410.

opérés soit en vertu d'un acte authentique, soit en vertu d'un acte sous seing privé ; dit que S... n'a pas rapporté la preuve des faits spécifiés dans ses conclusions et desquels il résulterait à la charge d'A... une faute lourde assimilable au dol, sinon même un dol caractérisé, laquelle rendrait irrecevable à poursuivre la réparation du préjudice. »

Comme compensation à son caractère absolu, cette responsabilité ne dure que cinq ans.

Pour échapper à ce délai très court, tout en conservant le bénéfice des autres caractères de cette responsabilité spéciale, on a prétendu que : « l'action en responsabilité (1) fondée sur une faute lourde résultant de l'inobservation d'un texte formel de loi et du fait d'avoir procédé à un acte d'exécution (le transfert) sans la justification du contrat, qui seul pouvait motiver le changement d'inscription » devait être régie par les principes du droit commun ; que, dès lors, l'action devait avoir une durée de trente années.

En d'autres termes, on prétendait que même n'étant pas intervenu comme négociateur, l'agent de change commettait une faute de droit commun, s'il n'avait pas exigé, en qualité de mandataire salarié, la preuve du contrat motivant le transfert et le paiement du prix effectué hors de sa présence.

1. Paris, 13 décembre 1907. *Gaz. du Palais*, 1908. 1. 512.

Et on soutenait que ne se plaçant pas uniquement sous l'arrêté de prairial, en offrant de prouver la faute, on rentrait dans le droit commun. L'exception de prescription du droit spécial devait être écartée. Les dispositions de ce droit ayant été édictées pour augmenter les garanties offertes par l'intermédiaire au propriétaire des rentes, ne devaient pas enlever en définitive les garanties de la loi commune. Et les sûretés seraient évidemment diminuées puisque le temps de recours tomberait de trente à cinq ans (1).

Cette manière de voir fut repoussée par la jurisprudence :

Attendu, dit la Cour de Paris, que vainement P... essaye de dédoubler cette responsabilité et de la placer sur le terrain du droit commun ; que l'élément dommageable auquel elle aboutit remontant à la certification donnée de la fausse signature, le principe de la responsabilité est le même et la prescription édictée par l'arrêté du 27 prairial an X reste applicable à quelque point de vue qu'on se place.

Sur la même question, le tribunal de la Seine, dans un jugement du 7 décembre 1901, que nous avons déjà cité (2), s'était exprimé ainsi :

Qu'ainsi l'arrêté de prairial an X a, dans un intérêt d'ordre public, organisé de toutes pièces une responsabilité spéciale qu'il a, pour la certification du transfert des rentes sur l'État, substituée à la responsabilité de droit commun, et que en vertu

1. Agen, 25 mai 1903. D. 1904. 2. 130.

2. *Gaz. des Tribunaux*, 11 janvier 1902.

de la maxime *specialibus generalia non derogantur*, quand le délai dans lequel elle doit être exercée est expiré, il serait contraire à l'esprit et au but de la loi qu'il pût naître et survivre une responsabilité de droit commun que le législateur, pour le cas prévu, a manifestement voulu écarter ; qu'il semble bien d'ailleurs, que toutes deux procèdent d'une même origine et se confondent ; le fait professionnel constituant lui-même une infraction, un manquement de l'agent de change aux règles de sa profession, c'est-à-dire une faute dans le sens de l'article 1382 du Code civil.

Qu'à tort les consorts R...soutiennent que le décider ainsi serait créer pour les agents de change une situation privilégiée, au grand dommage des porteurs de rentes ; qu'en effet, d'une part, l'arrêté de prairial soumet, au contraire, les agents de change à une responsabilité plus étroite, dont ils sont tenus de plein droit, sans pouvoir même partiellement et pour les causes les plus excusables s'en affranchir ; et que, d'autre part, il accorde au porteur de rentes une faveur exceptionnelle en les dispensant de l'obligation de prouver la faute de l'agent ; que s'ils négligent d'exercer leur action dans le délai prescrit, ils ne peuvent que s'en prendre à eux-mêmes et s'imputer à faute de voir leurs intérêts méconnus et sacrifiés.

Il résulte que les porteurs de rentes ne peuvent pas demander aux tribunaux de reconnaître un double caractère aux faits prévus par l'arrêté de prairial.

Il doivent opter pour l'un ou l'autre des deux caractères ; soit établir une faute de droit spécial et simplifier ainsi la preuve qui leur incombe, soit établir une faute de droit commun pour prolonger les délais de prescription.

Il est toujours bien entendu qu'en dehors des faits

de l'arrêté de prairial, un acte constituant une faute de droit commun peut être imputée à l'agent de change. Les intéressés se trouvant alors dans le droit commun pourront l'invoquer et bénéficier ainsi de la prescription de l'article 2262 du Code civil. Le demandeur aura nécessairement la charge de la preuve (1).

La responsabilité établie par l'arrêté de prairial est de cinq ans, mais on n'est pas d'accord sur son point de départ.

Voici dans quelles conditions la question a été posée. Une déclaration de transfert avait eu lieu devant un agent de change le 27 octobre 1896, et le transfert fut fait le 20 novembre suivant. On assigna l'agent de change pour certifications inexactes le 14 novembre 1901. Or, si le délai de cinq ans courait du jour de la déclaration, l'assignation était tardive, il était expiré depuis dix-huit jours; il y avait au contraire six jours à courir si on comptait le délai du jour du transfert effectué.

On essaya de faire reporter le point de départ de la prescription du jour de la déclaration du transfert à celui du transfert.

On soutint qu'à s'en rapporter aux termes de l'article 16 de l'arrêté de prairial, ce serait au bien

1. Trib. Seine, 18 janvier 1899. *Le Droit*, du 7 juil. 1899. — Paris, 5 avril 1898, sous cass., 26 mars 1900. D. 1901. 1. 89. — Paris, 2 nov. 1903. *Gaz. trib.*, 6 janv. 1904.

de la déclaration qu'il faudrait compter les cinq ans. Cet article portant expressément que « la garantie ne pourra avoir lieu que pendant cinq années, à partir de la déclaration de transfert ». La question ne soulèverait aucun doute si la loi de 1885 n'était survenue.

Jusqu'à cette loi, la déclaration et le transfert avaient lieu le même jour. L'agent de change apportait sa déclaration et l'agent du Trésor opérait immédiatement le transfert.

Depuis la loi de 1885, les déclarations et certificats de rente sur l'État sont dressés, signés et scellés dans les bureaux de l'agent de change. Il les dépose ensuite au Trésor qui procède au transfert au bout d'un délai plus ou moins long. Évidemment, le texte de l'an X est resté le même, mais la difficulté naît aujourd'hui du fait qu'il y a deux actes séparés par un temps indéterminé.

Sans aucun doute la déclaration, dont l'exactitude est certifiée, est la source et la cause de la responsabilité, mais l'existence et la naissance de cette responsabilité ne datent que du jour du transfert d'où résulte le préjudice. Supposez que celui-ci n'ait pas lieu après que la déclaration a été faite et certifiée, il n'y aura pas d'action. Comment admettre dès lors que le délai de la prescription puisse courir à un moment où il n'y a pas d'action possible, où le droit n'est pas né ?

On peut appliquer le principe *contra non valentem agere non currit prescriptio*.

La jurisprudence a admis en règle générale qu'une action en dommages-intérêts pour réparation d'une faute, d'un délit ou d'un quasi-délit, lorsque le préjudice n'a pas été immédiat, n'est jamais prescriptible à partir du fait générateur de la faute, mais seulement du jour où le dommage s'est produit. Le dommage seul fait naître l'action.

Dans notre espèce, la créance n'est que du jour du transfert. La question reposait alors sur une alternative : ou négliger les termes de la loi qui cependant était formelle, et qu'on pouvait toutefois considérer comme abrogée tacitement, ou bien se mettre en contradiction avec les principes du droit et de la justice.

Dans l'affaire que nous avons invoquée le ministère public concluait évidemment à l'abrogation de l'arrêté de prairial. Le tribunal de la Seine s'est prononcé en sens inverse (1).

Le jugement, après avoir nettement indiqué la modification profonde apportée par la loi de 1885 dans la procédure de transfert ajoute :

Attendu qu'il est de principe que l'action en responsabilité, basée sur un fait dommageable est ouverte à partir du moment où le fait générateur du préjudice s'est produit, il n'est pas dou-

1. Trib. Seine, 9 déc. 1904. *Gaz. Trib.*, 18 janv. 1905.

teux que la responsabilité de l'agent de change, en raison d'un manquement d'un devoir qui lui est imposé par les articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial, prend naissance au moment même où recevant dans ses bureaux une demande de transfert d'inscription de rente, il l'a fait signer par le client et par sa propre signature certifie l'identité de ce client ainsi que la sincérité de sa signature et des pièces produites.

Que la réalisation du transfert par l'agent du Trésor est une chose distincte et indépendante de lui, et qu'il est de toute équité que sa situation ne puisse se trouver aggravée par les lenteurs administratives qui peuvent retarder plus ou moins l'accomplissement de cette formalité...

Le tribunal ajoute que l'interprétation qu'il adopte est conforme au texte de l'arrêté de prairial, que ce texte n'a été abrogé ni expressément ni tacitement par la loi de 1885 :

Puisque celle-ci est muette sur le point en litige et qu'il n'y a pas nécessairement incompatibilité entre les deux dispositions ; qu'on peut même se demander s'il ne s'agit pas là d'une simple déchéance plutôt que d'une prescription proprement dite ;

Qu'en tout cas la responsabilité si lourde qui frappe l'agent est une responsabilité tout exceptionnelle ; que tout y est de droit étroit et qu'il n'est pas permis de changer le point de départ de la prescription qui la protège et de le reporter à un moment autre que celui indiqué, de manière à faire peser sur l'agent de change, pendant un temps plus long que celui prévu par la loi, des rigueurs dont il doit avoir hâte de s'affranchir et dont il est juste qu'il soit promptement affranchi (1).

1. Bézard-Falgas, *op. cit.*, n° 22. — Trib. Seine, 20 janvier 1906. *J. du not.*, 1906, p. 424. — *Le Droit*, 22 février 1906. — *Gaz. Pal.*, 1908. t. 299.

Cette décision repose beaucoup plus sur des développements fantaisistes, sur des affirmations que sur des raisons et des arguments fondés en droit.

Cette opinion est généralement admise cependant.

Il s'agit d'une responsabilité spéciale. La prescription qui s'y applique, comme toutes les prescriptions *brevi temporis*, n'est pas susceptible de suspension et court même contre les mineurs interdits et autres incapables. Il ne leur reste qu'un recours contre leurs tuteurs.

Attendu, déclare un jugement du tribunal de la Seine du 20 janvier 1906 déjà cité, que cette prescription ne comporte ni réception ni recours et est opposable même au propriétaire qui n'a connu que postérieurement au délai de cinq ans la fraude dont il a été victime et a été par suite dans l'impossibilité d'agir (1).

Tels sont les caractères de la responsabilité de l'agent du change en notre matière et les délais dans lesquels elle est prescrite.

Notre étude est maintenant complète, nous devons examiner si les règles exposées ont été modifiées par la loi du 11 juin 1909.

Cet examen fait l'objet du titre suivant.

1. Bédarride, *op. cit.*, n° 270, p. 355. — Buchère, *Op. de Bourse*, n° 882. — Delvison, *op. cit.*, n° 139 bis. — De Bray, *Tr. de la Dette publ.*, n° 308. — Duvert, *Tr. du cont. des transf.* — Crépon, *op. cit.*, n° 288. Cet auteur est d'avis de soumettre la prescription aux causes d'interruption, n° 245.

TITRE III

LOI DU 11 JUIN 1909

CONCERNANT LA SIGNATURE ET LA CERTIFICATION
DES TRANSFERTS DE RENTES SUR L'ÉTAT

CHAPITRE PREMIER

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Cette loi ne comporte qu'un seul article contenant deux paragraphes.

Voici son texte *in extenso* :

Les déclarations et certificats de transferts d'inscriptions de rentes sur l'État sont dressés, signés et scellés dans les bureaux d'un agent de change exerçant près d'une bourse pourvue de parquet qui vérifiera la régularité de la négociation.

Toutefois les agents de change exerçant près la Bourse de Paris pourront seuls certifier tous les transferts ; les agents de change exerçant près les autres bourses ne pourront certifier que les transferts ayant pour objet la délivrance d'inscriptions nominatives.

Le projet fut déposé par le gouvernement sur le

bureau de la Chambre le 19 mai 1909 et la loi était promulguée au *Journal officiel* le 12 juin suivant.

L'exposé des motifs et les deux rapporteurs dans les Chambres indiquent clairement le double but du législateur :

1° Étendre, par un texte précis, à tous les agents de change exerçant près d'une bourse pourvue d'un parquet, les dispositions de la loi du 20 juin 1885 ;

2° Rendre plus explicites les conditions dans lesquelles doit être faite la certification des transferts de rentes sur l'État.

D'après l'exposé des motifs de nombreuses divergences d'interprétation s'étaient élevées provenant en particulier des termes de la loi et de l'ordonnance du 14 avril 1819.

Ces textes avaient indiqué pour le transfert des rentes départementales une procédure un peu différente de celle des transferts de rentes proprement dites.

Depuis la disparition, à peu près complète, de ces rentes départementales, une confusion tendait à se produire entre elles et les anciennes inscriptions du Grand Livre, assignées payables dans les départements.

En outre, aux termes de l'arrêté de prairial an X, les agents de change près la Bourse de Paris pouvaient seuls certifier les transferts.

La loi de 1885 et les décrets de 1833, 1884, 1894 et

1896 avaient eu pour but de permettre également aux agents de change des départements de certifier les transferts des inscriptions payables dans les départements. Ces textes manquaient de précision dans leurs termes et la jurisprudence n'avait jamais donné une interprétation décisive. Dans toutes les espèces, l'importance du fait primait la question de droit et empêchait les tribunaux d'affirmer une doctrine purement juridique.

Ainsi que l'a écrit le rapporteur du projet au Sénat : « Le principal motif qu'on peut invoquer à l'appui du projet, c'est la nécessité, en cas de contestation, de fournir aux juges une interprétation décisive... »

« Ce n'est pas une innovation, a-t-on bien soin de répéter, c'est seulement une précision apportée aux textes antérieurs dans l'intérêt des rentiers aussi bien que dans celui du Trésor et des agents de change ; ce n'est pas une aggravation apportée à la responsabilité de ces derniers ».

Le second paragraphe spécifie que les agents de change de Paris pourront seuls certifier tous les transferts, c'est-à-dire ceux qui consistent en une conversion de rente au porteur aussi bien que ceux qui donnent lieu à la délivrance de nouvelles inscriptions nominatives. Les autres agents de change ne pourront certifier que ces dernières négociations. Cette disposition formule une restriction qui résulte de l'ensemble de la législation actuelle sur les rentes.

« Il s'agit donc en résumé *non d'apporter une modification au régime actuel* mais de rendre plus explicites les conditions dans lesquelles doit être faite la certification des transferts de rentes sur l'État (1). »

Cette citation du rapport de M. Boudenoot au Sénat indique bien le but poursuivi par le législateur.

« Simple changement de forme », avait dit de son côté le rapporteur à la Chambre, laissant intacts les articles de l'arrêté de prairial an X.

Dans une lettre écrite le 16 juin 1909 au syndic, et en réponse à une demande d'explication adressée sur ce point, le ministre des Finances, M. Caillaux, exprimait la même idée.

Voici le texte :

Paris, 16 juin 1909.

Monsieur le syndic,

Par votre lettre du 14 juin courant vous avez manifesté au nom de la Chambre syndicale la crainte que la loi promulguée au *Journal officiel* du 12 juin 1909 au sujet de la signature et de la certification des transferts de rentes sur l'État, pût se prêter à des divergences d'interprétation et que le texte adopté par le Parlement fût susceptible d'être considéré notamment comme imposant aux agents de change une extension de leur responsabilité en raison de l'insertion des mots « qui vérifiera la régularité de la négociation ». Vous m'avez prié en conséquence de vous faire connaître mon avis sur ce point.

Je m'empresse de vous informer que la crainte exprimée sur ce point n'est pas fondée.

1. Rapport Boudenoot au Sénat.

La loi promulguée le 12 de ce mois n'a pas eu pour but d'aggraver la responsabilité légale des agents de change et les rapporteurs du projet, M. Charles Dumont à la Chambre des députés, et Boudenoot, au Sénat, l'ont certifié en termes formels. Il ne saurait donc exister aucun doute à ce sujet.

Rien n'a été changé à la législation existante par la loi nouvelle qui a eu simplement pour effet de faire préciser par le Parlement les conditions dans lesquelles s'effectue la certification des transferts de rente sur l'État.

Recevez, monsieur le syndic, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre des Finances,
Signé: CAILLAUX

En présence de toutes ces manifestations, de ces affirmations aussi explicites et aussi catégoriques, il nous paraît impossible de donner à cette loi l'interprétation que lui attribue M. Julliot (1) : « Sans doute, dit-il, il n'y a rien de changé à la loi existante par la loi nouvelle, proclame le ministre des Finances, mais il faut s'entendre : le Trésor a toujours tenu les agents de change pour responsables de la capacité de leurs clients, la loi nouvelle ayant les mêmes tendances (?), il n'y a rien de changé à son regard ; c'est parfaitement exact ; mais il y a quelque chose de changé pour les agents de change qui s'étaient toujours élevés contre toute interprétation extensive des lois régissant leur responsabilité. »

1. *Op. cit.*, p. 38.

La duplicité que suppose une pareille opinion nous paraît inadmissible.

D'ailleurs l'opinion du Trésor ou de son représentant, le ministre, est secondaire et n'a qu'une valeur subjective.

L'opinion du législateur seule nous importe. Nous devons savoir ce qu'il a voulu faire en édictant le texte qui lui était soumis et qu'il a adopté. Or, nous venons de l'établir, il a voulu simplement confirmer la législation antérieure.

Mais il est indispensable d'examiner ce qu'on a voulu lui faire faire en lui demandant d'adopter le projet devenu la loi du 11 juin 1909.

Ce texte a été de toute évidence préparé par les bureaux du Trésor. Il porte en effet la marque d'un esprit de suite comme il ne peut en exister que dans les *milieux* où le précédent constitue à peu près l'unique règle de travail et de décision.

Ce projet de loi était donc l'adaptation, l'aboutissement logique des idées émises en 1851 dans la lettre d'Achille Fould, ministre des Finances.

Pour bien le démontrer, rappelons ici, encore une fois, un passage de cette lettre extrêmement significatif.

Après avoir reconnu que le texte de l'arrêté de prairial ne prescrivait pas aux agents de change de vérifier les droits des contractants à l'occasion des

transferts qu'ils étaient appelés à certifier, M. Fould ajoutait :

« Mais cette obligation ne résulte-t-elle pas implicitement de la nature même de leur mandat ? On voit, en effet, dans l'arrêté de prairial an X, qu'indépendamment du cas de garantie que vous citez concernant l'identité des parties et la vérité des pièces, les agents de change sont responsables (art. 13) de la livraison et du paiement de ce qu'ils ont vendu ou acheté. Cette livraison et ce paiement s'opèrent par leur entremise après l'exécution du transfert. Il faut bien alors nécessairement qu'avant de certifier le transfert ils vérifient les qualités de leurs clients pour s'assurer de leur capacité et savoir s'ils pourront valablement se dessaisir entre leurs mains. Il y a là une obligation naturelle à laquelle nul contractant ne peut se soustraire, l'agent de change moins que tout autre, etc.

Nous voyons, là, la première tentative pour confondre et soumettre à des règles uniques, la double qualité que peut avoir un agent de change, et le double rôle qu'il peut jouer à l'occasion d'un transfert, celui de certificateur et celui de négociateur.

Nous avons vu comment cette thèse a été accueillie par la jurisprudence en général et la Cour de cassation en particulier.

Ces deux qualités doivent nécessairement être tenues pour distinctes et de nature à engendrer des

responsabilités soumises à des règles différentes.

La responsabilité de la livraison ou du paiement de ce qui a été vendu ou acheté par les agents de change pouvait souvent ne pas être invoquée, soit parce que la cause du transfert n'était pas un achat ou une vente, soit parce que l'agent certificateur était resté étranger aux conventions qui précédaient le transfert et le rendaient nécessaire.

Les bureaux du Trésor ont alors cherché et trouvé une autre solution pour arriver à leur but.

L'arrêté de prairial (art. 13) ne prévoyait que des achats ou ventes rendant responsable l'agent de change qui avait servi d'intermédiaire. Le Trésor s'est avisé de le faire compléter subrepticement au sujet des opérations qui le concernent.

Sous prétexte de faire décider les cas d'intervention des divers agents de change, de rendre plus explicites les conditions dans lesquelles doit être faite la certification des transferts, d'obtenir une interprétation décisive, dégagée de toutes considérations de faits, on a inséré dans le texte ces quatre mots : « qui vérifiera la négociation ».

L'agent de change même certificateur doit vérifier la négociation. Qu'est-ce à dire ?

De là à mettre à sa charge, dans tous les cas, la responsabilité de la capacité des parties, dans les termes de l'arrêté de prairial, parce que cette capacité est un élément de la régularité de la négociation

et qu'elle fait partie de l'identité juridique des parties, il n'y a qu'un pas.

La Cour de Toulouse l'a franchi, appuyée sur la loi de 1909.

Voici les situations résumées en un mot avant et après la loi de 1909 :

a) Antérieurement à cette loi ou bien il y avait négociation, c'est-à-dire vente en bourse par l'intermédiaire d'agents de change, ou bien accord direct entre deux particuliers :

1° Dans le premier cas, l'agent de change était négociateur et certificateur, chaque rôle comportait sa responsabilité spéciale : comme négociateur responsabilité de droit commun, comme certificateur responsabilité rigoureuse de l'arrêté de prairial ;

2° Dans le second cas, il n'était que certificateur et responsable à ce seul point de vue. Il restait étranger aux conventions des parties. Il les ignorait, n'avait pas à en connaître et n'intervenait que pour le transfert effectué en exécution de ces conventions.

Cependant s'il était amené à produire une justification au Trésor, telle que l'acte de cession, il devait en certifier la vérité comme celle de toutes les pièces produites dans les conditions de l'arrêté de prairial.

L'hypothèse n'est pas à envisager au point de vue pratique.

b) Depuis la loi de 1909 les choses peuvent-elles

continuer à se passer ainsi. L'agent de change n'est-il pas obligé de vérifier la négociation, en toutes hypothèses, selon le vœu du Trésor dont nous avons trouvé l'expression dans la lettre de 1851 ?

Malgré les affirmations répétées du ministre des Finances confirmant celles des rapporteurs qui maintenaient le *statu quo* pour les agents de change, nous devons rechercher s'ils sont responsables de la vérification de cette négociation en toutes hypothèses ? Et, s'il en est ainsi, quelle est la nature, quels sont les caractères de cette responsabilité ?

Avant de nous prononcer, nous examinerons l'opinion de la jurisprudence et des auteurs sur le texte nouveau.

CHAPITRE II

INTERPRÉTATION DE LA LOI DE 1909

JURIPRUDENCE ET DOCTRINE

Depuis cette loi très récente, les tribunaux n'ont eu à intervenir que rarement. La Cour de cassation, saisie de la question, a réussi à ne pas se prononcer.

Voici dans quelles circonstances la question s'est posée :

Un testateur avait légué une partie de ses biens à charge d'en faire emploi en valeurs françaises nominatives de tout repos et frappées d'inaliénabilité pendant trente ans, sauf emploi. En exécution de ces prescriptions, le légataire avait acquis de la rente immatriculée en son nom avec mention du emploi ordonné par le testament.

Il vend ensuite ses titres hors Bourse et requiert un agent de change de dresser les certifications prescrites. Refus de l'agent de change qui demande qu'on lui justifie du emploi. Action du vendeur qui prétend le contraindre à lui prêter son ministère.

Le tribunal de Toulouse déclara l'agent mal fondé

dans son refus, le testament étant muet sur l'obligation des tiers de s'assurer du emploi.

La Cour de Toulouse, par arrêt du 31 janvier 1910, a déclaré valable la clause d'inaliénabilité contenue dans le testament parce que temporaire et ne plaçant pas les biens hors du commerce. Il a infirmé le premier jugement, en s'inspirant des principes du régime dotal sur le emploi qui le rendent obligatoire pour les tiers à moins de clause contraire.

L'agent de change, prévenu de la nécessité du emploi, aurait donc, avec raison, refusé son intervention :

Attendu, en fait, que B., au vu de la mention inscrite sur les titres, a pu légitimement être mis en défiance par la demande d'accomplir à Toulouse une formalité qui eut dû normalement s'effectuer à Paris, qu'un officier public honorable, en dehors même de la responsabilité qui peut lui incomber, a le devoir et l'obligation de se conformer aux prescriptions insérées au titre lui-même et qu'il ne peut ignorer ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre la négociation des titres et la simple certification, que la loi du 11 juin 1909 écarte formellement cette distinction en édictant, pour l'agent de change qui certifie le transfert d'un titre de rente sur l'Etat, l'obligation de vérifier la régularité de la négociation et que sa responsabilité, en ce qui touche le transfert est la même, soit qu'il agisse comme négociateur, soit qu'il procède seulement comme certificateur.

Attendu au surplus qu'imposer à l'agent de change l'obligation de vérifier la régularité de la négociation, c'est comprendre dans sa mission, non seulement l'examen de la sincérité des pièces produites, mais encore de la capacité des parties qui réclament

le transfert, cette capacité *faisant partie de leur identité juridique*.

Attendu qu'une interprétation différente ne tendrait à rien moins qu'à rendre inefficace la disposition testamentaire, parfaitement légale, faite par G... et à méconnaître ses intentions en facilitant le moyen d'en éluder les conditions.

Un pourvoi fut intenté, basé sur deux moyens : l'un concernant le point de savoir si la clause d'indisponibilité était valable et opposable aux tiers, l'autre sur la violation et « fausse application des articles 15 et 16 de l'arrêté du 27 prairial an X et de l'article unique de la loi du 11 juin 1909, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré l'agent de change qui est requis d'intervenir comme certificateur, tenu de vérifier la négociation et de se faire juge de la capacité du cédant et fondé à refuser son ministère obligatoire, s'il ne considère pas les justifications comme suffisantes ».

La Cour de cassation, statuant sur le deuxième moyen, qui, seul, nous intéresse, constate que l'incapacité temporaire du vendeur ayant été révélée par les actes et documents en sa possession à l'agent de change dont le concours était réclamé pour le transfert de biens grevés d'inaliénabilité, sa responsabilité pouvait se trouver engagée. Il en aurait été ainsi du moment que, par son fait, il aurait facilité au vendeur le moyen d'éluder les conditions imposées.

La Cour déclare donc que, sans qu'il soit besoin

d'examiner si la loi du 11 juin 1909 a modifié ou non la responsabilité spéciale résultant, pour les agents de change, de l'arrêté du 27 prairial an X, que l'arrêt attaqué a, dans les circonstances ci-dessus relatées, décidé à bon droit que B... était fondé à refuser la certification demandée tant qu'on ne justifierait pas d'un remploi conforme aux prescriptions du testament.

Elle rejetait le pourvoi.

Dans une note, M. Wahl (1) déclare catégoriquement que l'interprétation de ces mots « qui vérifiera la régularité de la négociation » donnée par la Cour de Toulouse ne lui paraît pas pouvoir être admise.

Il appuie son opinion sur le rapport de M. Boudenoot au Sénat dont nous avons indiqué les termes au chapitre précédent.

Il invoque le but dans lequel on a déclaré que la nouvelle loi était rédigée : trancher les difficultés élevées sur le point de savoir si certains transferts devaient être certifiés par les agents de change de Paris seuls, ou pouvaient l'être également par ceux exerçant près les autres Bourses pourvues d'un parquet. « En parlant de la mission de vérification confiée aux agents certificateurs, dit M. Wahl, la loi n'a voulu que rappeler le droit antérieur.

1. 31 janvier 1910 sous Cass., 31 octobre 1911. S. 1911. 1. 513, note de M. Wahl.

» Au surplus l'expression « régularité de la négociation » est trop vague pour qu'on puisse en déduire l'obligation pour l'agent de change de vérifier toutes les conditions de validité de la négociation ».

Admettant de prendre l'expression à la lettre M. Wahl pense qu'elle ne peut comprendre que l'obligation, pour l'agent, de vérifier les seules formalités intrinsèques de l'opération et non pas sa validité « quant au fond ».

Il objecte encore qu'une pareille mesure aurait pour effet certain d'entraver les négociations que le législateur, par les lois de 1885 et même de 1909, a voulu faciliter et simplifier. Elle imposerait enfin, à l'agent de change, un rôle nouveau entraînant des vérifications longues et délicates.

La Cour de cassation a évité de dire si la loi de 1909 avait innové sur le rôle de l'agent de change.

L'arrêt a établi que l'agent, ayant connu la clause d'emploi, aurait été responsable, même avec une législation le dispensant de vérifier la capacité des parties. La Cour a donc jugé inutile de rechercher si la loi de 1909 avait ou non modifié les règles de la responsabilité des agents de change.

L'arrêt de la Cour de cassation revient à décider que l'agent de change n'a pas à vérifier la capacité des parties, ni à examiner la régularité de la négociation, n'ayant à se livrer sur ces points à aucune recherche. Mais quand il connaît, par l'examen des

titres ou différemment, cette incapacité ou cette irrégularité, il doit, sous peine de tomber dans la faute de droit commun de l'article 1382, refuser de prêter son concours à l'opération. Son intervention aboutirait en fait à faciliter une fraude.

La question s'est représentée devant la Cour de cassation une seconde fois depuis la loi de 1909, d'une façon incidente et détournée. Mais cette fois encore la haute juridiction n'a pas eu à se prononcer sur cette loi.

Les agents de change de Toulouse réunis en assemblée générale avaient décidé que, dorénavant, le secrétaire de la Chambre syndicale ferait chaque semaine à la trésorerie générale du département le relevé des transferts de rentes sur l'État certifiés par les membres de la corporation.

On voulait ainsi vérifier si tous les membres se conformaient à une décision antérieure de la Chambre aux termes de laquelle l'aliénation des rentes appartenant aux femmes dotales et aliénables moyennant emploi ne devait être effectuée que sous justification de l'existence de la régularité et de l'acceptation du emploi.

Cette mesure avait été prise de concert avec le trésorier payeur général, qui faisait instruire les demandes de transfert par la Chambre syndicale. Celle-ci décidait, après entente avec l'agent de change chargé de l'affaire, quelles étaient les pièces à exi-

ger. Elle donnait ensuite son avis au trésorier payeur général sur l'acceptation ou le rejet de la demande de transfert.

Un agent de change refusa de se conformer à la délibération de la Chambre syndicale. Il certifia des transferts de rentes dotales sans permettre à la Chambre d'intervenir. Il fut l'objet d'une poursuite disciplinaire, non pas pour avoir contrevenu au règlement de la Chambre, qui était illégal, n'ayant pas été approuvé par le ministre du Commerce, ainsi que l'exige le décret de 1890, mais pour avoir certifié des remplois de rentes dotales sans avoir pris les précautions exigées par la jurisprudence.

L'intéressé prétendait, au contraire, que dans les cas où les titres étaient transférés directement à un tiers, il n'avait pas à s'occuper du contenu des contrats de mariage.

La Chambre syndicale soutenait :

« Que la théorie de l'inculpé était insolite et tout à fait contraire à la jurisprudence existante, qu'il était inadmissible qu'un agent de change, dont la fonction était créée pour la sauvegarde des intérêts qui lui sont confiés, adopte une pareille doctrine, car, en la mettant en pratique, il prêterait la main à la disparition des fonds dotaux. »

Pourvoi basé sur ce que l'arrêt de Toulouse ne mentionne aucun fait précis justifiant l'application d'une

peine, ni aucun motif permettant à la Cour d'exercer son contrôle.

L'arrêt de Cassation s'est contenté de décider que l'appréciation faite par la Chambre syndicale rentrait dans ses pouvoirs, ce qui justifiait sa décision, et qu'elle était suffisamment motivée.

Parmi les observations insérées dans une note sous cet arrêt (1) on estime qu'il serait bien difficile d'établir sur quels documents de jurisprudence peut s'appuyer cette affirmation de la Chambre syndicale et on ne peut croire que la Cour de cassation ait jamais admis que l'agent de change certificateur soit responsable du emploi.

La responsabilité des agents de change qui négocient des valeurs dotales est sans doute très rigoureuse. Mais quand un agent ne participe pas à la négociation et n'intervient que pour certifier les signatures des intéressés ayant négocié directement la valeur dotale, il paraît impossible de lui imposer l'obligation de veiller au emploi, aussi bien par application du décret de 1890 que de celui de prairial an X.

En vertu du dernier texte, l'agent est responsable comme nous l'avons vu, des certifications qui lui sont imposées en l'absence de toute faute, mais ce serait introduire, en dehors de tout texte, une autre

1. Cass. 7 juin 1910. S. 1911. 1. 513 et note.

exception au droit commun et beaucoup plus grave que de rendre l'agent de change négociateur responsable du remploi vis-à-vis de la femme dotale (1).

Cette responsabilité incombe à l'agent négociateur, comme à tout intermédiaire participant à une aliénation de biens dotaux. Mais l'agent de change, qui certifie la validité d'une signature, ne peut raisonnablement encourir que la responsabilité dérivant de ce que la signature serait fausse ; nous croyons même qu'il n'en est pas différemment depuis la loi du 11 juin 1909, intervenue depuis les faits de l'espèce.

M. Julliot (2) paraît avoir adopté une interprétation mixte de la loi de 1909, intermédiaire entre celle que nous venons d'indiquer et celle de la Cour de Toulouse.

Contrairement à l'auteur de la note que nous venons de citer, M. Julliot considère que la loi de 1909 a apporté une modification à la responsabilité des agents de change. Cette loi ne se serait pas bornée à désigner les agents capables de certifier tels transferts, suivant l'opinion de la note précitée. Elle aurait encore mis à leur charge une obligation nouvelle emportant une responsabilité plus étendue.

M. Julliot ne va pas aussi loin que la Cour de

1. Cass , 24 février 1903. S. 1903.1.337, note de M. Wahl.

2. *Revue not.* 1911, p. 499, et sa brochure, p. 50.

Toulouse, confondant et assimilant la certification et la négociation. La Cour de Toulouse, pour soutenir sa théorie qui rend l'agent de change même simple certificateur responsable de la négociation dans les termes de l'arrêté de prairial, se base sur un passage du rapport de M. Boudenoot au Sénat, d'après lequel « la responsabilité de l'agent de change reste la même, qu'il agisse comme négociateur ou certificateur. »

A ces expressions assez obscures, M. Julliot donne un autre sens. D'après lui, la loi n'a pas voulu supprimer la distinction fondamentale et traditionnelle entre la négociation et la certification. Elle a voulu établir qu'en ce qui touche le transfert, la responsabilité de l'agent de change est la même, soit qu'il agisse comme ayant préalablement négocié, soit qu'il agisse comme ayant préalablement vérifié la négociation ou convention.

Ce qui revient à dire que l'agent sera responsable, qu'il ait négocié ou vérifié cette négociation, et cette responsabilité sera identique dans les deux cas. Elle sera basée sur le droit commun, exigeant la preuve d'une faute et se prescrivant par trente ans.

Quant à la responsabilité particulière du transfert, elle reste régie par les règles de l'arrêté de prairial.

Voilà les principes de M. Julliot, ils se rencontrent

avec ceux de Toulouse, pour faire peser sur l'agent une responsabilité nouvelle depuis la loi de 1909 ; celle qui résulte de la vérification de la négociation, même quand l'agent n'a pas servi d'intermédiaire à cette négociation.

Ils se séparent pour caractériser cette responsabilité. D'après la Cour, il n'y a plus désormais, à distinguer entre la négociation et la certification, les deux choses se confondent et sont régies par des règles identiques : celles de l'arrêté de prairial. D'après M. Julliot, on doit maintenir la distinction entre la négociation et la certification. On doit appliquer à la première le droit commun et à la seconde les règles exceptionnelles.

Quant à la responsabilité nouvelle résultant de la vérification, au lieu de l'assimiler à celle de la certification qui reste spéciale, il la soumet aux règles de droit commun.

Donc, pour Toulouse une seule responsabilité pour l'agent : celle d'agent certificateur-négociateur dans tous les cas ; pour M. Julliot une première responsabilité de droit commun pour l'agent négociateur ou vérificateur et une seconde responsabilité spéciale pour l'agent certificateur.

Cependant M. Julliot voit un cas où l'assimilation de la négociation et de la certification existerait dans son système. Ce serait l'hypothèse où, bien que n'ayant pas pris part à la négociation, l'agent certifi-

cateur produirait au transfert l'acte de cession intervenu entre les parties. Dans ce cas, il n'aurait pas la responsabilité du négociateur ; mais comme certificateur, devant répondre de la vérité des pièces, il encourrait, à raison de cette cession, la responsabilité de l'arrêté de prairial.

Il faut reconnaître que cette interprétation de M. Julliot contient une analyse consciencieuse et détaillée des diverses situations qui peuvent se présenter à l'occasion d'un transfert, mais à notre avis il manque une base légale.

Dans toutes les explications que nous avons examinées en cherchant à dégager la pensée de l'auteur ; pas un argument n'apparaît. Nous ne trouvons que des affirmations dont les conclusions sont déclarées absolues. Pour adopter celles-ci, il faudrait d'abord prouver celles-là.

C'est ainsi par exemple qu'il est affirmé que la loi de 1909 établit une présomption de négociation à la charge de l'agent. Une présomption est une disposition exceptionnelle qui doit être indiquée expressément et clairement dans un texte, sans qu'on soit obligé de la présumer elle-même.

Nous avouons ne pas voir une pareille portée dans les quatre mots nouveaux de la loi de 1909. Aussi nous rangeons-nous, sans hésiter, à l'opinion exprimée par M. Wahl dans la note analysée anté-

rieurement, et pour les raisons que nous avons déjà indiquées.

La loi de 1909 n'a pas changé la législation relative à la responsabilité de l'agent de change en matière de transfert de rentes, d'abord parce que ses auteurs, quels qu'aient pu être leurs desseins secrets, ont déclaré n'avoir pas voulu la changer, et ensuite parce que les termes dont on s'est servi ne sont pas assez explicites (1).

En outre, les changements iraient manifestement contre le but qui domine toujours, faciliter la négociation de ces titres.

En insérant une phrase énigmatique et dangereuse au milieu d'un texte paraissant inoffensif, le Trésor voulait guider doucement les tribunaux vers l'interprétation qui lui tient à cœur. Il a manqué son coup cette fois-ci, il faudra revenir à la rescousse. Les occasions ne lui manqueront pas. Il sera d'ailleurs aidé par les agents de change qui tiennent pour des raisons d'ordre corporatif à assumer la responsabilité la plus grande.

1. En ce sens Tribunal civil de Nantes 9 décembre 1912 qui qualifie les termes de la loi de 1909, ambigus et défectueux.

CONCLUSION

Nous croyons avoir démontré que les textes, régissant les transferts de rentes sur l'État, faisaient peser sur le Trésor la responsabilité principale de ces opérations. Une partie de cette responsabilité a été reportée sur l'agent de change en vertu de l'arrêté de prairial an X. Nous avons ensuite suivi le développement de la jurisprudence sur la nature juridique du transfert. Nous avons vu quelle influence considérable a eu sur cette jurisprudence la législation relative aux rentes sur l'État.

C'est sur cette législation que semble reposer toute la théorie du transfert en général, adoptée par la jurisprudence.

Pour cette raison, nous avons cru pouvoir admettre qu'à défaut de décisions spéciales à la rente les solutions que le Trésor obtiendrait des tribunaux ne différeraient pas sensiblement de celles qui sont rendues pour les autres établissements. Nous exceptons, bien entendu, les mesures propres imposées par l'arrêté de prairial an X.

Il résultait ainsi de ces premiers points acquis une dualité de responsabilité entre les agents de change et le Trésor dont nous devons établir la proportion.

Nous avons, à ce point de vue, montré l'antagonisme entre l'opinion soutenue par les bureaux du Trésor et la jurisprudence, notamment en matière de dotalité.

Nous avons vu le Trésor cherchant dès 1851 à faire retomber sur les agents de change la responsabilité de la capacité des parties, en établissant une confusion continuelle entre le rôle de l'agent de change négociateur et celui de l'agent de change certificateur.

La jurisprudence a suivi une évolution différente. Elle a interprété au début la responsabilité incombant à l'agent de change, en vertu de l'arrêté de prairial, d'une manière très restrictive, en ce qui concerne son étendue et sa portée.

Elle l'a strictement limitée aux termes écrits dans le texte, l'identité, la vérité de la signature et des pièces, en écartant délibérément la capacité en particulier.

Par contre, la jurisprudence s'est montrée très rigoureuse sur la nature et les caractères de cette responsabilité. Elle l'a admise d'une manière absolue en dehors de toute idée de faute, et en a fait un véritable forfait légal. On a pu avec raison appeler

l'agent l'assureur du Trésor pour les faits qu'il est chargé de certifier dans les transferts de rente sur l'État.

Nous avons ensuite exposé les tentatives qui se sont produites dans la jurisprudence pour étendre cette responsabilité et la faire déborder du domaine restreint de la certification sur celui de la négociation.

L'idée de cette assimilation paraît pour la première fois dans la lettre du ministre des Finances de 1851.

Les tribunaux et en particulier la Cour de cassation, dans l'arrêt de 1912, que nous avons vu, ont fait justice de cette opinion. On n'a pas voulu que cette responsabilité put alternativement revêtir les caractères exceptionnels de l'arrêt de prairial et ceux du droit commun du Code civil.

Ainsi jusqu'à la loi de 1909, l'agent est responsable uniquement dans les termes des articles 15 et 16 de l'arrêt du 27 prairial an X.

Il ne répond que de ce qu'il doit certifier ; de l'identité du propriétaire de la rente, de sa signature et des pièces produites. Il ne répond pas de la capacité des parties, même si la négociation s'est faite par son intermédiaire, à moins de dol ou d'une faute de sa part.

Dans ce dernier cas les règles de sa responsabilité sont particulières et différentes de celles qui dépendent de la certification.

Dans un cas, règles rigoureuses et prescription courte. Dans l'autre droit commun et prescription trentenaire. Telle est la doctrine généralement admise jusqu'en 1909.

Nous avons reproduit cette loi et examiné les conditions dans lesquelles elle a été votée, ainsi que les desseins avoués de ses auteurs. Nous avons indiqué également ce que nous croyons être leurs desseins secrets.

Nous avons trouvé trois opinions sur cette loi :

1^o L'une extrême assimilant la certification à la négociation et appliquant en toutes hypothèses et sans distinction les règles rigoureuses de la responsabilité établie par l'arrêté de prairial ;

2^o Une seconde, transactionnelle qui rend l'agent responsable de la négociation, qu'il l'ait faite ou non, mais seulement dans les termes du droit commun ;

3^o Enfin la théorie que nous avons adoptée, d'après laquelle rien n'est changé en vertu de cette loi en ce qui concerne la responsabilité de l'agent de change en matière des transferts des rentes sur l'État.

L'agent se trouve toujours dans la situation que nous avons analysée et qui est commandée par l'arrêté du 27 prairial an X et par la loi des 15, 16, 17 et 24 août 1793.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil français, 5^e édition t. paragraphe 30, p. 98.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Traité théorique et pratique de droit civil, t. XVII, p. 766 et suivantes et 850 et suivantes.
- BERTHAULT (Albert). — Manuel formulaire des certificats de propriété et des opérations concernant les rentes sur l'État de toutes natures. 2^e édition 1897. 2^e partie, chapitre II, p. 234 à 245.
- BEZARD-FALGAS. — Traité théorique et pratique du contentieux des transferts d'actions et d'obligations nominatives, 1905. p. 173, n^{os} 137 à 144.
- BUCHÈRE. — Traité théorique et pratique des opérations de la Bourse, 1877, p. 102 à 150 et p. 426, n^{os} 710 et suivants.
- CLERC. — Traité général du notariat et de l'enregistrement: première partie : Notariat, tome I, n^o 363, p. 107 et suiv; n^o 1080, p. 374 et suiv; n^o 431 p. 396 ; deuxième partie : Enregistrement, tome I, n^o 1018, p. 310. — t. II, n^o 3789, p. 586. 1863.
- CRÉPON. — De la négociation des effets publics et autres, 1886, p. 232 et suiv. n^{os} 230-232-234-235-239.
- DE BRAY (Emmanuel). — Traité de la Dette publique, 1895. Titre V, chap. I. Sections III et IV p. 288 à 304. Chapitre II, sections I et II, p. 308 à 324.
- DELOISON (Georges). — Traité des valeurs mobilières françaises

- et étrangères et des opérations de Bourse, 1890, chap. IX, p. 112, n° 131 à n° 141 et chapitre XXXI, p. 480.
- DHOUTANT (Henry). — Étude des responsabilités en matières de transferts de titres nominatifs, 1908, p. 32, 44 et 67.
- DUVET (Gustave). — Traité du contentieux des transferts, 2^e Éd. 1891, p. 238, n°s 486 à 496.
- CARPENTIER (A.) et FRÈRE JOUAN DU SAINT (G.) — Répertoire général alphabétique du Droit français. V° Agent de change, n° 579 et suiv. Transfert n° 271, chap. IV.
- GORGES (J. M.) — La Dette publique. Histoire de la Rente française. 1884 par Guillaume et C^{ie}.
- GORGES (J. M.) BÉZARD (V. A.) — Manuel des transferts et mutations de rentes sur l'État, 1883. Octave Doin, p. 323, n° 182 et 183 ; p. 325 ; n° 186 ; p. 357, n° 204, 205 et 206.
- JULLIOT. — De la certification des transferts des rentes sur l'État par les agents de change, 1911.
- LÉVY-ULLMANN. — Essai sur les titres nominatifs et sur la responsabilité des agents de change et des débiteurs dans la transmission de ces titres. Extrait des Annales de droit commercial et industriel français, étranger et international, février-avril 1897.
- MOLLOT. — Bourses de commerce. Agents de change et courtiers, 3^e édition, 1853. Livre II, titre 6, n° 250, p. 182 et suiv.
- RUBEN DE COUDER, refondu par GOUJET et MERGER. — Dictionnaire de droit commercial, industriel et maritime, 3^e édition, 1877. V° Agent de change, t. I, § 8, art. 4, n° 288, p. 194 et suiv.
- ROUSSEAU (R.). — Des Sociétés commerciales, françaises et étrangères, 4^e édition, 1912, t. I, n° 1353 et suiv.
- THALLER. — Traité élémentaire de droit commercial, 3^e édition, n° 601 et suiv., p. 320 et n°s 892 et suiv., p. 449.
- WALDMANN (Alex.). — La Profession d'agent de change, ses droits et ses responsabilités, 1888, p. 149 à 162.

WAHL. — (3 notes). Sirey, 1898. 2. 289; Sirey, 1903. 1. 337;
Sirey, 1911. 1. 513.

CORNÉE (Léon). — Du transfert des titres nominatifs. Thèse
soutenue à Lille, 24 décembre 1902, 3^e partie, chap. I,
p. 123.

Vu : le Président de la thèse,

AMBROISE COLIN

Vu : le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Le transfert en général, théorie du transfert	5

PREMIÈRE PARTIE

PHASES DIVERSES PAR LESQUELLES A PASSÉ
LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT
EN MATIÈRE DES TRANSFERTS DE RENTES
ET TEXTES QUI L'ÉTABLISSENT

CHAPITRE PREMIER. — De 1793 à prairial an X.....	17
CHAPITRE II. — Arrêté de prairial an X et décret du 13 thermidor an XIII.....	34
CHAPITRE III. — Rentes départementales et diverses ordonnances et décrets sur la comptabilité pu- blique.....	48

DEUXIÈME PARTIE

RESPONSABILITÉ DU TRÉSOR ET DES AGENTS DE CHANGE
EN MATIÈRE DE TRANSFERTS
D'APRÈS LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE.

TITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER. — Opinion de la jurisprudence et de la doctrine.....	65
CHAPITRE II. — Opinion et pratique du Trésor.....	90

TITRE DEUXIÈME

*Portée d'application pratique de l'interprétation
admise*

CHAPITRE PREMIER. — Étendue de la responsabilité de l'agent de change.....	107
CHAPITRE. II — Nature de la responsabilité des agents de change.....	123

TITRE TROISIÈME

*Loi du 11 juin 1909 concernant la signature
et la certification des transferts de rentes sur l'État*

CHAPITRE PREMIER. — Travaux préparatoires.....	137
CHAPITRE II. — Interprétation de la loi de 1909. Juris- prudence et doctrine.....	147
CONCLUSION.....	161
BIBLIOGRAPHIE.....	165

Imp. JURIS-CLASSEUR, 18, rue Séguier, Paris. — 2440-14
